



NUMÉRO 2

**GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES
ET ÉCONOMIES ILLICITES
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Bandits armés au Nigéria



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME



ACLED

JUILLET 2024

NUMÉRO 2

**GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES
ET ÉCONOMIES ILLICITES
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Bandits armés au Nigéria

JUILLET 2024



REMERCIEMENTS

Les auteurs souhaitent remercier toutes les personnes qui ont accordé des entretiens pour cette étude, les chargés de recherche qui ont recueilli des données dans les États de Kaduna et de Zamfara, ainsi que les collègues de The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) et de l'Event Data Project (ACLED), parmi lesquels Eleanor Beevor, Ladd Serwat, Christian Jaffe et Andrea Carboni, pour leurs contributions tout au long du projet. Ils remercient également Mark Shaw et Kars de Bruijne pour leur travail de révision ainsi que Murtala Rufa'i pour ses éclairages.

À PROPOS DES AUTEURS

Le **Dr Kingsley L Madueke** est le coordinateur des recherches pour le Nigéria au sein de l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest à la GI-TOC. Il est également conférencier au Centre for Conflict Management and Peace Studies de l'université de Jos, au Nigéria. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université d'Amsterdam.

Olajumoke (Jumo) Ayandele est conseillère principale pour le Nigéria à l'ACLED et maître de conférences invitée au Center for Global Affairs de l'Université de New York. Elle est titulaire d'un doctorat en affaires internationales de Rutgers - l'Université d'État du New Jersey, d'un MPA en politique et gestion du développement international et d'une licence en économie, tous deux obtenus à l'Université de New York.

Lawan Danjuma Adamu est le coordinateur de terrain pour le nord du Nigéria au sein de l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest à la GI-TOC. Il est cofondateur de la plateforme de journalisme d'investigation Dateline Nigeria et ancien rédacteur en chef du *Daily Trust*, un journal nigérian.

Lucia Bird est directrice de l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest à la GI-TOC. Elle a auparavant travaillé comme conseillère juridique et politique au Département de la planification et du développement du gouvernement du Punjab, au Pakistan, et au ministère des Finances, au Ghana.

© 2024 Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

© 2023 texte et illustration: Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED).

Tous droits réservés.

Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de la GI-TOC.

Couverture : *fournie*

Veillez adresser vos demandes à :

Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Geneva, CH-1202
Switzerland

www.globalinitiative.net

Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED)
361 Falls Rd. #501
Grafton, WI 53024
United States of America

www.acleddata.com

SOMMAIRE

Acronymes	1
SYNTHÈSE.....	3
INTRODUCTION.....	5
Méthodologie.....	6
ÉVOLUTION DU BANDITISME ARMÉ DANS LE NORD-OUEST DU NIGÉRIA.....	8
Les origines du banditisme au Nigéria	9
Escalade et diffusion du banditisme armé (2011-2018)	9
Evolution des cibles de la violence des bandits et diversification des sources de revenus (2018-2024).....	10
COMPRENDRE L'ÉCOSYSTÈME DES BANDITS ARMÉS DANS LE NORD-OUEST DU NIGÉRIA	17
Processus de recrutement	18
Hiérarchie et rôles dans les groupes de bandits armés.....	19
Dynamiques entre groupes armés distincts : collaboration et contestation.....	21
Relations entre les bandits armés et les organisations extrémistes violentes	21
Collaboration entre bandits et groupes extrémistes violents : perspectives	25
FINANCEMENT ET RESSOURCES.....	27
Vol de bétail.....	29
Enlèvements	29
Extraction minière artisanale d'or.....	32
Génération de recettes sur les routes.....	34
Taxation des agriculteurs, saisie des exploitations et travail forcé	35
GOVERNANCE	37
Options de réponses communautaires : pactes de paix.....	39
CONCLUSION	40
Recommandations.....	41
Notes	43



ACRONYMES

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
GI-TOC	Global Initiative Against Transnational Organized Crime (Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale)
ISWAP	Islamic State West Africa Province (Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest)
JAS	Jama'atu Ahlul Sunnah lid-Da'wah wa'l-Jihad (Groupe engagé dans la propagation de l'enseignement du Prophète et du djihad)
JNIM	Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans)
LGA	Local government area (zone de gouvernement local)



SYNTHÈSE

Le présent rapport étudie les dynamiques du banditisme armé dans le nord-ouest du Nigéria afin de comprendre son évolution, sa structure et les économies illicites auxquelles participent les groupes de bandits pour se financer et se procurer des ressources, de même que les interactions de ces groupes avec les communautés locales et d'autres groupes armés non étatiques. Ce rapport se concentre sur la région du nord-ouest du Nigéria et explore les dynamiques internes des groupes de bandits armés¹ ainsi que l'écosystème et le contexte au sein desquels ils opèrent. Il identifie des potentiels points d'intervention. Alors que les inquiétudes s'intensifient concernant des alliances potentielles entre certains groupes de bandits et des organisations extrémistes violentes (telles que la province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), Ansaru et Jama'atu Ahlul Sunnah lid-Da'wah wa'l-Jihad (JAS) qui opèrent dans le Nord-Ouest), ce rapport explore l'étendue de ces alliances et ce qui détermine leur formation.

La région Nord-Ouest du Nigéria, qui englobe les États de Katsina, Kaduna, Kano, Sokoto, Jigawa et Zamfara, connaît depuis 2011 une recrudescence du banditisme armé.² Le nombre de civils tués par la violence que causent ces bandes armées dans le Nord-Ouest entre 2018 et 2023 dépasse celui des victimes de JAS et d'ISWAP dans la région Nord-Est du Nigéria au cours de la même période.³ Pour remédier à cette situation, des opérations militaires et des actions d'autodéfense au niveau local ont été menées, mais l'impact des opérations militaires reste temporaire et le banditisme n'a pas reculé. Il convient de mieux comprendre la résilience du banditisme : la structure des groupes de bandits et leur engagement dans des économies illicites en sont des éléments clés.

Les analyses des journalistes et des experts concernant les bandits armés dans le Nord-Ouest du Nigéria se sont davantage axées sur la violence qu'ils infligent et ses répercussions que sur leur structure, leurs ressources, leurs mécanismes de financement, et l'environnement physique et social au sein duquel ils opèrent. Ce rapport vise à combler cette lacune en se concentrant sur Zamfara et Kaduna, deux hauts lieux du banditisme armé dans le Nord-Ouest du Nigéria. Il s'inscrit dans le débat actuel sur la catégorisation des groupes armés non étatiques et examine si les bandits exercent des fonctions de gouvernance ou s'ils agissent en tant qu'acteurs politiques et criminels.

Les mécanismes de génération de revenus par les bandits ont évolué depuis 2011. Le vol, y compris de bétail, les enlèvements contre

rançon, l'extraction minière de l'or et les activités agricoles ont tous joué un rôle central dans l'approvisionnement et le positionnement stratégique des bandits armés. Dans différentes communautés de Kaduna et de Zamfara, nous identifions trois types d'implication distincts, bien qu'étroitement liés, des bandits armés dans les économies licites et illicites : les attaques meurtrières ciblées et les vols, l'imposition de taxes ainsi que le contrôle des chaînes d'approvisionnement. Les tactiques varient d'une région à l'autre, en fonction de la géographie et du terrain. Il est essentiel de comprendre ces dynamiques pour élaborer des contre-stratégies efficaces adaptées à des contextes spécifiques.

Le présent rapport s'appuie sur les données de l'ACLED et sur des recherches sur le terrain dans les principaux points chauds de Birnin Gwari (Kaduna), Gusau et Maru (Zamfara) pour décrire les structures, les dynamiques internes, les motivations, les sources de financement et les stratégies des groupes de bandits armés.

Le rapport met en évidence six conclusions principales :

- Les groupes de bandits armés ont une structure hiérarchique, et, les plus importants et les plus établis d'entre eux répartissent clairement les différents rôles et responsabilités. Ces hiérarchies sont souvent sous-estimées et ne sont pas prises en compte dans la formulation des interventions et des réponses. Toutefois, cette structure hiérarchique n'exclut pas une certaine souplesse d'appartenance, de mouvement et d'action. À la fois hiérarchique et fluide, elle constitue un important facteur de résilience du banditisme.
- Bien qu'il existe de nombreux groupes de bandits armés opérant sous l'autorité de différents chefs, ces groupes ont de fortes affinités ethniques et des griefs en commun. Certains d'entre eux coopèrent donc très largement, ce qui accroît considérablement leur capacité à perpétrer des actes de violence à grande échelle et renforce leur résilience aux opérations militaires.
- Les bandits armés évoluent avec agilité entre les différents flux de revenus licites et illicites ; par conséquent, chercher à bloquer un flux de revenus ne présente qu'un intérêt limité à long terme. Confrontés à une baisse des revenus tirés du vol de bétail et des enlèvements, les bandits armés consolident leur position d'acteurs clés dans l'agriculture et l'extraction minière artisanale d'or, passant de la simple extorsion des mineurs à la prise de contrôle total des mines d'or.

- Selon le type d'économie illicite et l'influence qu'ils exercent sur celle-ci, les bandits armés agissent différemment en fonction de l'activité illicite, passant des attaques et des vols ciblant les acteurs des chaînes d'approvisionnement licites et illicites à l'imposition de taxes et à la prise de contrôle d'une partie (ou, plus rarement, de la totalité) de la chaîne d'approvisionnement. Ces engagements variables dans les économies illicites rendent une stratégie de réponse unidimensionnelle inadéquate.
- Le niveau de violence à l'encontre des communautés dépend du degré d'influence des groupes de bandits sur une région donnée

et du type d'économie que les bandits privilégient pour tirer des ressources. La violence des bandits est plus élevée lorsque leur influence est plus limitée. Les enlèvements et les vols de bétail sont caractérisés par un niveau de violence plus élevé que d'autres activités génératrices de revenus.

- Les bandits armés adoptent des comportements qui relèvent de la « gouvernance », bien que leurs actions semblent être principalement motivées par le profit et la prédation. Il est important de bien prendre en compte le concept de gouvernance pour comprendre les bandits dans le spectre politico-criminel.



INTRODUCTION

Depuis 2011, la région Nord-Ouest du Nigéria est confrontée à une prolifération du banditisme armé et est devenue l'épicentre de la violence dans le pays. Dans les seuls États de Zamfara et de Kaduna, plus de 4 758 décès ont été signalés entre 2018 et 2023, soit plus que les meurtres perpétrés par JAS et ISWAP dans le Nord-Est au cours de la même période.⁴

Les « bandits armés » qui se livrent à ces activités violentes se répartissent en une myriade de groupes opérant sous l'égide de différents chefs de gang. Leurs activités comprennent le vol de bétail, les enlèvements contre rançon, l'extraction minière artisanale d'or, les vols à main armée, les massacres, les viols et la destruction massive de récoltes, de bétail et de biens.

Bien qu'elles soient généralement analysées sous l'angle de la violence criminelle, les activités menées par les bandits armés posent un problème de sécurité multidimensionnel, qui a des répercussions considérables sur l'économie et la politique de la région Nord-ouest du Nigéria. Par ailleurs, du fait des recoupements entre le banditisme et les conflits de longue date entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs, suivre une approche purement criminelle de la violence serait réducteur. Si de nombreux bandits armés sont motivés par le gain financier, d'autres le sont par un sentiment d'injustice.⁵

Associer certaines menaces à une violence « criminelle » plutôt que « politique » minimise de fait l'importance de ce type de menace et le danger qu'elle représente pour le système politique. Les analystes tendent donc actuellement à remettre de plus en plus en question la dichotomie traditionnelle entre violence criminelle et violence

politique, en plaidant pour une perspective plus intégrée qui souligne les liens complexes entre ces deux types de violence. Il est de plus en plus admis que la criminalité organisée est devenue une force politique importante dans de nombreux pays, établissant des organisations résilientes, amassant des ressources substantielles et recourant à la violence stratégiquement, ce qui a des répercussions politiques.⁶ Les gangs criminels jouent un rôle central dans la violence politique, ce qui souligne le recoupement entre criminalité organisée et politique.⁷ Les bandits armés du Nord-Ouest du Nigéria font partie de ces groupes dont les activités ne défient pas seulement les catégorisations criminelles conventionnelles, mais également la capacité de l'État à maintenir la sécurité publique, ce qui a un impact sur la politique tant au niveau de l'État qu'au niveau national.

Le présent rapport présente des données factuelles concernant la manière dont les bandits armés participent aux économies licites (principalement l'agriculture et, dans une moindre mesure, la fourniture de services de transport) et illicites (surtout le vol de bétail, les enlèvements et l'extraction minière artisanale d'or qui sont toutes des économies illicites étroitement liées à l'instabilité).⁸ Il cartographie les relations entre les différents bandits armés et les groupes extrémistes violents, l'impact des activités des bandits sur les communautés locales et se demande si les bandits assurent une quelconque forme de « gouvernance ». Outre la mise en lumière des écosystèmes des bandits armés et des relations qu'ils entretiennent avec les économies illicites, ce rapport se penche sur leurs approches en matière de financement et de ressources afin de fournir des éclairages sur les moyens de les perturber.

Méthodologie

Ce rapport est le second d'une série de rapports consacrés au rôle central des économies illicites dans le domaine d'étude plus large de la gouvernance des groupes armés, intitulé « Groupes armés non étatiques et économies illicites en Afrique de l'Ouest ». Cette série est le fruit d'une collaboration entre l'ACLED et la GI-TOC et résulte d'une prise de conscience croissante du rôle majeur des économies illicites dans les stratégies des groupes armés en Afrique de l'Ouest. Le présent rapport intègre un large éventail de sources primaires et secondaires. Cette étude, qui regroupe les données de l'ACLED et un travail sur le terrain dédié, se concentre sur trois zones de gouvernement local (*local government area*, LGA) dans le

Nord-Ouest du Nigéria : Birnin Gwari dans l'État de Kaduna, ainsi que Gusau et Maru dans l'État de Zamfara. Selon les données de l'ACLED, ces LGA ont connu depuis 2022 les niveaux de violence les plus élevés dans le Nord-Ouest du Nigéria, mais elles présentent des différences importantes.

Des bandits armés et des groupes extrémistes violents sont ainsi présents à Birnin Gwari et à Maru, mais à Gusau, en revanche, on ne trouve que des bandits armés. L'étude de Gusau, la capitale de l'État de Zamfara, permet par ailleurs de cerner les activités perpétrées par les bandits dans les environnements semi-urbains, contrairement aux zones plus rurales de Maru et Birnin Gwari.

Les recherches menées sur le terrain entre avril et décembre 2023 ont donné lieu à 45 entretiens (21 à Birnin Gwari, 12 à Gusau et 12 à Maru). À Birnin Gwari, les entretiens ont été réalisés à distance avec des habitants de plusieurs communautés : Kuyello, Kwasakwa, Randagi, Tabanni, Kakangi, Damari, Kutemeshi, Birnin Gwari, Birnin Gari et la ville de Birnin Gwari. À Gusau, les entretiens ont été menés dans sept communautés : Arahwa, Gidan Gobirawa, Babbar Doka, Bingi, Bozaya, Dandindin et Getso. Enfin, à Maru, les entretiens ont eu lieu dans quatre communautés distinctes : Mada, Wonaka, Wanke et Katsira. Des entretiens de suivi avec les personnes interrogées dans les trois LGA ont été réalisés à distance. En nous concentrant sur ces régions, nous n'avons pas pu approfondir certains éléments relatifs à la diffusion géographique

plus large du banditisme sur l'ensemble du territoire nigérian. Notre objectif est de retenir les points essentiels en sachant que cette approche a ses limites.

Les personnes interrogées étaient des chefs de milices locales d'auto-défense, des membres de groupes de bandits armés, des agriculteurs, des éleveurs, des mineurs, des leaders communautaires, des habitants, des victimes de la criminalité organisée, des fonctionnaires locaux, des universitaires, des journalistes et des personnes impliquées dans diverses économies illicites.

Cette étude a été complétée par un examen approfondi de la littérature grise, des publications universitaires, des sources médiatiques et par l'analyse des données de l'ACLED.



ÉVOLUTION DU BANDITISME ARMÉ DANS LE NORD- OUEST DU NIGÉRIA

Photo : Sani Malumfashi/VOA

Les origines du banditisme au Nigéria

L'histoire du banditisme armé dans le Nord-Ouest du Nigéria est ancienne. Elle date d'avant la période coloniale. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, voire avant, le nord-ouest du pays était traversé par des routes commerciales transnationales qui reliaient la région aux marchés du Ghana. La présence de bandits armés menaçait considérablement les activités économiques de la région. Ces bandits étaient étroitement associés aux vols commis le long des routes commerciales transnationales reliant l'Afrique de l'Ouest côtière au Sahel et à l'Afrique du Nord.⁹ Dans l'État de Zamfara, les bandits armés attaquaient les éleveurs et les commerçants, représentant une menace majeure dès 1911.¹⁰ Plus au sud, autour de Borgu, une région qui englobe des parties de l'État actuel de Niger et de la République du Bénin, les vols perpétrés étaient d'une telle ampleur que les itinéraires commerciaux s'en sont trouvés perturbés, et les commerçants forcés d'emprunter des axes plus sûrs.¹¹ Les groupes de bandits se livraient également au vol de bétail, mais à petite échelle et en recourant de façon limitée à la violence. Les moyens de subsistance de la population n'étaient donc pas menacés.¹²

Suite à l'établissement du régime colonial dans le nord du Nigéria au début du XX^e siècle¹³ l'administration a jugulé le banditisme armé, qui est resté limité tout au long de la période coloniale et du début de la période post-coloniale. Les conflits communautaires et les affrontements entre agriculteurs et éleveurs se sont toutefois multipliés au cours de la décennie qui a suivi la transition du Nigéria vers un système de gouvernance démocratique en 1999 en raison d'une concurrence intense pour des ressources rares, notamment les terres.¹⁴ Ces conflits ont souvent donné lieu à des répressions brutales et des exécutions extrajudiciaires par les forces de l'État et les milices d'autodéfense, instaurant un climat d'insécurité et de dévastation omniprésent. Des bandits armés ont fait leur apparition et ont prospéré, en particulier au sein de la communauté peule pastoraliste, qui a souvent fait les frais de ces répressions brutales, nombre de ses membres ayant perdu leur bétail et leurs moyens de subsistance.¹⁵ Un grand nombre de ces personnes lésées de leur bétail, de leurs moyens de subsistance et, dans certains cas, des membres de leur famille, se sont tournés vers le banditisme armé pour récupérer le bétail perdu et se protéger d'autres attaques.

Escalade et diffusion du banditisme armé (2011-2018)

Si le banditisme armé a une longue histoire dans le Nord-Ouest du Nigéria, il a subi une transformation majeure en 2011, passant du vol de bétail à petite échelle et du vol à main armée au vol de bétail à grande échelle, aux enlèvements et à la violence meurtrière. En raison d'une multitude de facteurs, dont les réformes du secteur bancaire qui ont réduit la nécessité pour les commerçants de se déplacer avec de l'argent liquide (rendant ainsi les vols à main armée moins lucratifs), les affrontements entre agriculteurs et éleveurs et l'augmentation du chômage, le vol de bétail est devenu une source de financement de plus en plus importante et les bandits ont commencé à voler de plus en plus de bétail.¹⁶ Un chef de milice d'autodéfense, qui a assisté à l'évolution du banditisme armé dans la LGA de Maru, a déclaré : « Ils ont commencé par commettre des vols à main armée, bloquer les routes et s'emparer des objets de valeur des gens rentrant des marchés À l'époque, ils ne tuaient pas encore des gens. »¹⁷ La situation a changé en 2011, le banditisme armé jouant un rôle de plus en plus déstabilisant, d'abord à Maru, puis à Gusau.¹⁸

Les tentatives de groupes d'autodéfense, connus localement sous le nom de Yan Sakai (mot haoussa désignant des groupes de volontaires), de mettre fin à une vague de vols dans les communautés Dansadau, ont exacerbé la violence.¹⁹ Les Yan Sakai, issus pour la plupart des communautés haoussa, ont mis en place une approche musclée pour tenter de mettre fin à la criminalité, en recourant à des tactiques extrajudiciaires, y compris la mise à mort publique de bandits présumés.²⁰

Le meurtre en 2013 d'Alhaji Ishe, un chef peul respecté de Zamfara, a marqué un tournant crucial dans l'évolution du banditisme. Fervent défenseur des intérêts des éleveurs peuls, il avait joué un rôle crucial dans la médiation des conflits entre les membres des communautés peules et haoussa.²¹ Suite à son assassinat par des miliciens haoussa, de nombreux peuls locaux ont juré de venger sa mort. Créés à l'origine pour se défendre contre les Yan Sakai et les forces de sécurité de l'État, de nombreux groupes d'autodéfense peuls se sont mués en groupes de bandits lourdement armés, se livrant à des vols de bétail

lucratifs et perpétrant des actes violents généralisés. Ainsi s'est mis en place un cercle vicieux d'escalade de la violence : chaque cas de vol de bétail contre la population haoussa a déclenché des attaques des Yan Sakai contre les villages peuls, entraînant des représailles et un nombre croissant de victimes.²²

Entre 2012 et 2013, les deux parties ont commencé à enlever d'éminents chefs communautaires et leaders de groupes d'autodéfense. Cette période marque le début d'une économie florissante des enlèvements contre rançon. Au début, l'objectif était de forcer l'autre partie à faire des concessions ou de négocier la libération de membres enlevés. Cependant, à mesure que les bandits ont pris le dessus dans ce conflit au long cours, en partie grâce à l'acquisition d'armes sophistiquées, les enlèvements sont devenus une activité lucrative centrale, au même titre que le vol de bétail, les premiers dépassant le second en tant qu'activité principale en 2019.²³

Le banditisme violent s'est répandu aux régions de Zamfara entre 2011 et 2014. Dans toutes les régions de l'Etat, les activités de banditisme ont évolué selon des trajectoires similaires. Les groupes sévissant à Wonaka et Mada, deux communautés²⁴ touchées par la criminalité dans la périphérie de Gusau, ont ainsi suivi un processus d'établissement similaire, comme le décrit un chef de groupe d'autodéfense dans l'un des villages :

Ils ont commencé par voler des vaches, des moutons et des chèvres. Puis, ils se sont mis à bloquer les routes, attaquer les marchés et voler de petits effets personnels aux gens... Après avoir volé plus de 85 % des vaches de la région, ils sont passés aux enlèvements. Leurs informateurs au sein de la population locale leur indiquaient le niveau de richesse des victimes afin qu'ils sachent comment négocier la rançon.²⁵

À partir de 2013, JAS et Ansaru, des groupes d'insurgés opérant dans le Nord-Est, ont commencé à établir des bases dans le Nord-Ouest, notamment à Maru et Birnin Gwari.²⁶ Cela s'est produit dans le sillage des opérations menées par l'État contre les insurgés installés dans les zones urbaines de Maiduguri et des offensives militaires ultérieures contre les enclaves des groupes extrémistes violents dans le Nord-Est du Nigéria.

En 2014, le banditisme armé s'est étendu de Zamfara aux États de Kaduna, Katsina, Sokoto et Kebbi dans le nord-ouest, ainsi qu'aux États de Niger et de Kogi dans le centre-nord, profitant d'une présence limitée des forces de sécurité de l'État.²⁷ Dans certaines régions du nord du Nigéria, le cheptel a commencé à s'épuiser en raison des vols à grande échelle, ce qui a incité les éleveurs à déplacer leurs troupeaux vers des zones plus sûres situées plus au sud.²⁸ Face à la diminution des revenus tirés du bétail, les bandits ont commencé, en 2016, à faire des enlèvements contre rançon une source centrale de revenus.²⁹

Comme l'indique la figure 1 ci-dessous, à Birnin Gwari, les attaques de bandits (y compris les vols de bétail à grande échelle et les enlèvements contre rançon) ont fortement augmenté à partir de 2015, posant un problème de sécurité majeur.³⁰ Cette violence en augmentation résultait d'opérations transrégionales lancées dans les États de Kaduna et Katsina par des bandits armés basés à Dansadau. Cette tactique a pris de l'ampleur à partir de 2014 environ.

Quelques groupes établis à l'origine dans l'État de Zamfara, tels que le groupe dirigé par Dogo Gide, un important chef de bandits, poursuivent leurs opérations depuis des camps situés dans différents États, notamment Katsina, Kaduna et Niger.³¹ Un haut fonctionnaire à Kaduna a expliqué que la superficie de Birnin Gwari (environ 6 000 km²) et ses limites boisées « permettent aux groupes de bandits armés des États de Zamfara, Katsina et Niger d'accéder facilement par la partie nord de la communauté ». ³²

Evolution des cibles de la violence des bandits et diversification des sources de revenus (2018-2024)

Les données de l'ACLED indiquent qu'à Kaduna et Zamfara, les incidents violents impliquant des bandits ont atteint un pic en 2021 et 2022, respectivement, avant de diminuer dans les deux régions, avec une baisse particulièrement marquée en 2023 (voir les figures 2 et 3). Si les bandits restent les principaux auteurs de violences dans les deux régions (85 % des actes de violence enregistrés à Kaduna et 93 % à Zamfara), les épisodes violents sont de différents types et témoignent de tendances nettement différentes. Dans les deux États, les violences recensées visant les civils ont diminué en 2023, avec une baisse depuis 2021 dans l'État de Kaduna.

Les affrontements entre les bandits et les forces de l'État ont également diminué en 2023 à Kaduna, mais ont augmenté à Zamfara. Ces tendances ne sont pas homogènes d'une région à l'autre

(certaines communautés connaissant des tendances opposées) mais elles constituent un point de départ important pour comprendre les stratégies changeantes des groupes de bandits dans les zones concernées au cours de cette période.

Le nombre d'actes violents signalés ciblant des civils a globalement diminué en 2023, mais est aussi proportionnellement nettement plus faible par rapport au nombre total d'incidents violents perpétrés par des bandits dans les deux États (il est passé d'environ 75 % à 50 % des incidents entre 2019 et 2023 à Kaduna, par exemple). Les entretiens avec les parties prenantes de cette région concordent avec un sentiment de baisse de la violence directe à l'encontre des civils en 2023. Les parties prenantes ont fait mention du nombre de routes devenues impraticables en raison du grand nombre d'attaques

XVIIIe-XIXe siècles et avant	
<p>Le Nord-Ouest du Nigéria est confronté à des menaces de banditisme armé le long des routes commerciales transnationales, notamment dans les régions de Zamfara et de Borgu</p> <p>Des bandits armés volent des marchandises et se livrent à des vols de bétail à petite échelle, déclenchant une violence de faible intensité</p>	<p>Début du XXe siècle</p> <p>La domination coloniale dans le nord du Nigéria met un coup d'arrêt au banditisme armé, qui reste limité pendant les périodes coloniale et postindépendance</p>
<p>1999-2011</p> <p>Transition d'un régime militaire vers un système de gouvernance démocratique</p> <p>Intensification de la concurrence pour les ressources rares, notamment les terres pour le pâturage du bétail et l'agriculture</p> <p>Augmentation des conflits communautaires et des affrontements entre agriculteurs et éleveurs</p> <p>Des bandits armés font leur apparition et prospèrent, en particulier au sein de la communauté pastorale peule, se livrant à des vols de bétail à petite échelle et à des vols à main armée</p> <p>De nombreux éleveurs perdent leur bétail et leurs biens lors d'affrontements entre agriculteurs et éleveurs</p>	<p>2011</p> <p>Une transformation s'opère, avec une escalade des vols de bétail à grande échelle, des enlèvements et des violences meurtrières en raison de facteurs tels que les réformes bancaires, les affrontements entre agriculteurs et éleveurs et l'augmentation du chômage</p> <p>Des groupes de justiciers, connus sous le nom de Yan Sakai, redoublent d'efforts pour réprimer les activités criminelles, en recourant à des tactiques extrajudiciaires</p>
<p>2014</p> <p>Le banditisme armé s'étend de Zamfara aux États du Nord-Ouest, tels que Kaduna, Katsina, Sokoto, Kebbi, Niger et Kogi, profitant d'une présence limitée des forces de sécurité de l'État</p>	<p>2012-2013</p> <p>Début des enlèvements de chefs de communautés et de chefs de milice, qui marquent le début d'une économie des enlèvements contre rançon</p>
<p>2019</p> <p>Les enlèvements deviennent l'activité principale des bandits armés, avant le vol de bétail</p>	<p>2013</p> <p>JAS et Ansaru, groupes d'insurgés opérant dans le Nord-Est, établissent des bases dans le Nord-Ouest</p>
	<p>2016</p> <p>Le cheptel commence à s'épuiser en raison des vols à grande échelle, ce qui incite les éleveurs à déplacer leurs troupeaux vers des zones plus sûres situées plus au sud</p> <p>Les bandits s'appuient de plus en plus sur les enlèvements contre rançon comme source centrale de revenus</p>

FIGURE 1 Transformation du banditisme armé dans le nord du Nigéria.

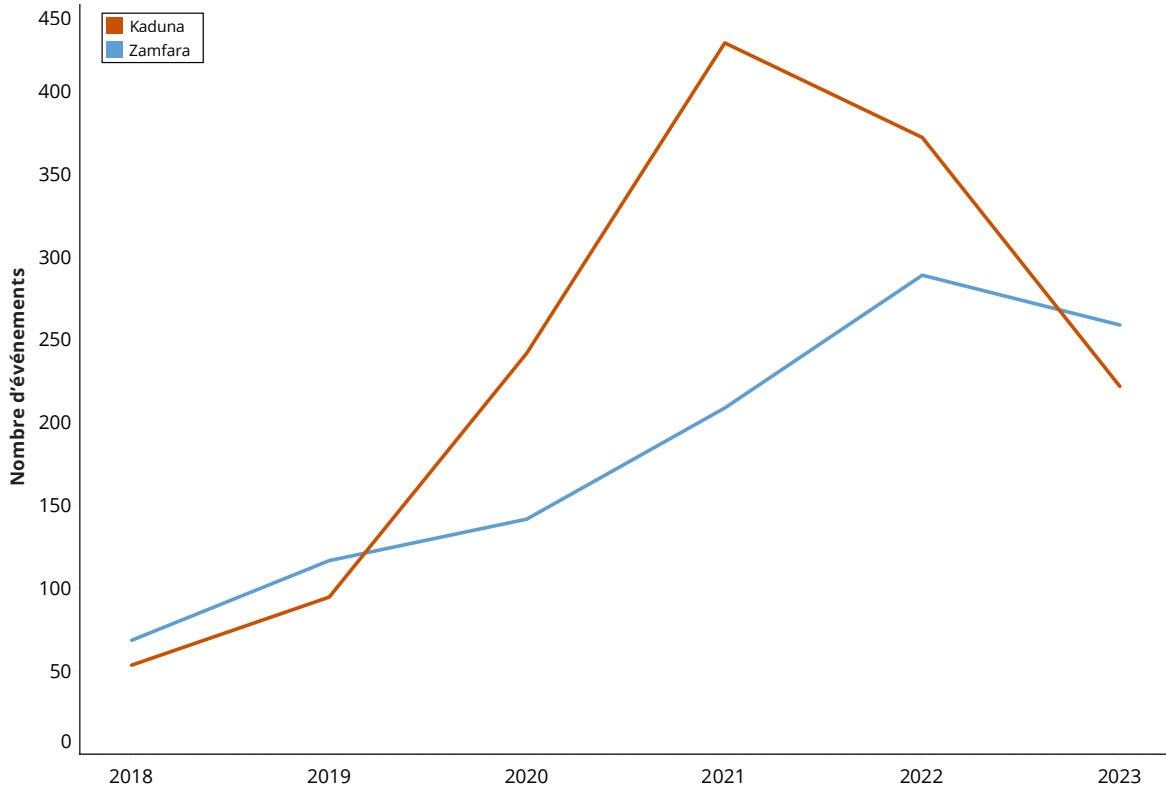


FIGURE 2 Faits de violence armée impliquant des bandits à Kaduna et Zamfara, 2018-2023.

SOURCE : ACLED

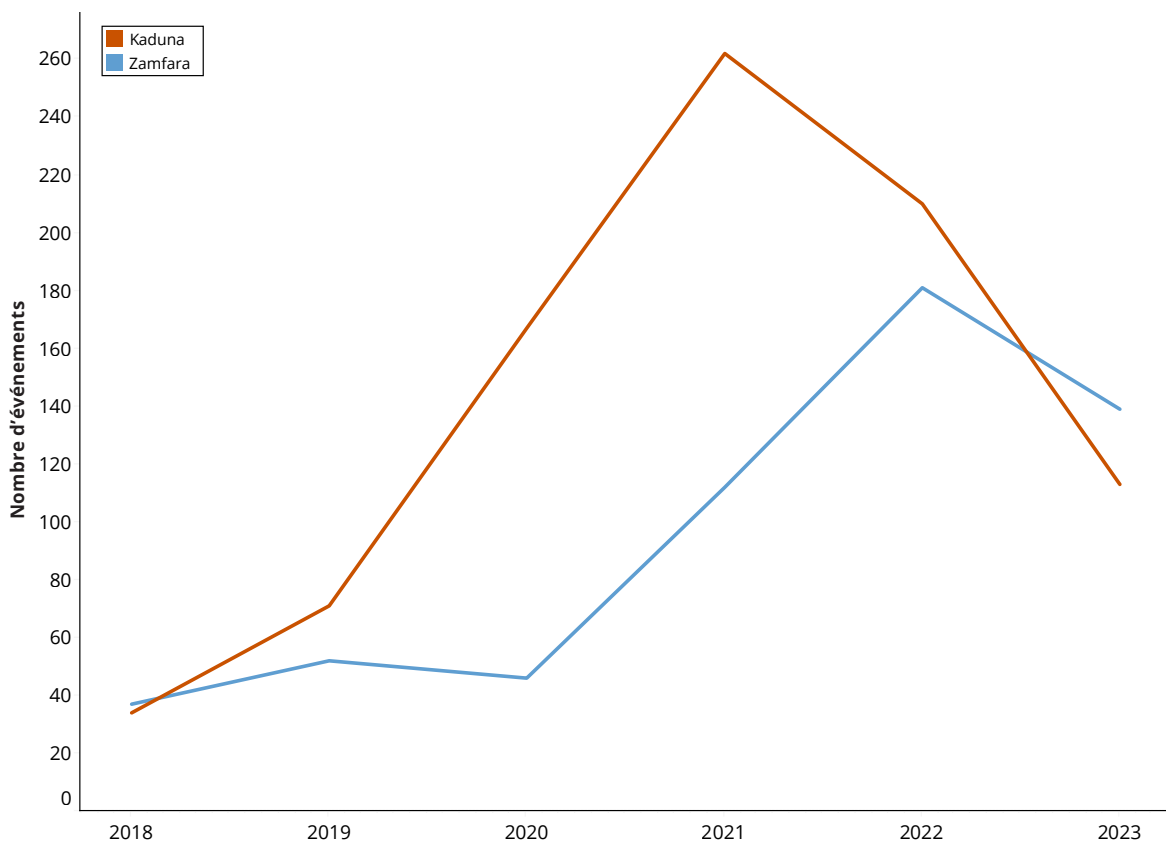


FIGURE 3 Violence des bandits armés ciblant les civils à Kaduna et Zamfara, 2018-2023.

SOURCE : ACLED

perpétrées en 2021 et 2022 et qui ont effectivement été à nouveau accessibles en 2023. À titre d'exemple, la grande majorité des voyageurs ont évité la principale route reliant Abuja et Kaduna entre 2021 et 2022 et ont choisi de prendre le train sur cet itinéraire majeur. Les billets de train sont devenus une denrée si convoitée que l'agence de lutte contre la corruption a mené une enquête sur un racket qui s'est développé autour de l'achat des billets. La sécurité sur cet axe s'est considérablement améliorée au premier trimestre 2023, en partie grâce aux déploiements militaires et aux points de contrôle. Le transit de passagers a repris.

Cette diminution de la violence à l'encontre des civils au cours de la période est attribuable à deux principaux facteurs interconnectés selon notre étude.

Le premier est lié à la consolidation de l'influence des bandits dans de nombreuses régions de Kaduna et de Zamfara, leurs bastions historiques. Cela a probablement contribué à une diminution des violences ciblant directement les civils (attaques, vols à main armée et enlèvements), notamment celles recensées par la base de données ACLED. Depuis que des bandits armés ont par exemple renforcé leur contrôle sur Damari, communauté d'environ 10 000 habitants située dans la zone de Birnin Gwari, au début de l'année 2022, la région a connu une baisse des niveaux de violence enregistrés par l'ACLED. Actuellement, les bandits armés et les habitants de Damari supervisent l'extraction d'or d'une mine située à 2 kilomètres de la localité (voir ci-après l'analyse plus approfondie de la façon dont cette coopération nécessaire pour l'extraction des ressources contribue également à la réduction des niveaux de violence).³³ Cette situation contraste avec ce qui se passe dans les zones où les bandits armés n'ont pas consolidé leur contrôle. En janvier 2024, des bandits armés ont par exemple lancé une attaque contre le village de Madabanciya dans la zone de Bungudu, LGA de l'État de Zamfara où les bandits n'ont pas renforcé leur contrôle. Au cours du même mois, les habitants de dix autres communautés de Bungudu auraient par ailleurs quitté leurs maisons en raison de la menace imminente d'attaques de bandits.³⁴

Comme nous le verrons plus loin, la diminution des niveaux de violence n'indique pas systématiquement une diminution de la coercition exercée sur les communautés locales, mais simplement d'un changement dans la manière dont les bandits ont recours à la (menace de) violence pour atteindre leurs objectifs. Ceci est conforme à la littérature plus large sur le comportement des groupes armés, qui établit des corrélations inverses entre les niveaux d'influence territoriale et l'intensité de la violence à l'encontre des populations locales.³⁵

Le deuxième facteur est lié à l'adoption croissante par les bandits de mécanismes de collecte de revenus à Kaduna et à Zamfara qui nécessitent de moins recourir à la violence et impliquent une plus grande coopération avec les communautés locales. Les enlèvements, les vols de bétail et les pillages ont diminué dans les deux régions en 2023, comme le montre plus en détail la section ci-dessous sur

le financement et les ressources. Ces mécanismes d'extraction de revenus sont extrêmement violents pour les communautés locales. Les recherches menées par la GI-TOC³⁶ ont souligné le rôle des enlèvements et du vol de bétail en tant qu'économies « accélératrices », qui jouent un rôle central dans l'alimentation de l'instabilité dans toute l'Afrique de l'Ouest.

Les revenus générés par les enlèvements et les vols de bétail ayant diminué, notamment depuis fin 2022, les groupes de bandits se sont de plus en plus tournés vers la taxation de l'agriculture et l'extraction minière artisanale d'or comme sources de revenus. Ces activités nécessitent une plus grande coopération avec les communautés locales et s'accompagnent d'une menace de violence qui, une fois établie, ne se cristallise pas toujours en violence physique.³⁷

Les économies dont les bandits tiraient des revenus ont évolué au cours de la période, tout comme les mécanismes d'extraction de revenus des bandits, qui ont basculé vers des modes de collecte de rentes moins violents. Si les bandits s'attaquaient initialement aux chercheurs d'or, à partir de 2022, ils se sont tournés de manière croissante vers la taxation, voire l'implication directe dans les activités minières, à mesure qu'ils consolidaient leur influence sur les sites miniers. Cela vient étayer l'analyse ci-dessus, qui établit une corrélation entre le degré d'influence des bandits sur un territoire et les niveaux de violence directe.

La forte baisse de la violence observée à Birnin Gwari en 2023 s'explique en partie par le passage des attaques contre les mineurs à des pratiques de taxation. Le village d'Old Birnin Gwari (zone d'exploitation aurifère située dans l'État de Kaduna) a été un foyer de violence entre 2020 et 2022, période durant laquelle des bandits armés auraient opéré sous le commandement d'un chef connu sous le nom de Yellow Jambros. Depuis 2023, cependant, les incidents violents diminuent, les bandits armés ayant consolidé leur contrôle et leur influence dans la région. Ils continuent de jouer un rôle majeur à Birnin Gwari, contrairement aux affirmations selon lesquelles une baisse de la violence s'accompagne d'une diminution des opérations des bandits dans la région.

Les interventions militaires, qui se sont multipliées au cours de cette période, sont souvent à l'origine du déplacement géographique des groupes de bandits. Certains d'entre eux ont quitté Zamfara et Kaduna afin de profiter d'opportunités génératrices de revenus et d'éviter les interventions militaires. Les déplacements semblent toutefois être généralement (mais pas exclusivement) temporaires, les bandits revenant dans leurs régions d'opération d'origine et procédant souvent à des repréailles. Les déplacements géographiques pour cause d'opérations militaires n'ont pas été identifiés comme un facteur clé de la diminution à moyen terme de la violence à Kaduna et à Zamfara au cours de la période.

Les bandits armés se déplacent par ailleurs fréquemment pour trouver du bétail à voler, ce qui a des répercussions sur les dynamiques et la propagation de la violence. Selon certaines informations, la quantité de bétail dans les États de Zamfara et de Sokoto a diminué aux

alentours de 2022 car les éleveurs ont déplacé leur bétail vers des régions plus sûres, telles que Kebbi. Suite à cette migration, plusieurs chefs de bandes se sont établis dans l'État de Kebbi, où ils avaient plus de chances de trouver du bétail à voler. Au cours de la même période, des chefs de bandes plus âgés se seraient établis ailleurs en raison d'une forte concurrence et d'une rivalité intense avec des homologues plus jeunes et plus ambitieux.³⁸

Bien que l'augmentation des affrontements avec l'État ait pu réduire la capacité des bandits à mener en parallèle des attaques contre les civils, les deux facteurs décrits ci-dessus (plus grande influence territoriale et évolution des mécanismes de collecte de revenus) sont considérés comme les principaux facteurs ayant contribué à la baisse globale de la violence ciblant les civils enregistrée par l'ACLED au cours de la période.

Parallèlement, les affrontements entre bandits et forces de l'État se sont multipliés (voir figure 4). Dans l'État de Kaduna, ils ont été multipliés par plus de six entre 2019 et 2022, avant de diminuer fortement en 2023. Dans l'État de Zamfara, les affrontements entre les forces de l'État et les bandits armés ont augmenté de 19 % au cours de la période, atteignant un pic en 2023 après une période d'accalmie entre 2020 et 2022.

Les données existantes indiquent une augmentation des attaques perpétrées par les bandits et les forces de l'État contre l'autre

partie. Depuis 2022, les bandits commettent de plus en plus d'attaques contre des postes de contrôle militaires. En janvier 2023, une attaque a causé la mort d'un nombre non confirmé de soldats et de policiers à Birnin Gwari³⁹ ; en juillet 2023, une autre attaque a fait sept morts parmi les soldats dans la région de Maru dans l'État de Zamfara⁴⁰ ; et début 2024, une attaque contre un camp militaire dans la région de Batsari a forcé les soldats et les policiers à fuir.⁴¹ Les raisons de ces attaques varient. Parmi elles, figurent probablement des tentatives de saisir des armes et des mesures de représailles, mais elles témoignent assurément d'une confiance croissante des groupes de bandits dans leur capacité à défier les forces de l'État. À noter que les experts en sécurité perçoivent généralement les attaques directes contre les forces de l'État comme des violences « politiques » plutôt que « criminelles », reflétant la menace croissante que les groupes de bandits font peser sur l'État dans le Nord-Ouest du Nigéria.

La recrudescence des affrontements entre ces deux parties semble cependant largement due à l'augmentation des interventions de l'État suite à l'expansion géographique du banditisme armé depuis 2018. Au cours de cette période, les forces de l'État ont intensifié leur recours aux frappes aériennes et de drones pour soutenir les opérations terrestres, en particulier dans les communautés rurales bordant les forêts et les États voisins (voir figure 5).⁴²

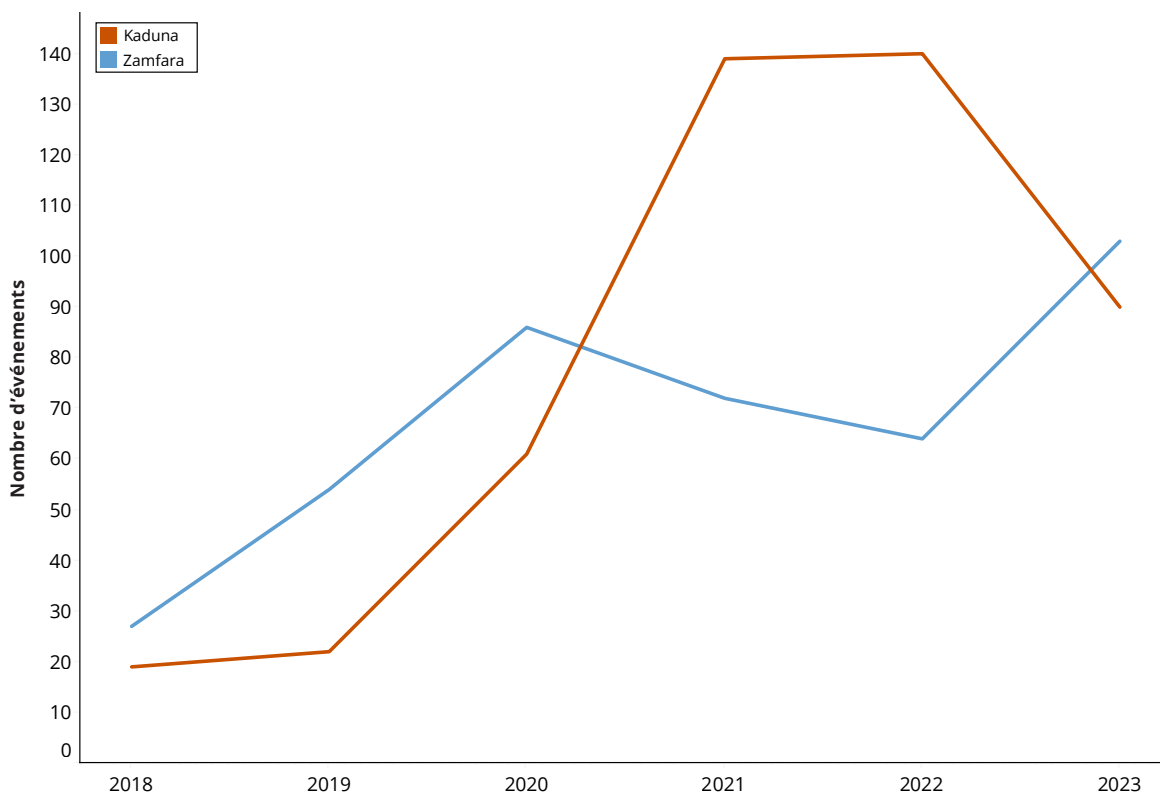
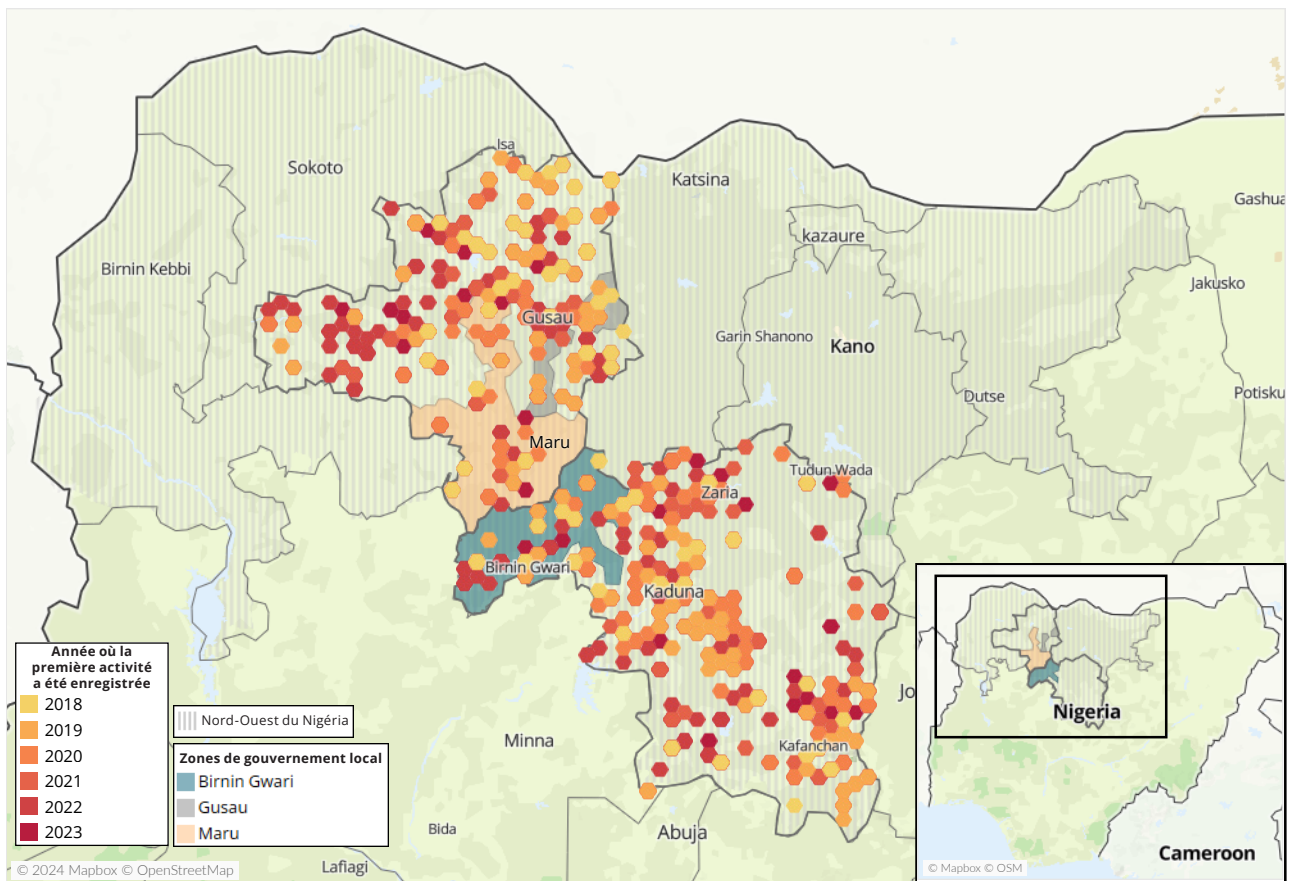


FIGURE 4 Affrontements entre bandits armés et forces de l'État à Kaduna et Zamfara, 2018-2023.

SOURCE : ACLED



Frappes aériennes ou de drones dans les États de Kaduna et de Zamfara

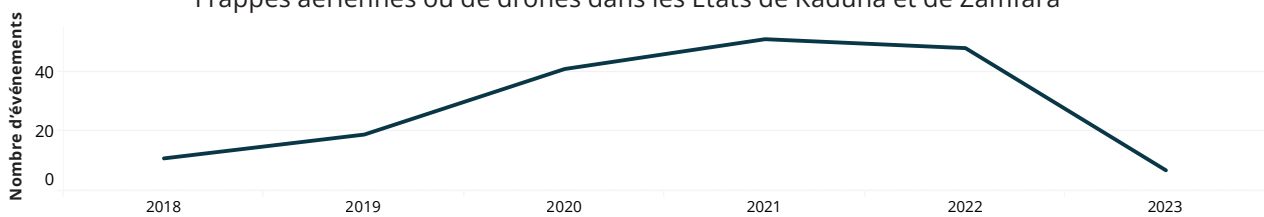


FIGURE 5 Propagation et expansion du banditisme armé à Kaduna et Zamfara, 2018-2023.

SOURCE : ACLED

Cela résulte également des efforts déployés par le gouvernement pour assurer une certaine stabilité à l'approche des élections présidentielles et des gouverneurs de mars 2023. La nouvelle administration a poursuivi les opérations militaires au lendemain des élections afin de gagner en légitimité et de démontrer l'efficacité de l'armée nigérienne (sous un nouveau leadership) dans la lutte contre le banditisme armé.⁴³ Cependant, les forces de l'État sont dispersées dans tout le pays entre différents épencentres de conflit, ce qui contribue à la fluctuation des opérations dans le Nord-Ouest.

Les attaques de l'État contre les groupes de bandits sont en général menées en réaction aux attaques de bandits contre des civils, qui ont tendance à déclencher des protestations publiques, obligeant l'État à intervenir en lançant des opérations militaires. Les bandits tirant de plus en plus de revenus des communautés en recourant à des mécanismes autres que la violence à grande échelle, l'armée

pourrait être moins sollicitée pour lancer des opérations militaires de représailles dans certaines régions. Ceci étant dit, au moment de la rédaction du présent rapport, les interventions militaires atteignaient à nouveau leur niveau le plus élevé dans certaines parties de l'État de Zamfara.⁴⁴

Les opérations militaires sont également l'un des facteurs de la dispersion géographique croissante des opérations menées par les bandits. En réponse aux opérations militaires, les bandits se sont de manière répétée déplacés temporairement vers des États voisins, tels que Sokoto, pour revenir ensuite à Zamfara et Kaduna et reprendre leurs activités une fois que l'intensité des opérations militaires s'était atténuée.⁴⁵ Les États situés au-delà des zones traditionnellement affectées par le banditisme violent, tels que Kogi, ont connu une forte escalade de la violence perpétrée par les bandits d'une année sur l'autre durant cette période. Fait révélateur,

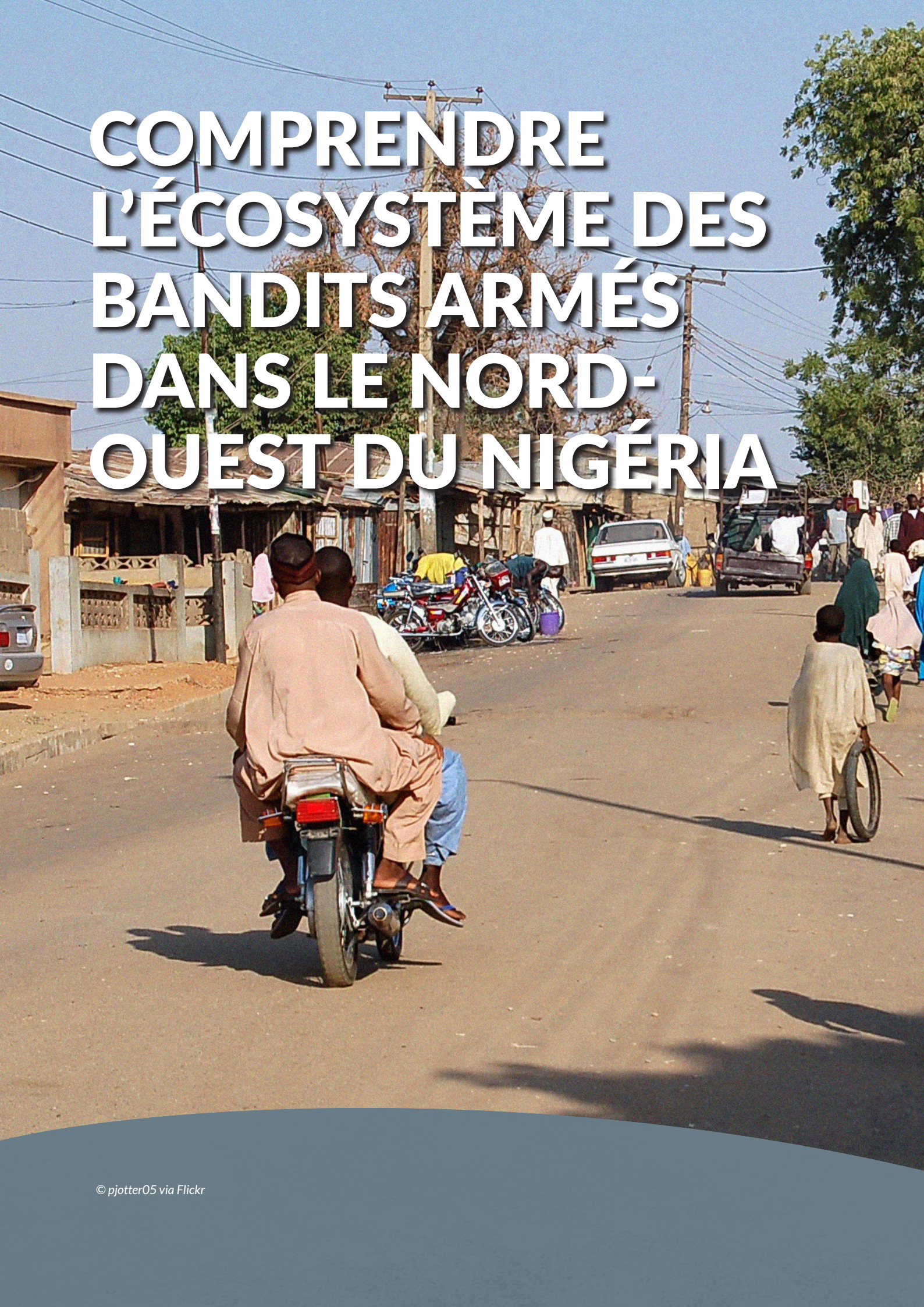
en 2023, la violence à Kogi (où les bandits n'ont pas encore consolidé leur influence sur le territoire) a non seulement dépassé celle des années précédentes, mais a été principalement alimentée par des incidents violents ciblant les civils, ce qui confirme à nouveau la corrélation inverse observée entre l'influence territoriale des bandits et les incidents violents enregistrés ciblant des civils. Dans l'État voisin de Niger, où les groupes de bandits sont mieux implantés qu'à Kogi, les tendances en matière de violence contre les forces de l'État et les civils concordent avec celles de Zamfara et de Kaduna.

Tout au long de cette période, les bandits armés ont établi et maintenu des bastions dans des zones stratégiques pour la collecte de revenus, notamment le long des itinéraires de pâturage, à proximité des sites miniers, sur les principaux couloirs routiers et dans les communautés et forêts frontalières.⁴⁶ Les caractéristiques géographiques des différentes régions et leur densité de population ont également façonné la configuration de la violence. À Birnin Gwari par exemple, qui dispose d'une importante couverture forestière et qui est traversé par des réseaux routiers majeurs reliant le nord et le sud du Nigéria, les groupes de bandits armés contrôlent de plus en plus les réseaux routiers reliant la LGA aux États voisins de Kaduna, Katsina, Benue et Niger.⁴⁷ Les bandits ciblent principalement les passagers sur ces routes, procédant souvent à des enlèvements contre rançon. Les victimes sont généralement détenues dans les zones forestières jusqu'à ce que les rançons soient payées. L'exploitation des infrastructures routières comme source de financement est une tendance observée ailleurs parmi les groupes armés, notamment au sein du JNIM dans le Sahel et les groupes rebelles en République centrafricaine.

Depuis février 2024, les forces de sécurité auraient éliminé plusieurs chefs de bandits. Dans un communiqué, l'armée nigériane a annoncé la mort de Boderi Isyaku, le célèbre chef de bandits responsable de l'orchestration de nombreux enlèvements retentissants, notamment celui d'étudiants de l'université de Greenfield dans l'État de Kaduna le 20 avril 2021 et d'étudiants du Federal Government College à Yauri, Kebbi, le 17 juin 2021.⁴⁸ Le 27 mars, de nombreux médias ont fait état de la mort de Dogo Gide à la suite de blessures par balle reçues lors d'un affrontement avec les forces militaires.⁴⁹ Cependant, une enquête menée par les médias autour des circonstances de l'incident soutient que le bandit est toujours en vie et qu'il a récemment été observé en train d'interagir avec des villageois dans le village de Kizara dans la LGA de Tsafe dans l'État de Zamfara.⁵⁰ On ne sait toujours pas si certains chefs de bandits ont en effet été tués, car il est difficile de vérifier ces affirmations tant que le calme n'est pas revenu.

En conclusion, si les opérations militaires ont pu contribuer à une diminution globale de la violence des groupes de bandits à Zamfara et Kaduna depuis 2023, il est probable que la consolidation de l'influence des bandits dans ces régions et l'évolution de leurs mécanismes d'extraction de revenus aient joué un rôle plus important dans l'évolution de la violence. Par conséquent, la diminution de la violence ne doit pas être interprétée comme le signe d'une diminution des opérations menées par les bandits ou d'un affaiblissement des groupes dans la mesure où, bien au contraire, les groupes de bandits sont de plus en plus aptes à extraire des revenus sans recourir à la violence et à le faire au travers d'une coopération (souvent forcée) avec les communautés locales.

COMPRENDRE L'ÉCOSYSTÈME DES BANDITS ARMÉS DANS LE NORD- OUEST DU NIGÉRIA



Le paysage du banditisme dans la région est très fragmenté, avec 80 à 120 groupes de bandits distincts opérant sous l'autorité de différents chefs.⁵¹ Un membre d'un groupe d'autodéfense qui a participé aux opérations contre les bandits armés dans la communauté de Wonaka à Maru a décrit le caractère décentralisé des bandits armés :

[Les groupes] ... mènent leurs opérations de manière indépendante. ... cette région compte environ 20 à 30 groupes armés. Nous avons combattu avec nombre d'entre eux, nous connaissons

leur emplacement, leur cachette et leurs maisons. On les différencie en fonction de leurs membres.⁵²

On ne connaît pas le nombre exact de bandits armés, mais selon les estimations, entre 20 000 et 30 000 individus opéreraient dans la région du Nord-Ouest du Nigéria et dans certaines parties de la ceinture du centre-nord. On estime que près d'un tiers des bandits armés se trouvent dans l'État de Zamfara⁵³, et plusieurs milliers à Kaduna.⁵⁴ Les plus grands groupes de bandits armés disposent généralement de plusieurs bases.

Processus de recrutement

Au début, lorsque le banditisme armé s'est intensifié en 2011, les jeunes hommes peuls ont été recrutés sur la base d'arguments ethniques. « *Yaro shiga kungiya ka kare gidan ku* » (rejoignez le groupe et protégez votre famille) était un mot d'ordre populaire parmi les communautés de l'État de Zamfara. À l'époque, les groupes d'autodéfense Yan Sakai, à prédominance haoussa, menaient des attaques en représailles indiscriminées contre les communautés peules, de sorte que l'adhésion à un groupe de bandits était souvent présentée comme un moyen pour se protéger.

Les motivations pour s'engager dans le banditisme armé varient selon la position hiérarchique, l'âge et le statut économique. Des entretiens menés avec des chefs de bandits armés suggèrent que nombre d'entre eux se lancent dans le banditisme armé afin d'accumuler de la richesse. Toutefois, il convient de souligner que de nombreux groupes structurés de bandits ont pris forme alors que se multipliaient les attaques en représailles menées par les groupes d'autodéfense. C'est ce que soulignent explicitement certains chefs de bandits, parmi lesquels Dogo Gide, qui affirme s'être tournés vers le banditisme armé parce qu'ils étaient injustement pris pour cible par les forces de l'État et les groupes d'autodéfense locaux. Ils ont perdu leurs biens, leurs moyens de subsistance et, dans certains cas, des membres de leur famille.⁵⁵

Un bandit interrogé dans le cadre de ce rapport a souligné que le fait de pouvoir se protéger était un facteur majeur dans sa décision de se tourner vers le banditisme :

J'ai beaucoup de peine quand je vois ce qu'on fait à nos proches et à nos familles. Mon père a été enlevé et massacré par les Yan Sakai à Bamamu, Tsafe. Il n'était ni un bandit ni un voleur de bétail, mais un simple éleveur qui se rendait au marché.

Il entretenait de bonnes relations avec la communauté haoussa et les émirats. Même l'émir de Tsafe a été choqué par ce meurtre, mais on l'a quand même tué et l'émir n'a rien fait

Si vous vivez ici sans armes, vous pouvez disparaître du jour au lendemain. Quelqu'un peut surgir et vous ôter la vie, celle de votre femme ou de vos enfants. Aujourd'hui cependant ils nous laissent tranquilles car ils savent qu'on est armé. Alors, pour gagner de l'argent et nourrir nos familles, nous cultivons et travaillons dur. Mais nous sommes armés pour nous protéger.⁵⁶

Les hommes de main sont principalement de jeunes hommes, souvent des adolescents ou des jeunes d'une vingtaine d'années, généralement pauvres et sans emploi. Ces individus sont des soldats, ils se livrent à des enlèvements, des vols de bétail et des violences meurtrières. Ils sont attirés par les groupes de bandits armés pour une multitude de raisons. Ils souhaitent notamment avoir accès à des armes et se protéger, et aussi trouver des moyens de subsistance.⁵⁷

Certains individus rejoignent donc le banditisme avant tout pour des raisons financières. Depuis 2011, cependant, des groupes de bandits armés à Birnin Gwari et Dansadau (région qui englobe Maru) ont périodiquement recours à l'enrôlement forcé de jeunes peuls. Les familles qui s'opposent au recrutement de leurs garçons sont confrontées à un douloureux dilemme : s'installer dans un autre État ou risquer de se voir prendre leur bétail par les gangs en guise de représailles. De ce fait, de nombreuses familles peules ont choisi de quitter Birnin Gwari et Dansadau.⁵⁸

Le vol de bétail joue un rôle essentiel dans les processus de recrutement. De nombreux éleveurs ont rejoint le banditisme armé pour récupérer leur bétail perdu. Les jeunes peuls des communautés

pastorales ont rejoint les rangs des bandits armés pour éviter de perdre le bétail familial. D'autres bandits ont expliqué avoir entamé leur carrière criminelle suite à des injustices qu'ils avaient subies et pour se protéger, eux et leur famille :

Oui, nous recevons parfois de l'argent, mais l'argent n'est pas la raison qui nous a poussé à rejoindre le groupe. Ce n'est pas non plus la raison pour laquelle les membres de ces communautés achètent des armes ; certains, je l'admets, ne sont que des criminels qui profitent de l'instabilité, mais de nombreuses personnes ici souhaitent surtout protéger leurs familles contre les communautés haoussa et les abus qu'elles nous infligent... Je vous invite à vérifier le nombre de peuls qui ont été tués dans des parcs à moto, à des points de contrôle, sur des places de marché, et même dans des mosquées, sans que personne n'en parle ou ne s'en soucie. La semaine dernière, sept peuls ont été portés disparus alors qu'ils se rendaient au marché du vendredi à Magazu. Les membres de groupe d'autodéfense des communautés haoussa les cueillent aux postes de contrôle et les chauffeurs poursuivent leur route. Nous n'entendons plus jamais parler d'eux.⁵⁹

Globalement, la perte des moyens de subsistance (en grande partie liée au vol de bétail à grande échelle) est un facteur important pour

le recrutement dans les groupes de bandits, en particulier au sein de la communauté peule. Un chef de groupe d'autodéfense de Maru a fait remarquer : « La richesse des peuls, ce sont principalement les vaches qu'ils possèdent de génération en génération. De nos jours, beaucoup de ces vaches ont été volées et, lésés de leurs biens, les peuls se sont appauvris. Ce genre de frustration a poussé un grand nombre d'entre eux à rallier les groupes pour récupérer les vaches volées.⁶⁰ Grievs et motivations économiques s'entremêlent et façonnent les moteurs du recrutement.

Les actes non réglementés commis par les milices et les exécutions extrajudiciaires sont une autre incitation majeure à rejoindre les groupes de bandits armés. De même, les opérations militaires dans le cadre desquelles des personnes sont tuées de manière indiscriminée incitent également les communautés à prendre les armes et à recourir au banditisme armé.⁶¹ Plus généralement, les griefs exprimés par certains bandits armés soulignent le rôle crucial que la marginalisation et l'exclusion économiques et politiques, les conflits non résolus, les carences institutionnelles et la mauvaise gouvernance ont joué dans l'enracinement d'une culture où les individus agissent indépendamment de l'Etat et dans la décision de communautés vulnérables d'adhérer à des groupes de bandits armés ou de prendre les armes pour se défendre.⁶² En revanche, le recrutement d'informateurs suppose généralement une incitation financière.

Hiérarchie et rôles dans les groupes de bandits armés

La structure des bandits armés mérite une attention particulière parce qu'elle est complexe et mal comprise, ce qui renforce leur résilience. Cette structure hiérarchique n'exclut toutefois pas une certaine flexibilité. L'appartenance aux groupes est fluctuante, les individus travaillant sous les ordres de différents chefs de bandits armés à différents moments. Certains chefs coordonnent plusieurs bases opérationnelles à différents endroits.

Les groupes de bandits plus importants (entre 1 000 et 2 000 membres, contrairement aux groupes plus petits composés de 30 hommes ou moins) ont des structures de direction bien organisées et les rôles des membres occupant des postes de commandement sont clairement définis.⁶³ Malgré ces hiérarchies, des dissensions se font parfois sentir en interne et des affrontements éclatent au sein des groupes.

Comme le montre la figure 6, le Kachalla exerce un contrôle global sur le groupe et sur la prise de décisions stratégiques. Les informateurs et les autres membres du groupe peuvent donner leur avis sur de potentielles cibles, mais le Kachalla a le dernier mot sur les cibles et les opérations. Il révèle sa décision au dernier moment, lorsque le groupe est en chemin et se rapproche de la cible. Cette rétention de l'information jusqu'à la dernière minute a permis aux bandits de tenir en échec les informateurs potentiels du gouvernement ainsi que les groupes rivaux tout en restant intraitables. L'adjoint est autorisé à diriger les opérations et à prendre des décisions tactiques. Il succède généralement au Kachalla lorsque ce dernier décède.

Les unités de renseignement et de logistique, qui travaillent directement sous l'autorité de l'adjoint, s'occupent respectivement de la collecte de renseignements et de l'approvisionnement du groupe. Aux niveaux hiérarchiques inférieurs, des soldats mènent les attaques et les raids. Au plus bas de la hiérarchie, des unités distinctes sont chargées du vol de bétail et des enlèvements contre rançon, de conduire les motos et d'assurer la sécurité du camp, en plus de s'occuper des victimes d'enlèvement. Bien que chacune de ces unités soit spécialisée dans une activité illicite particulière, elles participent toutes à l'extorsion de fonds auprès des agriculteurs et des mineurs, à la collecte de taxes auprès des communautés et à la l'imposition du travail forcé. Même si les membres peuvent, dans une certaine mesure, passer d'une unité à l'autre, des fonctions telles que le vol de bétail requièrent une expertise spécifique que tous les membres ne possèdent pas.⁶⁴

Les informateurs conseillent les chefs sur les cibles potentielles de vols, d'enlèvements ou de vols de bétail, ainsi que sur les activités des forces de sécurité et des milices d'autodéfense. Plutôt que de résider dans les camps en forêt avec les groupes de bandits, les informateurs sont généralement intégrés dans les communautés ciblées. Ces acteurs hybrides sont les liens cruciaux entre les groupes de bandits et les communautés qu'ils exploitent. Bien qu'il soit difficile d'esquisser avec précision le profil des informateurs, ceux-ci collaborent généralement avec les groupes de bandits en échange d'une rétribution financière.

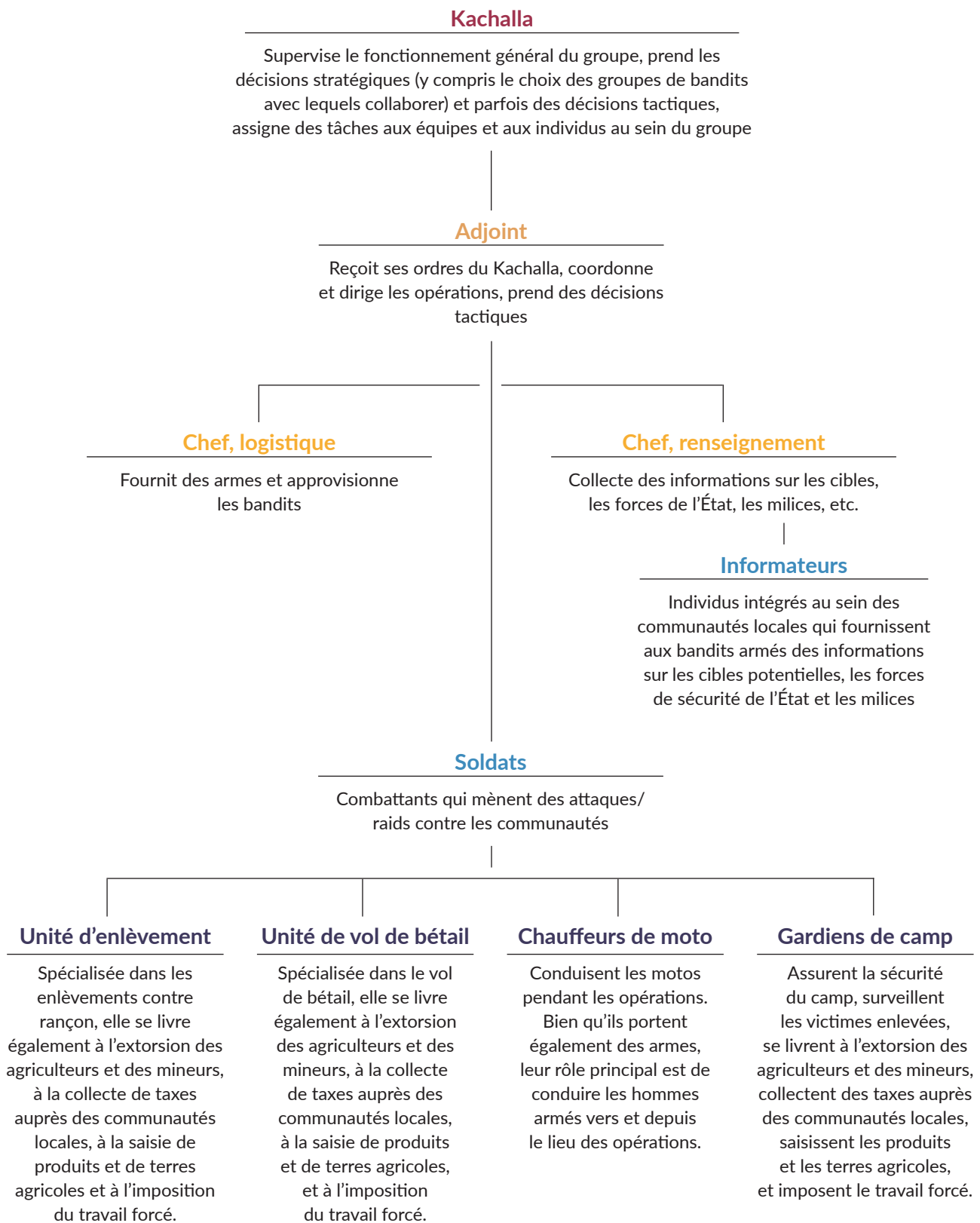


FIGURE 6 Structure organisationnelle des groupes de bandits armés.

REMARQUE : cet organigramme décrit la hiérarchie des postes, des rôles et des responsabilités au sein des groupes de bandits armés plus larges (au moins 1 000 membres). Les entretiens avec des membres des groupes de bandits armés suggèrent que les rôles et les responsabilités ne sont pas clairement délimités dans les groupes de bandits armés plus petits et que les membres ont de multiples responsabilités qui se chevauchent.

SOURCE : entretiens avec des membres de milices et des chefs de communauté dans des zones touchées par le banditisme armé à Zamfara et Kaduna, juin à juillet 2023

Dynamiques entre groupes armés distincts : collaboration et contestation

Le paysage du banditisme dans le Nord-Ouest du Nigéria se caractérise à la fois par une fragmentation et par une forte coopération entre les groupes, ce qui complique l'élaboration de réponses adaptées. Si la nature fragmentée de ce paysage entrave le dialogue avec les autorités et les communautés, la coopération renforcée permet aux groupes de lancer des attaques collaboratives à grande échelle contre les communautés locales et de repousser milices et les forces de sécurité de l'État.⁶⁵ Comme cela a été identifié dans d'autres conflits, en Libye par exemple, une structure fragmentée peut constituer un avantage pour les groupes armés non étatiques pendant les combats, mais entraver aussi les négociations de paix.⁶⁶ Dans le cas des bandits, leur caractère fragmenté contredit un sentiment de camaraderie fondé par des griefs partagés.

Les groupes de bandits armés n'ont pas d'autorité centrale et comptent des milliers de membres travaillant sous la direction de différents chefs de gang. La plupart des analyses existantes soulignent la nature fragmentée du banditisme armé au Nigéria, qui compte un grand nombre de groupes armés menant des activités criminelles en parallèle et se disputant souvent les bénéfices qui en sont tirés. On évoque moins les fortes affinités qui existent entre les différents groupes de bandits. Dans certains cas, les griefs qu'ils partagent et une appartenance ethnique commune ont contribué à un fort sentiment de camaraderie entre les différents chefs de gangs, menant à une forte culture de coopération.⁶⁷

Les bandits armés soulignent que la camaraderie et la coopération entre les groupes sont essentielles à leur survie. Selon un bandit armé opérant dans le centre de Zamfara, « On se soutient les uns les autres. Si l'armée ou les milices s'en prennent à un groupe, tout le monde le soutient parce qu'on sait que notre groupe pourrait bien être le prochain pris pour cible par l'armée et les milices ». ⁶⁸ De même, un autre bandit opérant à Zamfara et Kaduna a déclaré : « On collabore pour repousser les attaques. On se soutient mutuellement pour repousser et arrêter les attaques des militaires ou des milices... On doit tous se battre pour nos familles, sans quoi ils détruiront nos fermes, nos maisons, nos récoltes et tout le reste. » ⁶⁹ Le mentorat est monnaie courante au sein des groupes de bandits, même si les conflits entre groupes et intergénérationnels sont également fréquents. Les membres seniors d'un groupe de bandits peuvent demander l'approbation de leur chef pour créer un

nouveau groupe, les groupes restant proches après leur séparation, autre facteur propice à la collaboration.⁷⁰ Inversement, les conflits intergénérationnels et la scission des groupes peuvent également contribuer à leur diffusion géographique, les sous-groupes partant à la recherche de nouveaux territoires.

Cette dynamique de collaboration, ainsi que la flexibilité de l'appartenance et des configurations des groupes de bandits, sont l'un des facteurs qui sous-tendent la résilience des groupes de bandits face aux interventions de l'État et des communautés. L'une des principales raisons pour lesquelles les bandits armés sont capables d'orchestrer des attaques meurtrières à grande échelle (faisant souvent des dizaines de victimes à la fois) est leur capacité à collaborer. Par exemple, à Kanoma, dans la LGA de Maru, deux chefs de bandits (Zakiru et Na-gala) collaboreraient fréquemment et se livreraient à des vols à main armée ainsi qu'à des attaques contre les communautés locales. Un agriculteur de cette communauté a souligné que « la taille relativement petite des groupes de bandits armés n'a pas d'impact significatif sur leur efficacité, car ils collaborent systématiquement avec d'autres groupes pour mener à bien leurs attaques ». ⁷¹

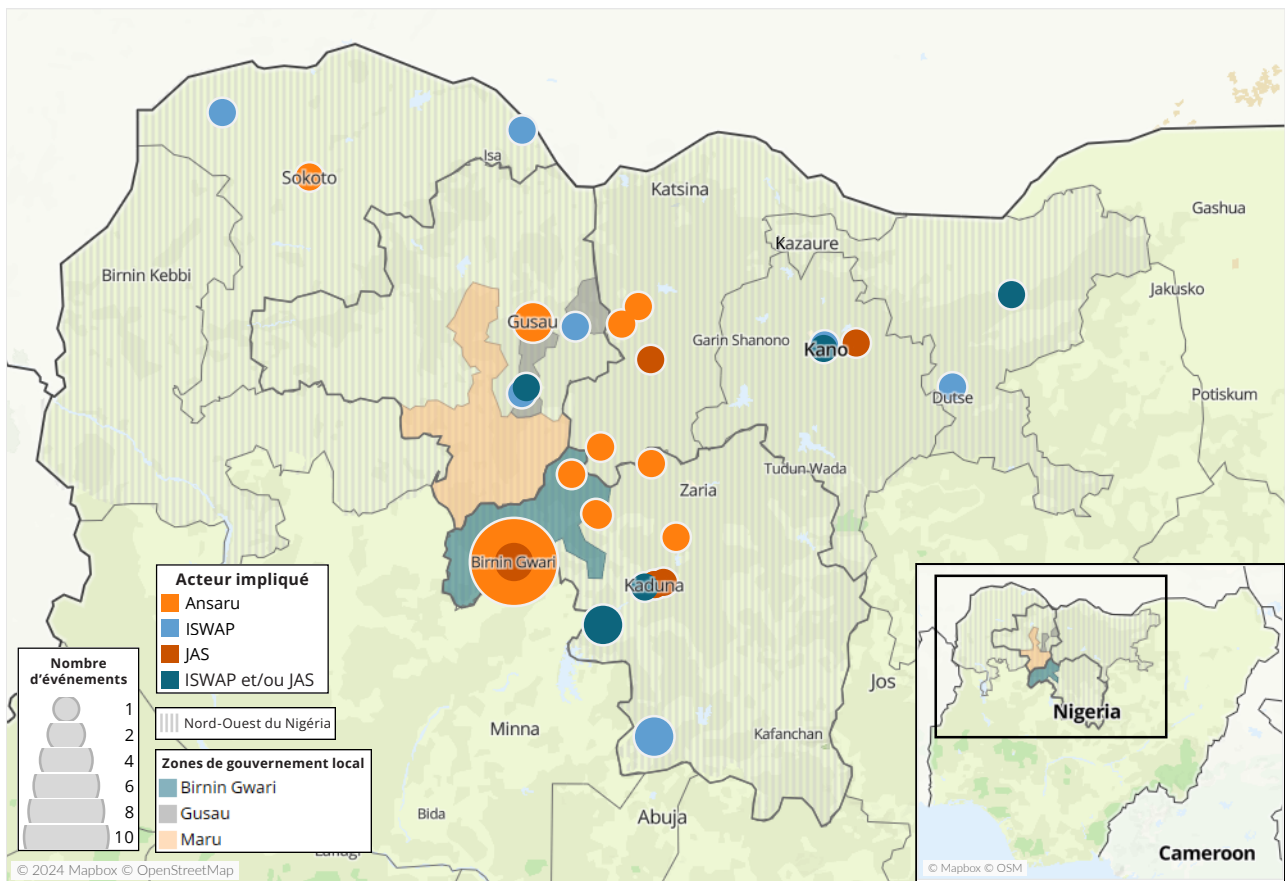
Malgré ces exemples de coopération, des conflits éclatent entre groupes de bandits, qui se disputent le contrôle de communautés spécifiques, la distribution du bétail et le paiement des rançons. Des groupes lancent parfois aussi des attaques en représailles contre d'autres groupes, notamment des invasions des camps à la suite d'agressions ou de vols de bétail visant leur groupe.⁷² Selon un bandit armé, qui a identifié le Kachalla de son groupe comme « Chiyaman », les combats sont fréquents, mais de courte durée : Oui, il y a eu des combats. Récemment, nous avons combattu avec les hommes de Dogo Gide. Il est normal que des affrontements éclatent entre groupes, mais nous faisons immédiatement la paix... » ⁷³

Selon un bandit opérant entre Zamfara et Kaduna, les interactions entre les groupes de bandits varient selon les lieux et les saisons : « La plupart du temps, les affrontements ont lieu pendant la saison sèche, lorsque nous nous disputons les ressources ou les communautés à attaquer et à piller, mais pendant la saison des pluies, il y a moins de concurrence car la plupart des soldats du groupe voyagent et cultivent la terre. » ⁷⁴

Relations entre les bandits armés et les organisations extrémistes violentes

Les bandits armés ne sont pas les seuls groupes armés non étatiques dans le Nord-Ouest. À partir de 2013, des groupes d'insurgés ont commencé, à des degrés divers, à établir des camps dans les forêts

de Kaduna et de Zamfara et se sont progressivement étendus aux États voisins (voir figure 7).



Événements au fil des ans

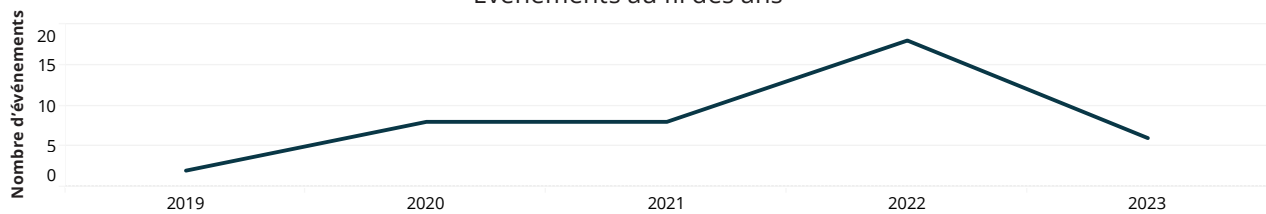


FIGURE 7 Événements conflictuels liés à des groupes extrémistes violents dans le Nord-Ouest du Nigéria, 2019-2023.

SOURCE : ACLED

Certains éléments des groupes d'insurgés semblent avoir été soutenus par des groupes de bandits lors de leur périple vers l'ouest.⁷⁵ Depuis 2021, les zones d'opérations qui se chevauchent de plus en plus renforcent les possibilités de collaboration et de contestation entre les groupes de bandits et les groupes extrémistes violents (voir figure 8). La collaboration entre les bandits armés et les groupes d'insurgés diffère de la collaboration entre les groupes de bandits armés du fait de leurs différences idéologiques et structurelles. Nous aborderons ce point plus en détail dans cette section.

L'intensification des attaques de l'État contraint de plus en plus les bandits armés ainsi que les groupes Ansaru, JAS et ISWAP à opérer plus près les uns des autres, avec des camps à proximité dans des zones géographiques de plus en plus restreintes, hors de portée de l'État. Selon des informations en provenance de l'État de Zamfara, des militants islamistes ont établi des camps d'entraînement et des

repaires près du village de Mutu à Gusau et près des forêts de Birnin Gwari.⁷⁶ En 2021, JAS aurait déplacé certains de ses fabricants de bombes du Nord-Est vers les zones de Rijana, Igabi et Chikun à Kaduna, sous la direction de l'un de ses membres les plus importants, Bakura Buduma.⁷⁷ ISWAP est également de plus en plus présent dans les États de Kogi et de Niger, dans le Centre-Nord.⁷⁸ Ainsi, les factions d'insurgés et de bandits armés ont de plus en plus d'opportunités de friction ou, au contraire, de coopération, qui peut prendre la forme d'un partage des stratégies, du personnel et des ressources.

Les groupes de bandits ont soit des interactions limitées avec les groupes extrémistes violents opérant dans les mêmes zones⁷⁹ soit ils cherchent à les chasser⁸⁰ ou ont forgé des alliances (parfois temporaires). Ces cas existent entre différents groupes de bandits armés et Ansaru, JAS et ISWAP.

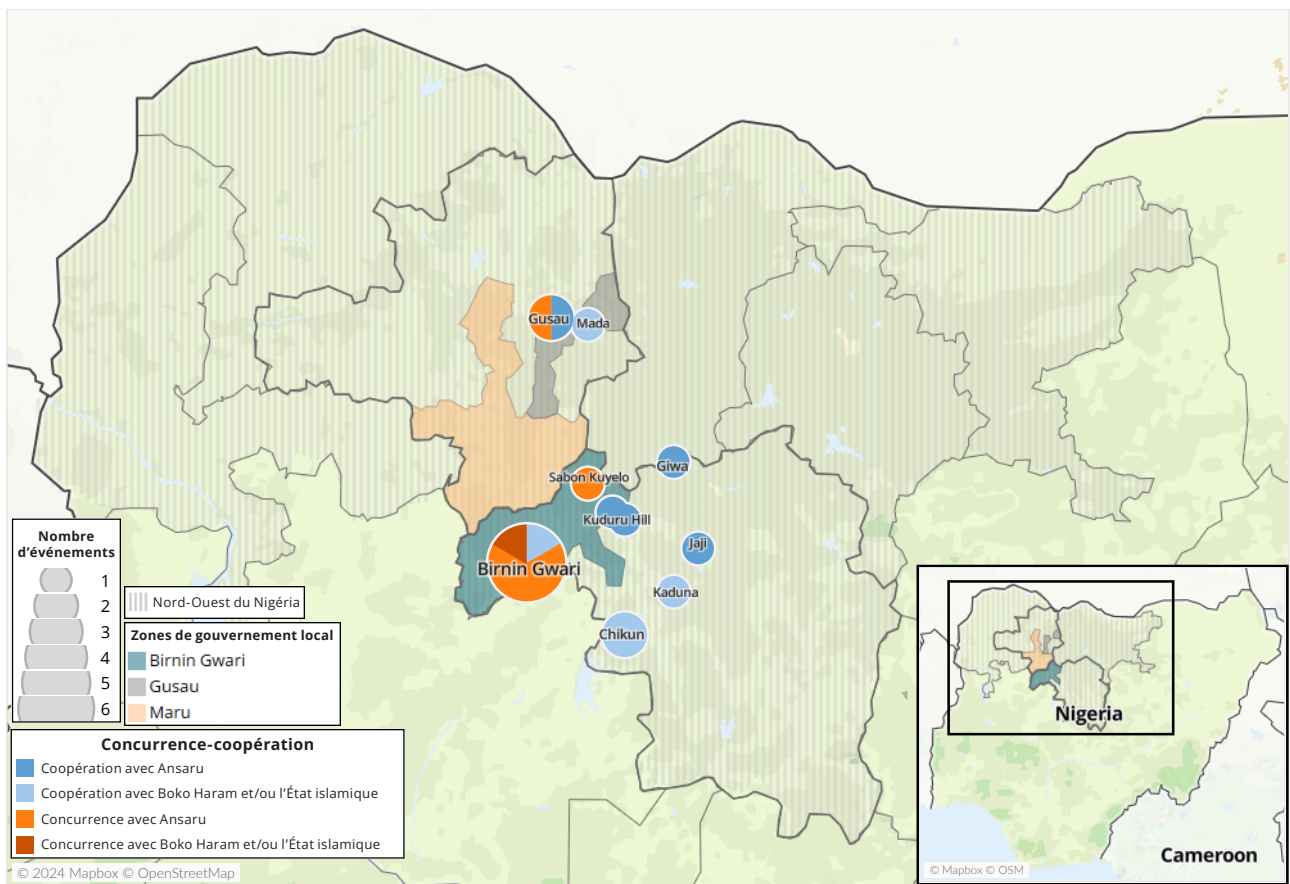


FIGURE 8 Interactions entre les bandits armés et les groupes extrémistes violents dans les États de Kaduna et de Zamfara, 2020-2023.

SOURCE : ACLED

Bien que ce rapport analyse les relations entre les groupes de bandits et chaque organisation extrémiste violente, il est essentiel de noter qu'il est difficile d'attribuer avec certitude des actions spécifiques à un groupe particulier. Les individus passent d'une organisation extrémiste violente à l'autre avec une grande fluidité dans le Nord-Ouest du Nigéria, compliquant encore l'identification de sous-groupes spécifiques.

Ansaru

Après avoir été expulsé de Maiduguri en 2013, Ansaru s'est établi dans des forêts et des zones reculées, où la présence de l'État est limitée, suivant un schéma similaire à celui de JAS, un groupe qui en a fait sécession. Alors que JAS a tenté de s'emparer et de contrôler des régions rurales du Nord-Est, où l'État était peu présent, avant de renforcer sa présence dans le Nord-Ouest, Ansaru s'est rapidement déplacé vers l'ouest. En 2014, Ansaru s'était déjà installé à Birnin Gwari, avant d'étendre sa présence à d'autres zones, notamment à Dansadau, dans l'État de Zamfara. Ansaru a été gravement affaibli dans le Nord-Ouest entre 2014 et 2016 ; la composition du groupe « Ansaru », qui a connu une résurgence depuis 2019, était substantiellement différente de ce qu'il était à l'origine, ce qui

a conduit certains analystes à affirmer qu'il devrait être traité comme un groupe distinct de sa faction d'origine.⁸¹

Contrairement à ce qui s'est passé dans le Nord-Est, où JAS a eu recours à la violence pour prendre le contrôle des communautés, Ansaru est arrivé dans le Nord-Ouest avec un programme expansionniste (similaire à celui du JNIM) cherchant à gagner popularité et légitimité auprès des communautés locales. Les éléments d'Ansaru ont cherché à inciter les communautés à les rejoindre, dans le but de convertir la population majoritairement musulmane du Nord-Ouest à leur version de l'Islam. Bien que le groupe ait gagné un certain degré d'acceptation autour de Kwasa-Kwasa et d'Old Kuyello, certaines communautés, telles que Damari, lui ont opposé une résistance.⁸²

Dans ce qui semble s'apparenter à une étape supplémentaire pour renforcer le soutien de la communauté, Ansaru a souvent (mais pas systématiquement) aligné ses activités d'extraction de revenus sur ce qui est perçu comme légitime par la communauté, contribuant ainsi à ce que les communautés considèrent plus positivement les membres d'Ansaru que les bandits armés. Un leader de jeunes à Birnin Gwari a ainsi fait remarquer :

Le groupe Ansaru n'est pas impliqué dans le vol de bétail et les enlèvements contre rançon. Il ne pratique pas l'extorsion des villageois. Ses activités se concentrent sur l'exploitation des ressources minières, l'agriculture et la collecte de la *zakat* [obligation islamique en vertu de laquelle les musulmans doivent faire don d'une partie de leurs revenus à des œuvres de charité].⁸³

Pour devenir légitime au sein des communautés, Ansaru s'est positionné comme garant de sécurité face aux attaques des bandits. Il a pour cela parfois été amené à entrer en conflit avec ces derniers. Le 13 juillet 2022, des bandits armés ont ainsi attaqué Damari, une petite ville de l'est de Birnin Gwari. Certains membres d'Ansaru, qui prêchaient auprès de la population locale, ont répondu par des tirs nourris, obligeant les bandits à battre en retraite. Les bandits armés ont tué deux habitants, mais la population locale, convaincue que le nombre de morts aurait pu être beaucoup plus élevé sans l'intervention d'Ansaru, aurait manifesté un soutien accru au groupe.⁸⁴

Les militants d'Ansaru auraient également participé à des affrontements avec des bandits armés dans certains secteurs de Gusau, qui se sont soldés par la mort d'un chef de bandit et la saisie par Ansaru d'armes et de motos appartenant au groupe de bandits perdant. Les attaques contre les bandits ont été largement représentées dans les incidents revendiqués par Ansaru jusqu'à mi-2022.⁸⁵ Un chef de communauté a noté que « les bandits évitent généralement de participer à des fusillades avec les militants d'Ansaru, ils ont donc tendance à rester à l'écart des communautés où sont basés les militants. Par conséquent, la plupart des communautés sous le contrôle d'Ansaru sont relativement paisibles ». ⁸⁶

Si les affrontements sont fréquents entre Ansaru et les groupes de bandits, il leur arrive aussi de collaborer. Le célèbre chef de bandits Dogo Gide aurait été proche de membres d'Ansaru, certains témoignages soulignant l'influence qu'il aurait exercée pour la relocalisation du groupe à Dansadau en 2017. Ansaru a tenté de recruter des habitants de Dandalla et de Babbar Doka, des villages de la zone de Dansadau, sans grand succès.

Le groupe de Dogo Gide et Ansaru ont procédé ensemble à des enlèvements de masse, notamment celui de plus de 100 étudiants du Federal Government College Yauri en juin 2021.⁸⁷ Cependant, cette collaboration a été de courte durée : Ansaru s'est brouillé avec Gide en 2023, après que Mallam Abba (un dirigeant d'Ansaru qui avait reçu 200 millions de nairas de Dogo Gide pour lui fournir des armes) n'est pas rempli sa part de l'accord. Cette débâcle aurait conduit à plusieurs affrontements entre Ansaru et le groupe de Dogo Gide en 2023.⁸⁸ Certains habitants ont également attribué ces retombées à l'exécution par des membres d'Ansaru de deux membres du groupe de Gide accusés d'avoir commis un viol à Dansadua, mais nous n'avons pu confirmer ni la date ni le lieu précis de cet incident.⁸⁹

Le mode opératoire d'Ansaru a considérablement changé à partir de 2022. En raison des conflits locaux et de du contexte instable du Nord-Ouest, le groupe n'a pas été en mesure d'établir la base populaire qu'il avait initialement prévue pour des régions telles que Birnin Gwari. Après avoir subi un revers important lors de l'assaut combiné de plusieurs groupes de bandits en juillet 2022, suivi d'offensives militaires dans les semaines suivantes, Ansaru a choisi de s'écarter de sa stratégie initiale. Plutôt que de s'en tenir à son plan initial, le groupe a décidé de forger des alliances avec les puissants chefs de bandits de sa zone opérationnelle, même ceux auxquels il s'était précédemment opposé. Ce changement de stratégie, ainsi que les collaborations signalées avec ISWAP dans divers incidents, suggèrent qu'Ansaru donne la priorité à sa survie et à sa croissance plutôt qu'à ses ambitions insurrectionnelles antérieures, au risque de compromettre son intégrité idéologique.⁹⁰

JAS

Comme indiqué ci-dessus, JAS a généralement eu recours à des pratiques plus coercitives pour obtenir le soutien des communautés, certainement plus similaires aux approches des groupes de bandits. En conséquence, JAS aurait moins prêché contre les violences perpétrées par les bandits que les autres groupes extrémistes violents opérant dans le Nord-Ouest.⁹¹ Les éléments de JAS sont présents depuis longtemps dans les régions du Nord-Ouest, en particulier à Kano.

Depuis 2015, un groupe localement connu sous le nom de Darul Salam, dirigé par un homme appelé « Sadiku », qui aurait été proche de Shekau, l'ancien chef de JAS, opère dans certaines parties du Nord-Ouest et plus particulièrement dans l'État de Niger. Bien que le nom « Darul Salam » ait été emprunté à un groupe non violent préexistant appelé « Darul Islam »⁹² le groupe dirigé par Sadiku est d'après la littérature étroitement affilié à JAS et à l'origine d'un certain nombre de vols de bétail et d'enlèvements, parfois en collaboration avec des groupes de bandits.⁹³ Ce groupe « Darul Salam » a pu contribuer au développement des relations entre JAS et les groupes de bandits, qui ont semblé se renforcer suite aux troubles provoqués par la mort du chef de JAS, Shekau, en 2020.⁹⁴ Darul Salam n'a pas été cité comme un acteur clé à Zamfara et Katsina par les parties prenantes interrogées dans le cadre du présent rapport (elles ont au contraire très clairement identifié les opérations menées par JAS), ce qui n'est guère surprenant étant donné que le groupe Darul Salam continue d'opérer principalement dans les États de Niger, de Kaduna et de Nasarawa.⁹⁵

À Birnin Gwari, les habitants ont établi un lien entre les bandits armés et JAS, car certains bandits, en particulier le groupe de Dogo Gide, portent de longues robes et chantent *Allahu Akbar* (Dieu est le plus grand) lors de leurs attaques, comme le font des groupes

extrémistes violents tels que JAS et Ansaru.⁹⁶ Des communautés de Kaduna font également état de cas de coopération entre les militants de JAS et les bandits armés, qui ont établi des repaires dans les forêts de Birnin Gwari et aux alentours, bien que les communautés locales peinent à faire la distinction entre les différents groupes extrémistes violents.⁹⁷

Comme pour Ansaru, JAS a également collaboré avec des groupes de bandits dans le cadre d'enlèvements à grande échelle. Le 11 décembre 2020, le chef de bandits Auwalun Daudawa, en collaboration avec plusieurs autres groupes de bandits armés, a enlevé 300 écoliers à Kankara, dans l'État de Katsina. Les groupes de bandits ont confié à JAS la responsabilité de négocier la rançon et la libération des écoliers. Abubakar Shekau, chef de JAS à l'époque, a revendiqué l'enlèvement dans une vidéo. Selon les médias, une somme d'argent non divulguée a été versée à titre de rançon avant que les enfants ne soient libérés, ce que le gouvernement a démenti.⁹⁸

Les affrontements entre JAS et les groupes de bandits sont cependant aussi fréquents. À titre d'exemple, le 16 juillet 2022, un groupe de bandits armés a tendu une embuscade à des membres de JAS près d'une communauté contrôlée par les extrémistes à Birnin Gwari, entraînant la mort de 17 membres de JAS.⁹⁹

Collaboration entre bandits et groupes extrémistes violents : perspectives

Parmi les trois groupes extrémistes violents qui gagnent du terrain dans le Nord-Ouest (JAS, Ansaru et ISWAP), la doctrine de JAS est sans doute la plus favorable à une collaboration avec les bandits armés. Cela s'explique par les spécificités idéologiques évoquées plus haut, qui autorisent une plus grande violence à l'égard des civils.¹⁰³

Toutefois, comme indiqué précédemment, Ansaru a coopéré avec des bandits armés à plusieurs reprises, ce qui suppose une certaine souplesse dans l'adhésion à leurs principes doctrinaux. De nombreux membres d'Ansaru faisaient partie d'une branche spécialisée dans les enlèvements contre rançon, précédemment dirigée par JAS, l'une des principales sources de revenus des bandits armés.¹⁰⁴ Cela peut contribuer à des opportunités d'accord et de collaboration entre les bandits et Ansaru dans le cadre d'enlèvements. Si l'idéologie joue probablement un rôle, des considérations pratiques (le partage de compétences, de contacts et d'équipements) sont également susceptibles de façonner les relations établies.

À mesure que les groupes extrémistes violents s'implantent davantage dans le Nord-Ouest et que les réponses de l'État poussent les groupes à établir des camps dans une zone plus restreinte,

ISWAP

Plus récemment, à partir de 2020 et après la mort de Shekau en 2021, ISWAP a également étendu sa présence du Nord-Est au Nord-Ouest. Depuis lors, le groupe se serait établi dans la forêt de Kuyanbana dans l'État de Zamfara et a lancé plusieurs attaques dans d'autres parties de la région. Il s'en est notamment pris à une base militaire à Sokoto le 26 septembre 2021 et a vandalisé des installations électriques à Katsina.¹⁰⁰ Le déplacement d'ISWAP vers l'ouest pourrait en partie être motivé par le renforcement de la coordination avec les cellules de la Province de l'État islamique au Sahel opérant en République du Niger, ce qui témoigne des liens étroits qu'entretient le groupe avec l'écosystème mondial de l'État islamique.¹⁰¹

Si les interactions entre les bandits armés et Ansaru, et dans une moindre mesure JAS, sont bien documentées, les relations entre ISWAP et les groupes de bandits le sont beaucoup moins. Comme JAS et Ansaru, ISWAP vise les forces et les installations gouvernementales ainsi que tous les non-musulmans. Contrairement à JAS cependant, ISWAP maintient une position ferme contre les attaques des populations musulmanes. Les bandits armés s'en prennent aux civils de toutes les ethnies et de toutes les religions, adoptant ainsi une approche très différente qui peut faire obstacle à la collaboration. En ce qui concerne sa doctrine, Ansaru désavoue également les violences commises à l'encontre des populations musulmanes, mais cela n'a pas toujours été le cas dans la pratique.¹⁰²

les conflits et les collaborations entre les groupes risquent de se multiplier. Les deux scénarios présentent des problématiques distinctes. La concurrence et les conflits entre les groupes extrémistes violents et les bandits armés risquent de déstabiliser encore davantage les communautés et d'augmenter le nombre de victimes, les habitants étant pris entre deux feux. D'un autre côté, les antécédents suggèrent que la coopération pourrait se traduire par des attaques mieux organisées et à plus grande échelle. Bien que peu d'informations transparaissent sur la vague d'enlèvements massifs dans le Nord-Ouest en mars 2024, ils pourraient indiquer une résurgence des attaques à grande échelle, possiblement fondées en partie sur ce type de collaborations.¹⁰⁵

Il est important de noter que les conflits locaux et les dynamiques imprévisibles du Nord-Ouest influencent considérablement les dynamiques entre bandits armés et groupes extrémistes violents, comme nous l'avons vu dans le cas d'Ansaru. Dans de tels contextes, les groupes extrémistes peuvent se voir contraints de compromettre leurs principes idéologiques en faveur de stratégies pratiques, telles que l'alignement et la coopération avec des bandits armés, qui occupent actuellement une position plus forte dans la région.

PROFIL D'UN CHEF DE BANDITS : DOGO GIDE

Dogo Gide figure parmi les chefs de groupes de bandits les plus puissants, si l'on en juge par le nombre de membres et d'armes de son groupe et leur degré de violence. Si certains médias rapportent qu'il aurait succombé à des blessures par balle en mars 2024, cette information reste incertaine car d'autres sources affirment qu'il serait toujours en vie.¹⁰⁶ Dogo Gide serait à la tête de plus d'un millier de bandits armés¹⁰⁷ et aurait organisé des enlèvements contre rançon, des vols de bétail, des viols et des attaques contre des communautés du Nord-Ouest et du Centre-Nord, dans des États tels que Zamfara, Katsina, Kaduna et Niger. Les hommes de Dogo Gide campent dans les forêts de ces régions, notamment à Kuyanbana, Sububu et Kamuku.

Dogo Gide est né dans l'État de Niger, dans le Centre-Nord, il y a plus de 40 ans. Bien qu'originaire de la LGA de Maru, où le banditisme a éclos dans l'État de Zamfara en 2011, ses liens avec les bandits armés n'ont été découverts qu'en 2018, lorsqu'il a tué son ancien chef de bande (le célèbre Buharin Daji) et pris le contrôle de son groupe basé à Zamfara.¹⁰⁸

Il exerce une influence considérable sur certaines des zones dans lesquelles son groupe opère. Par exemple, il aurait, sans qu'on sache s'il y est totalement parvenu, interdit à d'autres groupes de bandits d'attaquer certaines communautés autour de la forêt de Kuyambana à Dansadau, sa région d'origine.¹⁰⁹

Dogo Gide et Ansaru sont entrés en contact pour la première fois en 2017, sur invitation de Dogo Gide à établir une base dans la région de Dansadau, dans l'État de Zamfara. Bien que Dogo Gide ne dit pas appartenir à un groupe extrémiste, les habitants l'associent à l'interdiction de vente d'alcool et de drogues illicites dans les zones sous son influence, dans l'État de Zamfara.¹¹⁰

Dogo Gide s'est fait un nom en 2019 lorsqu'il a commencé à organiser des enlèvements très médiatisés en dehors de Zamfara. S'en sont suivis des enlèvements à grande échelle en 2021 : Dogo Gide, en collaboration avec Ansaru, aurait orchestré l'enlèvement de plus de 100 élèves du Federal Government College Yauri, dans l'État de Kebbi, en juin 2021, de 121 élèves de la Bethel Baptist School à Kaduna en juillet 2021, ainsi que l'enlèvement d'au moins 60 passagers et le meurtre de huit autres dans un train à destination de Kaduna.¹¹¹ En plus des millions de nairas qui auraient été versés, Dogo Gide aurait également échangé des victimes contre ses hommes incarcérés.¹¹²

Le groupe de Dogo Gide disposerait d'armes sophistiquées en grande quantité, notamment de canons antiaériens.¹¹³ En août 2023, ses hommes ont revendiqué avoir abattu un hélicoptère militaire dans l'État de Niger¹¹⁴, qui a fait au moins deux douzaines de victimes.¹¹⁵ L'armée nigériane a déclaré que l'hélicoptère s'était écrasé et qu'il n'avait pas été abattu lors d'une attaque. Ce n'est pas la première fois que des bandits abattent des avions militaires. En 2021, l'armée de l'air nigériane a établi un lien entre des bandits de Zamfara et l'abattage d'un avion de chasse.¹¹⁶

Depuis 2019, plusieurs médias font état de la mort de Dogo Gide dans le cadre d'actions militaires ou de conflits internes – la dernière fois en mars 2024. Ces informations se sont révélées inexactes, car ce chef de bandits a poursuivi ses opérations dans les communautés du nord du Nigéria.



FINANCEMENT ET RESSOURCES

Les bandits armés tirent des rentes de diverses économies licites et illicites. Dans les États de Kaduna et de Zamfara, les bandits armés tirent leurs revenus de cinq sources principales : le vol de bétail, les enlèvements contre rançon, l'extraction minière artisanale d'or, l'extraction de rentes auprès des usagers de la route (sous forme d'extorsion ou dans le cadre de la fourniture de services de transport), et la taxation des agriculteurs, la saisie des exploitations agricoles et le travail forcé.

Bien que les bandits armés participent de manière opportuniste à différentes économies illicites, certains chefs de bandits sont associés à des activités illicites spécifiques. Par exemple, à Birnin

Gwari, Dogo Gide est associé à l'exploitation illicite de l'or, au vol de bétail et aux enlèvements contre rançon. Dans la même région, Yellow Janbros n'est associé qu'aux deux dernières de ces activités illicites.¹¹⁷

Ces dernières années, les bandits armés ont eu recours avec flexibilité à différentes sources de financement et ont participé de trois manières différentes aux économies illicites : attaques ciblées et vols contre les chaînes d'approvisionnement ; imposition de prélèvements sur les acteurs du marché ; et prise de contrôle de parties ou de la totalité de la chaîne d'approvisionnement de produits d spécifiques, tels que l'or artisanal ou le bétail (figure 9).

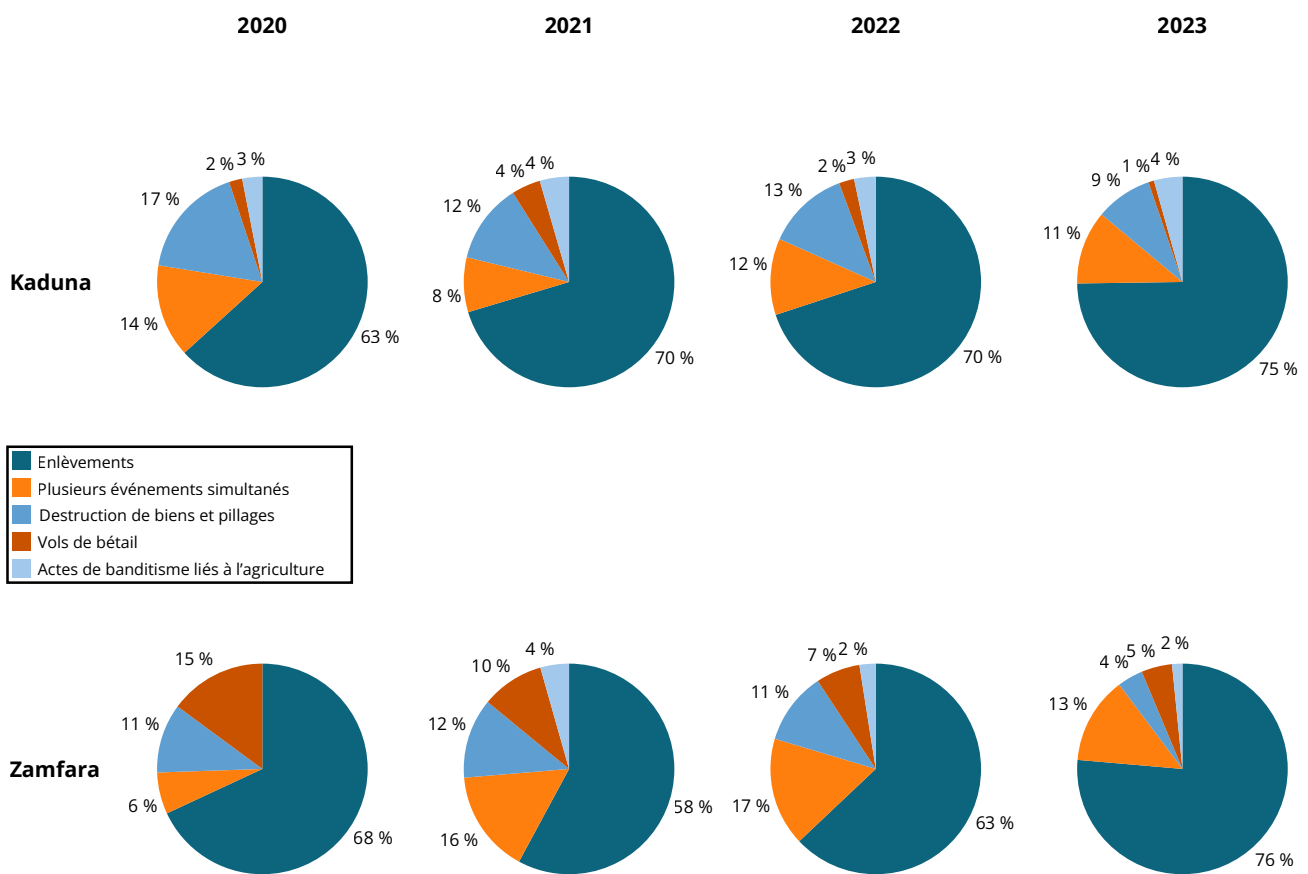


FIGURE 9 Violences enregistrées dans le cadre d'activités de banditisme.

SOURCE : ACLED

De plus, même si nous n'examinons pas de façon approfondie l'approvisionnement en armes des bandits, une tendance identifiable existe de stockage et de location d'armes par les grands groupes

Vol de bétail

Entre 2011 et 2019, les marchés aux bestiaux ont constitué une source de financement essentielle pour les groupes de bandits armés opérant dans les États de Zamfara et de Kaduna. Les groupes ont tiré la plupart de leurs revenus du vol et de la revente de têtes de bétail, vols qui pouvaient aller de quelques têtes à des centaines au cours d'une même opération. Les bandits se sont cependant également procuré des revenus en imposant des taxes aux éleveurs, prétendument en échange d'une protection contre le vol, protection limitée dans la mesure où d'autres groupes de bandits continuaient à voler le bétail. Faute d'obtenir en contrepartie une sécurité suffisante, les éleveurs ont généralement perçu négativement l'imposition de telles taxes.¹¹⁹

Depuis 2019, la rentabilité du vol de bétail et la possibilité d'extorquer des taxes ont diminué en raison de la réduction des troupeaux causée par le vol et du départ des propriétaires de bétail vers des zones plus sûres. Simultanément, la réticence des acheteurs à acheter du bétail volé a entraîné une chute des prix dans le Nord-Ouest depuis 2016.¹²⁰

Enlèvements

Confrontés à une baisse durable des revenus tirés du vol de bétail, les groupes de bandits armés se sont tournés vers les enlèvements contre rançon depuis 2019, réalisant que cette activité est nettement plus lucrative. Bon nombre de ces groupes en ont donc fait leur principale source de revenus.¹²²

Un leader de jeunes de Kuyello, à Birnin Gwari, a décrit cette évolution :

À l'origine, les bandits se livraient principalement au vol de bétail, mais ils se sont progressivement tournés vers les enlèvements, faute de bétail à voler dans la plupart des villages de Birnin Gwari.¹²³

Au Nigéria, les enlèvements s'étendent à tout le pays, touchent toutes les régions et impliquent différents acteurs criminels. Toutefois, comme l'indique la figure 10 ci-dessous, la région du Nord-Ouest est la plus touchée. Si différents acteurs se livrent à des enlèvements dans d'autres parties du pays, comme JAS et ISWAP dans le Nord-Est et les groupes sectaires dans le Sud-Sud, les bandits armés ont orchestré plus d'enlèvements dans le Nord-Ouest et le Centre-Nord que tous les autres acteurs réunis.

armés de bandits à des groupes plus petits qui en ont besoin pour mener leurs opérations. Le paiement pour ces armes louées se fait en espèces ou sous forme de bétail.¹¹⁸

À Birnin Gwari et à Maru, la diminution du nombre de vols de bétail semble en partie correspondre à l'augmentation du nombre d'enlèvements, ce qui montre que les bandits armés passent opportunément d'une source de financement illicite à une autre. À Gusau, où le vol de bétail reste globalement rare du fait que l'on se trouve en zone principalement urbaine, le nombre d'enlèvements est relativement plus élevé.

Depuis fin 2023, les incidents liés au vol de bétail entre des groupes de bandits armés distincts se sont multipliés et constituent un facteur croissant d'affrontements entre groupes. L'échelle du vol de bétail par les groupes de bandits armés visant les communautés signifie qu'ils sont donc aujourd'hui les principaux propriétaires de bétail dans le Nord-Ouest et manquent désormais de cibles à qui voler.¹²¹ Comme les troupeaux ont quitté les États de Zamfara et de Katsina, certains groupes de bandits les ont suivis, semant la violence dans les États voisins. Toutefois, beaucoup sont restés dans les régions concernées, préférant réorienter leurs activités génératrices de revenus.

Entre 2019 et 2022, période durant laquelle l'industrie des enlèvements dans le Nord-Ouest a été la plus rentable, les enlèvements ont principalement visé des agriculteurs et des hommes d'affaires aisés, ce qui a permis aux bandits de percevoir des rançons de plusieurs millions de nairas. Cependant, les ravisseurs peinent désormais à trouver des cibles potentielles. En effet, de nombreux agriculteurs et hommes d'affaires, pris pour cible à plusieurs reprises par des groupes de bandits, ont épuisé leurs richesses en payant des rançons à répétition, ont fui leur lieu de vie ou ont perdu la vie en échouant à payer les rançons. Entre 2019 et 2020, un flux constant de villageois de Zamfara et de Kaduna ont payé des transporteurs jusqu'à 350 000 nairas (plus de 800 USD) pour les aider à déménager loin de leurs communautés, principalement vers les capitales de ces États.¹²⁴

À Zamfara et à Kaduna, des particuliers, des entreprises et des éléments de l'État nigérian ont versé des rançons aux bandits armés. Depuis 2019, les enlèvements restent une source de financement importante, bien que réduite, pour les bandits armés.¹²⁵

Les tendances montrent des variations entre Birnin Gwari, Gusau et Maru. À Birnin Gwari, le nombre d'enlèvements a augmenté en 2021,

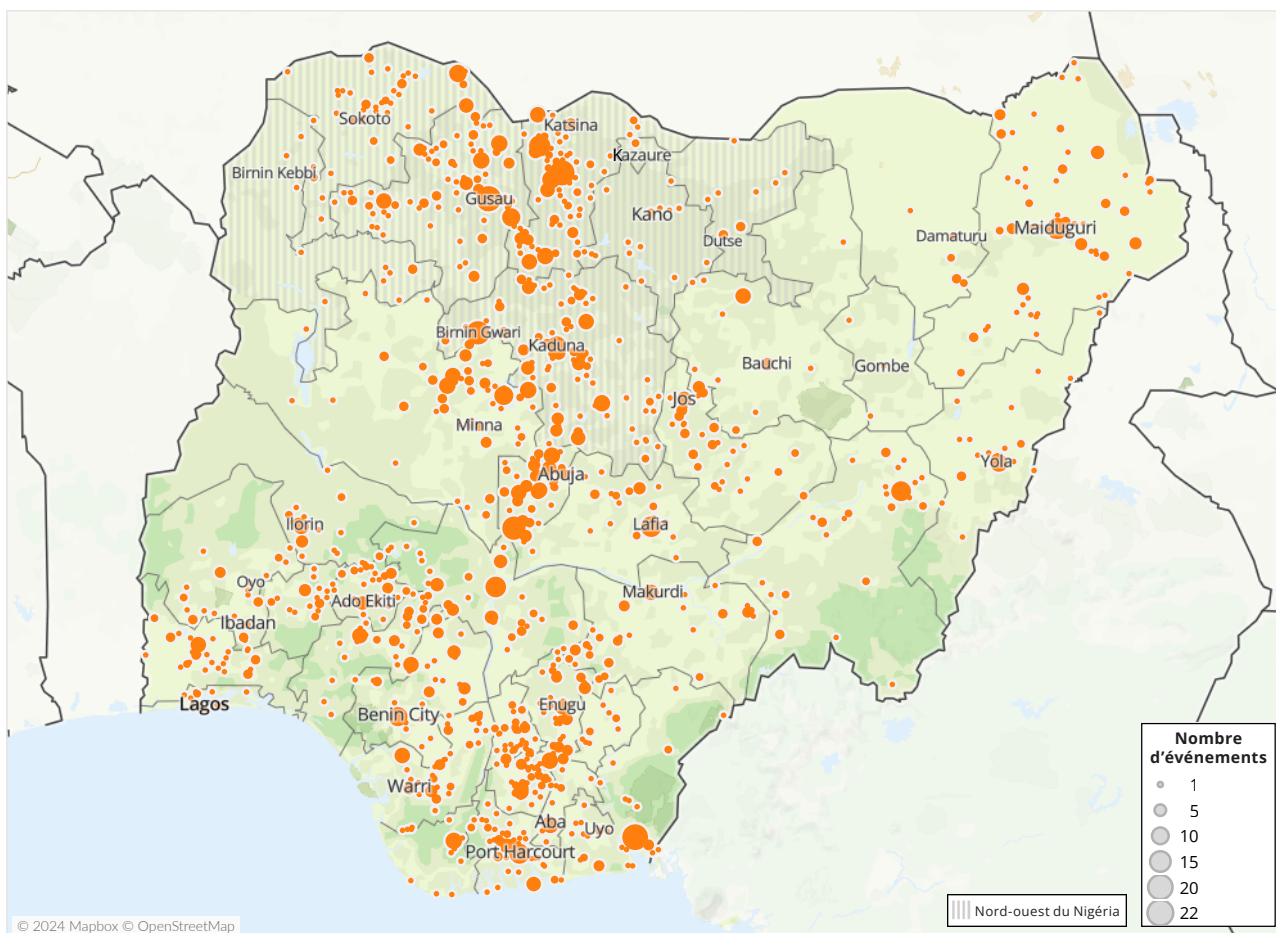


FIGURE 10 Enlèvements au Nigéria, 2020-2023.

SOURCE : ACLED

tandis qu'à Gusau, une tendance à la hausse est observée depuis 2019. Les deux zones ont connu un pic d'enlèvements en 2022, suivi d'une baisse en 2023. À Maru, les enlèvements ont bondi entre 2019 et 2021, avant de légèrement diminuer en 2022, puis d'augmenter à nouveau en 2023.¹²⁶ Ces variations et fluctuations dans les enlèvements sont façonnées par différents facteurs, notamment l'évolution de l'ampleur des opérations militaires et des endroits où elles ont lieu, la pénurie d'argent liquide résultant de la politique de refonte du naira,¹²⁷ le changement de portée géographique des activités des bandits armés et le déplacement des populations locales.

Les enlèvements constituent une source importante de revenus pour les bandits armés et d'autres acteurs criminels opérant dans d'autres régions du pays. Le tableau ci-dessous donne une estimation du montant des rançons demandées et payées dans l'ensemble du pays. Bien que ce montant comprenne les rançons demandées et payées à d'autres types d'acteurs criminels opérant dans d'autres régions, une grande partie a été versée à des bandits armés dans le Nord-Ouest et le Centre-Nord du pays.

Comme indiqué dans la section ci-dessus, il existe une corrélation inverse entre les enlèvements et le vol de bétail. À Birnin Gwari et à Maru, les enlèvements ont eu tendance à être plus nombreux pendant les périodes où les vols de bétail étaient comparativement plus faibles.

Bien que les enlèvements d'individus soient en baisse depuis 2023 (voir Figure 11), les enlèvements à grande échelle ont fortement augmenté au cours du premier trimestre 2024. Au moins 500 personnes ont été enlevées lors d'une série d'enlèvements à grande échelle dans les régions du Nord-Est et du Nord-Ouest. Le 29 février, des individus soupçonnés d'être affiliés à JAS ont enlevé au moins 200 personnes, principalement des femmes et des enfants, dans l'État de Borno, dans le nord-est du pays.¹²⁸ Au moins trois cas d'enlèvements massifs ont été recensés depuis le début du mois de mars. Le 7 mars, un groupe d'hommes armés a envahi une école et enlevé 287 élèves dans la zone de gouvernement local de Chikun, dans l'État de Kaduna. À une autre occasion, des hommes armés ont enlevé 15 enfants dans une école islamique de l'État de Sokoto le 9 mars. Le 12 mars, des hommes armés ont enlevé environ 61 personnes dans la région de Kajuru, dans l'État de Kaduna.¹²⁹

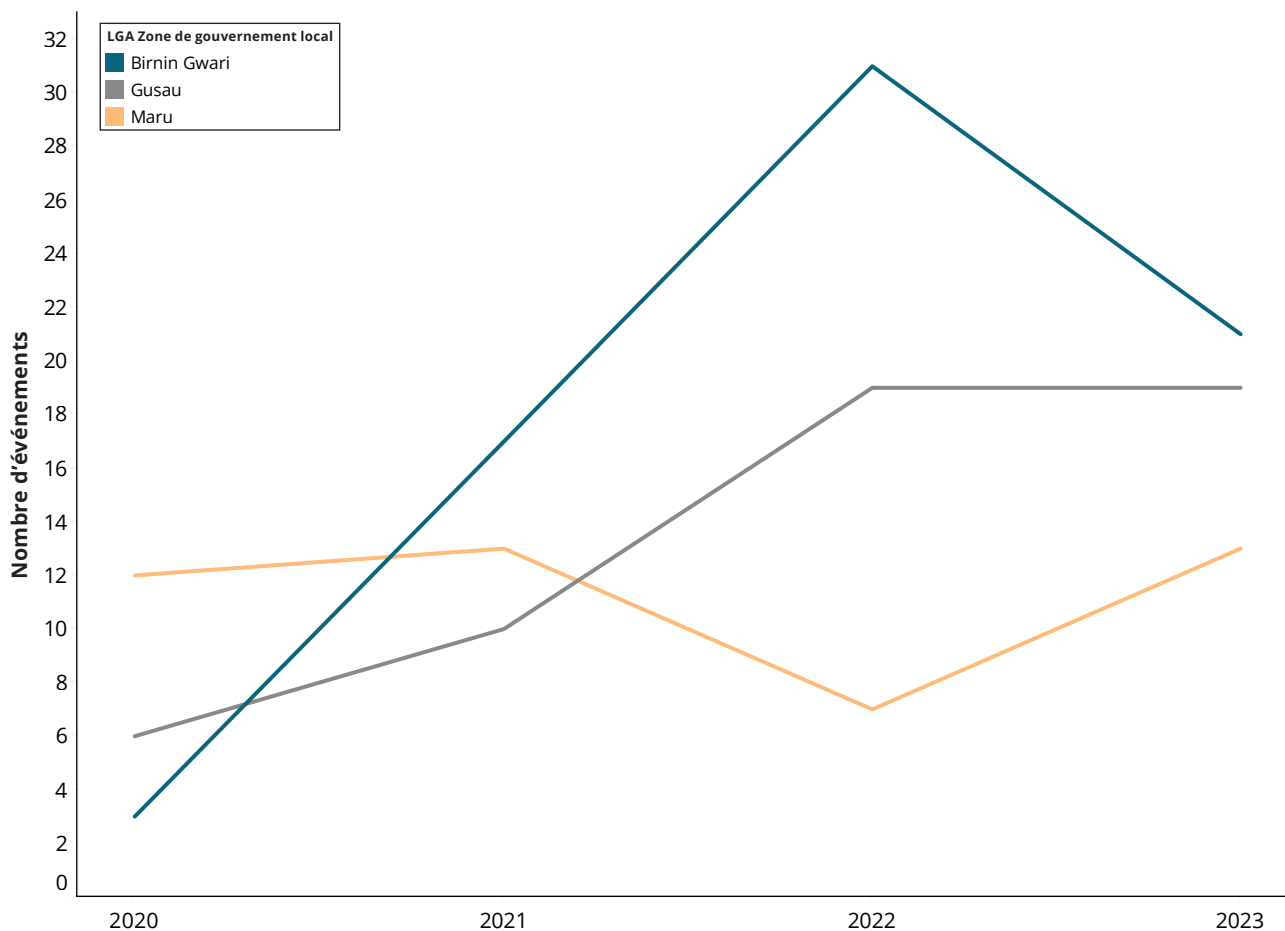


FIGURE 11 Enlèvements à Birnin Gwari, Gusau et Maru, 2020-2023.

SOURCE : ACLED

Nombre d'enlèvements	582
Nombre de personnes enlevées	3 620
Victimes tuées lors d'enlèvements	430
Demandes de rançon	5 milliards de nairas (6 078 550 €)
Rançons payées	302 millions de nairas (367 144 €)

FIGURE 12 Incidents liés à des enlèvements et rançons payées au Nigéria, juillet 2022 à juin 2023.

REMARQUE: les données de SBM sont utilisées ici parce que l'ACLED ne collecte pas systématiquement des données sur les paiements de rançons. Ces chiffres ne concernent pas uniquement les enlèvements commis par des bandits armés dans le Nord-Ouest ; ils reflètent les tendances nationales et couvrent les rançons versées à d'autres acteurs impliqués dans des enlèvements dans d'autres régions, notamment des groupes extrémistes violents dans le Nord-Est, des groupes sectaires ainsi que des gangs politiques dans le sud.

SOURCE : SBM Intelligence, *The economics of Nigeria's kidnap industry: Follow the money*, 23 août 2023

Plusieurs facteurs ont probablement contribué à la résurgence des enlèvements de masse, notamment la baisse de rentabilité des enlèvements individuels contre rançon, l'avantage stratégique qu'il y a à utiliser le ramadan pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il verse des rançons, le désir d'obtenir un levier de négociation pour faire libérer des membres de groupes de bandits armés

détenus, et l'assassinat d'un chef de bandits armés en février 2024.¹³⁰ Un grand nombre des victimes enlevées ont été libérées, mais certaines restent toujours en captivité. Les médias indiquent que le gouvernement a payé des sommes considérables pour obtenir la libération de ces victimes, mais les porte-paroles du gouvernement ont réfuté ces affirmations.¹³¹

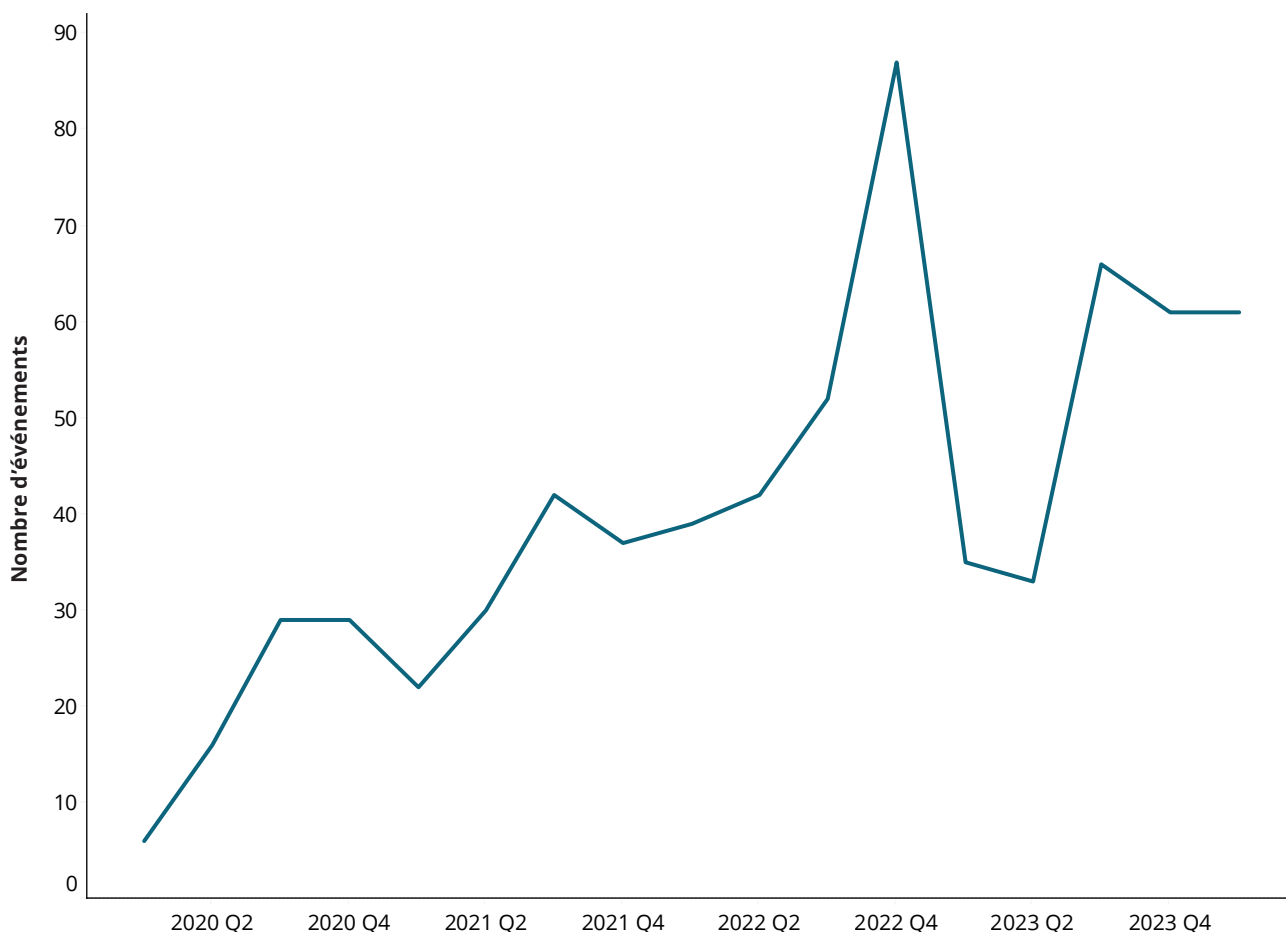


FIGURE 13 Enlèvements dans le Nord-Ouest du Nigéria, de janvier 2020 à mars 2024.

SOURCE : ACLED

Avant cette récente vague d'enlèvements massifs, les bandits armés avaient consolidé leur position d'acteurs majeurs dans le secteur de l'extraction minière artisanale d'or dans le Nord-Ouest. Si les enlèvements devraient rester une source importante de financement

pour les bandits, l'industrie de l'extraction minière artisanale d'or tend à devenir peu à peu leur principale source de revenus, comme nous allons le voir dans la section suivante.

Extraction minière artisanale d'or

Avec la baisse des revenus tirés des enlèvements et du vol de bétail, les bandits se tournent de plus en plus vers l'industrie minière de l'or pour se financer. L'histoire de l'extraction d'or dans le Nord-Ouest du Nigéria est ancienne. Si les sociétés coloniales ont officiellement commencé à exploiter des mines dans certaines parties des États de Zamfara et de Kaduna en 1913, notamment à Maru et Birnin Gwari, on se livrait probablement déjà à l'extraction minière artisanale d'or dans les siècles précédents. L'extraction d'or pendant l'époque coloniale a atteint son apogée au début des années 1940, la Seconde Guerre mondiale y mettant brutalement un terme vers 1945. Les tentatives ultérieures de nationalisation des bénéfices tirés de l'extraction minière (par exemple avec la Nigerian Mining Corporation, qui a commencé son activité d'extraction d'or au début des années 1980) ont été de courte durée, la société ayant rapidement cessé ses activités faute de fonds suffisants. La découverte

de pétrole a détourné l'attention de l'exploration de l'or, malgré son énorme potentiel inexploité.¹³²

L'industrie d'extraction minière de l'or dans les États de Zamfara et de Kaduna est essentiellement artisanale et informelle, malgré quelques mesures prises par le gouvernement en vue de sa formalisation. Quatre acteurs principaux sont impliqués dans l'industrie de l'or : les mineurs artisanaux locaux et les intermédiaires qui opèrent de manière informelle ; les entreprises principalement détenues par des acteurs étatiques et leurs alliés politiques ; les entreprises étrangères, principalement chinoises ; et les groupes de bandits armés.¹³³

La quantité exacte d'or extraite dans les États de Zamfara, Kaduna et dans d'autres régions du Nord-Ouest reste floue en raison de la nature informelle de cette industrie. Bien que les chiffres n'aient pas pu être confirmés de manière indépendante, les médias rapportent

qu'environ 97 tonnes d'or, d'une valeur de plus de 3 milliards de dollars, ont été transportées illicitement hors du Nigéria entre 2012 et 2018.¹³⁴

Les interactions entre les bandits armés et l'industrie minière de l'or ont évolué au fil du temps. Dans un premier temps, les bandits attaquaient et volaient les mineurs et les intermédiaires impliqués dans l'achat d'or sur des sites miniers. La recrudescence des attaques a commencé à attirer l'attention des médias en 2016, notamment après une attaque qui a entraîné la mort de 36 mineurs d'or dans la communauté de Gidan Ardo dans l'État de Zamfara.¹³⁵ Les attaques se sont encore intensifiées entre 2016 et 2018, en particulier à Kaduna et à Zamfara.

Lors de ces incidents, les bandits ont confisqué de l'argent, de l'or et d'autres objets de valeur, tuant des dizaines de personnes. Le 7 novembre 2016 par exemple, des bandits armés ont attaqué un site d'extraction minière artisanale d'or à Gidan Ardo, dans la LGA de Maru. Ils ont mis la main sur une grande quantité d'or et d'objets de valeur, et 40 mineurs et négociants en or ont perdu la vie.¹³⁶ Lors d'un autre incident survenu le 11 avril 2018, des bandits ont dérobé l'or de mineurs artisanaux à Kuru Kuru, dans la LGA d'Anka et ont fait au moins 26 morts.¹³⁷

Au-delà de l'appropriation directe d'or, de bétail et d'autres objets de valeur, les attaques meurtrières ont également instillé un profond sentiment de peur au sein des communautés ciblées, garantissant le respect des directives futures émises par les bandits. Ces attaques meurtrières et ces vols ont été plus fréquents dans les régions où les bandits armés ont cherché à affirmer leur domination et à établir un contrôle sur les économies licites et illicites que dans les régions qu'ils contrôlent relativement mieux.

En réponse à la recrudescence des attaques de bandits contre les acteurs de l'extraction d'or et reconnaissant le rôle important du secteur de l'extraction d'or dans le financement du banditisme armé (comme c'est le cas dans un certain nombre de théâtres de conflits en Afrique de l'Ouest et centrale), le gouvernement fédéral a interdit toutes les activités minières dans l'État de Zamfara en avril 2019.¹³⁸ Cela s'aligne sur les réponses des gouvernements face au risque de voir les acteurs de conflit tirer des revenus de l'extraction de l'or dans toute l'Afrique de l'Ouest, en particulier au Sahel.¹³⁹ Si l'exploitation minière s'est poursuivie malgré cette interdiction, celle-ci a eu des répercussions importantes sur les mineurs de petite envergure, car les bandits armés ont augmenté les « frais » pour la protection des activités minières. Incapables de faire face à cette augmentation, de nombreux petits exploitants miniers ont quitté les sites miniers. Cette interdiction a en revanche eu un impact limité sur les sociétés minières un peu plus importantes, en particulier celles qui ont des liens avec les autorités publiques et les entités minières chinoises.¹⁴⁰ Selon une source universitaire qui a mené des recherches approfondies sur le banditisme armé et l'exploitation minière dans le Nord-Ouest, ces entités ont pu poursuivre l'exploitation de leurs mines et payer les frais de protection accrus.¹⁴¹

À la suite de cette interdiction, les bandits ont continué à imposer des taxes aux mineurs en guise de « frais de protection » pour accéder à divers sites d'extraction minière artisanale d'or dans l'État de Zamfara et de Kaduna. Depuis novembre 2022, les mineurs et les acheteurs dans les mines de Bukuyum et Maru sont contraints de verser 10 % de leurs revenus mensuels à des bandits armés ;¹⁴² « les mineurs locaux leur versent des taxes pour opérer dans la forêt », a déclaré un leader de jeunes.¹⁴³ On assimile souvent cette taxe à des « frais de protection », mais il s'agit en fait plus d'un droit d'accès des mineurs et des négociants aux mines, que d'un réel gage de sécurité. Les mineurs locaux voient négativement les prélèvements et les actions imposés par les bandits armés, mais nombre d'entre eux s'y conforment par crainte de répercussions.¹⁴⁴

Un certain nombre de différents groupes de bandits prélèvent des taxes sur des sites miniers distincts. Un mineur local a recensé les différents groupes de bandits opérant autour de la communauté d'Ahrawa, à Maru : « le groupe Dan Nagala, le groupe Alin Nagala, le groupe Heshi, le groupe Mamuda et le groupe Zakiru. Tous les habitants de la région les connaissent, ils ne sont pas loin d'ici. Au total, plus de quinze groupes armés terrorisent la région. »¹⁴⁵ Un leader a cependant été désigné à plusieurs reprises comme une figure clé du marché : « Dogo Gide est le leader le plus impliqué dans l'exploitation minière illégale... »¹⁴⁶

Si les mineurs locaux paient leurs frais de protection en espèces, les mineurs chinois auraient effectué des paiements à la fois en espèces et en armes, selon un universitaire.¹⁴⁷ Selon différentes sources médiatiques, des entreprises chinoises auraient soudoyé des bandits armés pour avoir accès à des sites miniers dans les États de Katsina, Zamfara et Niger.¹⁴⁸ Certaines entreprises minières ont cependant contesté ces allégations. Ming Xin, une entreprise chinoise, aurait par exemple réfuté les accusations de versement de pots-de-vin à Dogo Gide pour accéder à des sites miniers dans la communauté de Kurube, dans l'État de Niger. Les autorités locales ont soutenu ses propos.¹⁴⁹ Nous n'avons pas été en mesure de vérifier ces déclarations dans le cadre de cette étude.

Dans la LGA d'Anka, ainsi que sur d'autres sites miniers de l'État de Zamfara, des bandits armés ont commencé à forcer les mineurs à travailler pour eux certains jours de la semaine (en les obligeant à remettre leur butin), les autres jours étant consacrés à l'extraction minière indépendante.¹⁵⁰ Cependant, de nombreux mineurs locaux se sont opposés à cet arrangement, refusant de travailler sur les sites et insistant pour obtenir des paiements directs en espèces à la place. Les bandits armés ont accédé à cette demande, ce qui a incité de nombreux mineurs locaux à reprendre le travail dans les mines contrôlées par les bandits.¹⁵¹ Ainsi, mineurs et bandits sont parvenus à négocier un accord, dans le cadre duquel les premiers ont pu influencer les opérations des seconds.

Fin 2023, des bandits armés ont commencé à prendre le contrôle total de certains sites miniers de Kaduna, expulsant toutes les sociétés minières, même celles affiliées à l'État et les entreprises chinoises, et opérant les mines eux-mêmes. « Certains des bandits

opérant autour de l'axe de Kurega sont impliqués dans l'extraction locale de pierres précieuses et d'argent pour gagner de l'argent », a déclaré un haut responsable d'une association communautaire à Birnin Gwari.¹⁵² Cette nouvelle tendance pourrait traduire une évolution de l'engagement des bandits dans l'industrie de l'or.

Génération de recettes sur les routes

Les routes sont des sources importantes de revenus dans le Nord-Ouest. Les bandits armés tirent des rentes des routes et des autoroutes de deux manières principales : en gérant des entreprises de transport et en extorquant des fonds ou en volant les automobilistes qui transportent en voiture les commerçants vers et depuis les marchés.

Depuis 2022, des bandits armés ont commencé à fournir des services de transport dans certaines parties de Zamfara. La détérioration de la situation sécuritaire et la recrudescence des attaques contre les usagers de la route ont entraîné la suspension des services de transport par les opérateurs privés.¹⁵⁴ L'absence de motos, qui ont cessé d'être un moyen de transport populaire lorsque les bandits ont commencé à les voler en 2014, n'a fait qu'aggraver la situation en matière de mobilité.

Certains bandits ont saisi l'occasion pour se lancer dans le secteur du transport : depuis 2022, Dandela, un chef de bandits connu, met à disposition des camions qui font la navette entre Kango et Bindim, ainsi qu'entre Dangulbi et Magami, dans l'État de Zamfara. Seuls les véhicules de Dandela assurent des services commerciaux et ne sont pas attaqués par les bandits le long des routes. « Si les véhicules ne transportent pas de passagers, ils acheminent des villageois vers la ferme (de Dandela) à Kango », a indiqué un milicien.¹⁵⁵

Là où les groupes armés ont perturbé des axes de transport à cause de la violence constante, ils ont soit comblé le vide laissé en fournissant le service manquant (comme c'est le cas avec Dandela), soit autorisé des acteurs alliés à prendre seuls le relais du transport, en échange d'une somme d'argent, comme cela a été observé dans plusieurs régions du Sahel.¹⁵⁶

À Birnin Gwari, les bandits armés et JAS ont érigé séparément des barrages sur les routes menant aux marchés locaux, tels que le marché d'Udawa, saisissant les récoltes des villageois et bloquant l'accès des commerçants se rendant sur les marchés. JAS contrôle la route à la frontière entre l'Udawa et l'État de Niger, tandis que les bandits armés contrôlent celle qui mène à Lukope, Kucellah Kutere, Manini et Kurega, où ils se livrent à des enlèvements, s'emparent d'objets de valeur et kidnappent des femmes.¹⁵⁷

Compte tenu des réserves d'or considérables dans le Nord-Ouest,¹⁵³ cette industrie offre aux bandits armés un important potentiel de revenus, mais pourrait également attirer d'autres groupes armés, ce qui intensifierait la concurrence pour son contrôle.

Les bandits contraignent ensuite les villageois à acheter les produits de tous les jours qu'ils leur ont volés. Ceux qui résistent peuvent être expulsés de la communauté. Les bandits emploient des commerçants non-bandits pour vendre les biens volés, y compris le bétail, généralement à des prix considérablement réduits. Cette méthode permet de dissimuler l'origine illicite des biens et est également utilisée lorsque la présence des forces de l'ordre ou des milices communautaires restreint l'accès des bandits aux marchés. Au fil du temps, ces marchés se transforment en plaques tournantes du commerce de marchandises illicites.

Les barrages routiers peuvent également être utilisés par les hommes de main, qui volent de l'argent et des téléphones portables aux usagers de la route à l'insu des échelons supérieurs de leur groupe : « Parfois, ces barrages sont dressés par de jeunes bandits qui veulent de l'argent ou des téléphones. On essaie de les empêcher de faire ça maintenant, mais on ne sait pas toujours quand ils vont opérer... », a fait remarquer un membre d'un groupe de bandits.¹⁵⁸ Outre les barrages routiers, ces jeunes bandits peuvent parfois mener des attaques de faible intensité et commettre des vols à l'insu de leurs leaders, ce qui peut potentiellement compliquer les perspectives de négociation de pactes de paix avec les chefs de bandits.

Lorsque les bandits armés se déplacent sous la pression d'opérations militaires, ils dressent des barrages sur les autoroutes et pillent les communautés locales au gré de leurs déplacements (voir figure 14). En plus d'être une source de revenus, les barrages routiers, les attaques et les pillages sont des moyens pour les chefs de bandits d'exprimer leur frustration à l'égard des opérations militaires et des activités des milices. « Des bandits comme Kawaje ont par exemple érigé de nombreux barrages routiers le long de l'axe Magami-Dansadau en réaction aux activités des militaires et des miliciens entre 2021 et 2023 », a déclaré un bandit.¹⁵⁹

Cependant, contrairement à d'autres sources de revenus telles que le vol de bétail et les enlèvements, les barrages routiers ne constituent pas une source importante de financement pour les bandits armés sauf s'ils sont spécifiquement mis en place pour procéder à des enlèvements. Comme nous le verrons dans la section suivante, les bandits armés se tournent de plus en plus vers la taxation des agriculteurs, la saisie des fermes et le travail forcé pour générer des revenus.

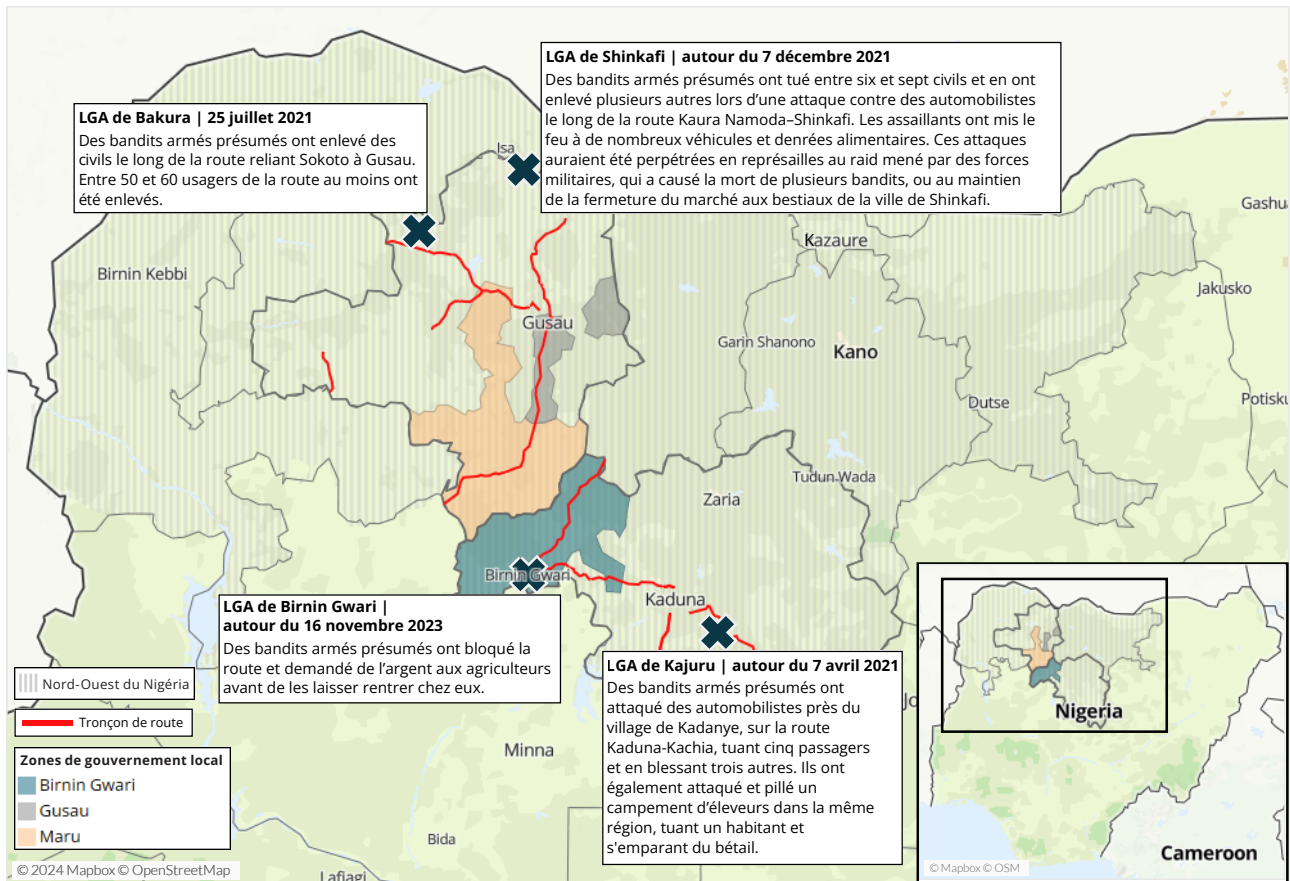


FIGURE 14 Tronçons de route dans les États de Zamfara et de Kaduna, où le banditisme est fortement présent, 2020-2023.
SOURCE : ACLED

Taxation des agriculteurs, saisie des exploitations et travail forcé

Depuis 2021 en particulier, des groupes de bandits dans les régions de Zamfara et de Kaduna prélèvent des taxes auprès des communautés agricoles en échange d'un accès à leurs propres terres. Selon un milicien local de Maru, cette taxe illégitime, comprise entre 5 et 10 millions de nairas (8 033 USD), est requise avant les plantations et un prélèvement du même montant est exigé ultérieurement pendant la récolte.¹⁶⁰ Cependant, même ceux qui se plient à ces paiements ne sont pas nécessairement à l'abri de la violence : certains agriculteurs qui s'acquittent des taxes restent victimes d'enlèvements, ce qui oblige leurs proches à « vendre toute la récolte pour payer les demandes de rançon ».¹⁶¹

Les taxes prélevées auprès des communautés agricoles constituent une source de revenus importante pour les bandits armés. De nombreuses communautés à Gusau, Maru et Birnin Gwari paient actuellement des taxes. Les sommes demandées peuvent être élevées et exigées soudainement. En cas de non-paiement, les représailles sont toujours sévères. En mai 2023, trois communautés de Birnin Gwari (Sabon Layi, Tashar Keji et Ruwan Rana) ont dû faire face à une taxe de 10 millions de nairas (8 033 USD)¹⁶² imposée par des bandits armés.¹⁶³ En juin 2022, les agriculteurs de Birnin Gwari auraient

versé plus de 400 millions de nairas en taxes pour accéder à leurs propres fermes.¹⁶⁴

Si ces taxes ne sont pas versées, les agriculteurs se voient refuser l'accès à leurs terres et être victimes de violences, y compris d'attaques mortelles. En juillet 2022, des bandits sous la direction d'un chef appelé Damina ont tué 16 membres des communautés Dangulbi et Kango dans la LGA de Maru, dans l'État de Kaduna, parce que les communautés n'avaient pas payé une taxe de 5 millions de nairas (4 016 USD) imposée une semaine auparavant.¹⁶⁵ La violence constante perpétrée contre les communautés qui enfreignent ces règles incite ces dernières à s'acquitter des taxes demandées.

À partir de 2021, au lieu d'imposer des taxes aux agriculteurs, les bandits armés ont commencé à saisir leurs exploitations. Les bandits s'emparent d'abord des terres par la force, puis les cultivent en recourant au travail forcé (ils obligent les villageois à nommer un certain nombre de travailleurs), essentiellement parmi les villageois locaux. Selon un dirigeant de la communauté Bingi de Maru, « ils s'emparent des fermes et obligent les propriétaires à leur fournir des semences et des insecticides, à défricher les terres, à planter, à récolter les cultures et à les livrer chez les bandits. »¹⁶⁶

Bien que les communautés de Maru aient observé cette tendance émergente pour la première fois en 2021, elle est devenue de plus en plus présente et s'est étendue à d'autres régions de Katsina et de Kaduna. Les gens sont parfois emmenés par camions vers les fermes, où ils plantent, désherbent, pulvérisent et récoltent les cultures. Selon les villageois, les conditions de travail sont très dures : les travailleurs ne sont ni nourris ni payés et sont constamment battus lorsqu'ils montrent des signes d'épuisement. Les villageois qui ont conservé une partie de leurs terres déclarent alterner ces tâches avec le travail sur leurs propres fermes.

La taxation des terres agricoles et leur culture directe par le travail forcé permettent aux groupes de bandits de nourrir leurs membres et leur assurent une source centrale de revenus. Ces sources de revenus impliquent des formes de gouvernance et se retrouvent principalement dans les régions que les bandits armés ont davantage de contrôle. Dans les régions où ils ont recours à des méthodes de financement plus agressives, telles que le vol de bétail, le vol à main armée et les enlèvements, les bandits exerceraient un moindre contrôle.



GOUVERNANCE

Pour les besoins du présent rapport et de la série plus large sur les économies illicites et les groupes armés, la gouvernance par les groupes armés non-étatiques est conceptualisée comme la régulation du comportement des habitants, la fourniture de services et le contrôle des finances et des économies locales.¹⁶⁷ Selon la classification habituelle, quoi que quelque peu contestée, les groupes de bandits nigériens sont des groupes criminels plutôt que des groupes politiques ou insurgés. On considèrera donc les définitions de la gouvernance criminelle fournies par Benjamin Lessing : il y a gouvernance criminelle lorsque la vie, les routines et les activités d'une population sont influencées par des règles ou des codes imposés par une organisation criminelle.¹⁶⁸ Selon les analyses de Lessing, la simple extorsion, sans imposition de règles et de codes aux populations, ne peut être qualifiée de gouvernance criminelle.

Bien que les groupes de bandits soient trop hétérogènes pour que l'on puisse tirer des conclusions générales sur leur « gouvernance », l'étude du comportement d'un certain nombre de groupes de bandits dans les zones considérées montre que les groupes adoptent certains comportements relevant de ces formes de gouvernance dans leurs interactions avec les communautés, principalement en régulant les comportements et en contrôlant les économies locales. Ces comportements sont trop souvent ignorés car les principaux objectifs des bandits sont généralement axés sur la génération de revenus, la fourniture de services ou de « gouvernance » étant des effets collatéraux.

Les bandits façonnent l'ordre local en interdisant aux communautés de fournir aux forces de l'État des renseignements sur leurs activités, sous peine de violentes répercussions (pillages, attaques et enlèvements d'habitants, notamment) pour les communautés qui enfreignent cette règle.¹⁶⁹ Entre 2020 et 2023, l'ACLED a enregistré au moins 16 incidents au cours desquels des communautés ont été prises pour cible pour avoir aidé les forces de sécurité dans l'État de Kaduna et de Zamfara.¹⁷⁰ Les bandits ont recours à des informateurs, infiltrés au sein des communautés locales, ce qui facilite de telles représailles. De ce fait, les communautés ne divulguent que rarement des informations sur les activités des bandits.¹⁷¹

Dans certains cas, les groupes de bandits ont également imposé d'autres codes de conduite aux communautés, qui semblent directement liés à leurs alliances avec des organisations extrémistes violentes. Des membres de la communauté ont ainsi signalé que le chef de bandits Dogo Gide, proche d'Ansaru pendant un temps, a interdit la vente d'alcool et de drogues illicites dans certaines communautés de Dansadua dans l'État de Zamfara.¹⁷²

Bien que nombre de groupes de bandits soient censés fournir des services de protection, ceux-ci n'ont généralement qu'un effet limité dans la pratique. De même, lorsqu'un groupe de bandits assure des services de transport, il le fait dans un but explicitement lucratif. À Dandalla (Zamfara), Kachalla Kawaje, un chef de bandits qui aurait été tué lors d'un affrontement avec les forces de l'État en décembre 2023, était à l'inverse réputé protéger les droits des commerçants contre les excès des membres de son groupe.¹⁷³

Kawaje a créé un environnement au sein duquel les commerçants locaux se sont sentis en sécurité et protégés. Un ancien membre du groupe de Kawaje a indiqué que ce dernier avait instauré un climat où « les propriétaires de magasins pouvaient affronter en toute confiance un bandit qui leur devait de l'argent, même s'il était armé d'un fusil ou d'un lance-roquette ».¹⁷⁴

Bien que les groupes de bandits de Maru aient imposé des restrictions de mouvement aux communautés qu'ils contrôlent, nous n'avons pas documenté de tels comportements dans d'autres régions. À Maru, des groupes de bandits ont limité les déplacements ou empêché les populations de se rendre au marché à certains moments : « Ils bloquent également les routes menant aux marchés locaux, prennent les récoltes aux commerçants et empêchent les villageois de se rendre à Udawa pour faire du commerce... ils décident de ce qui sort et de ce qui entre dans la région. »¹⁷⁵ Dans certains cas, les villageois sont autorisés à se rendre au marché pendant quelques heures à condition de respecter une heure de retour.¹⁷⁶ Bien que leur motivation ne soit pas claire, il semblerait que les bandits souhaitent empêcher les communautés de contacter les forces de sécurité de l'État et de partager des informations avec elles, ainsi que dépouiller les commerçants de leurs biens.

Le chef de bandit Kachalla Turji a parfois été mentionné comme un exemple de bandits fournissant un certain degré de gouvernance. Ses actions restent toutefois axées sur l'extraction de revenus. En 2021, par exemple, à l'arrivée de Turji dans l'État de Sokoto,¹⁷⁷ les chefs de village de la région ont fui avec d'autres habitants, laissant derrière eux des hommes et des femmes âgés, trop fragiles pour s'enfuir. Turji a nommé chefs de village certains des hommes âgés. Traditionnellement, dans le Nord-Ouest et dans d'autres régions du Nigéria, les chefs de village endossent des fonctions de gouvernance, assurant la résolution des conflits locaux, la présidence des réunions de village et la prise de décisions en matière de sécurité. Les chefs de village nommés par Turji se seraient cependant concentrés sur la collecte d'impôts et de taxes, sans remplir ces autres fonctions de gouvernance.

Les groupes de bandits adoptent clairement certains comportements (mais toutefois peu nombreux) pouvant relever de la « gouvernance ». Dans la plupart des cas, les bandits réglementent les comportements et contrôlent les marchés dans le but d'extraire plus efficacement des revenus et de minimiser les frictions avec les communautés de façon à faciliter leurs opérations. Certains de ces comportements de « gouvernance » peuvent cependant rendre les ordres des bandits plus attrayants aux yeux des communautés, les bandits endossant un rôle de régulateurs des opportunités économiques, notamment dans les zones d'extraction d'or.

Limiter les frictions avec les civils est indispensable lorsque les bandits ont besoin de l'aide de la population locale pour générer des revenus, comme c'est le cas sur les sites d'extraction minière artisanale où les bandits ont parfois changé de comportement face à la résistance des mineurs. C'est ce qui s'est passé dans la LGA d'Anka, comme nous l'avons vu dans la section sur l'extraction minière de

l'or ci-dessus. La nature du mécanisme d'extraction des revenus détermine donc également l'équilibre entre les comportements coercitifs et coopératifs, l'extraction minière artisanale s'orientant généralement vers ces derniers.

La littérature sur les groupes rebelles et insurgés suggère que les groupes armés sont moins enclins à s'engager dans la gouvernance lorsqu'ils ont des objectifs à court terme et font face à la concurrence d'autres acteurs armés, que lorsqu'ils poursuivent des objectifs à long terme et qu'aucune concurrence substantielle n'enlève.¹⁷⁸ Le nombre élevé de groupes de bandits opérant dans le Nord-Ouest s'accompagne d'une concurrence intense et dynamique entre ces différents groupes. C'est probablement, avec d'autres facteurs plus

communément identifiés liés à un manque de motivations explicitement politiques, l'une des raisons pour lesquelles les groupes de bandits s'investissent peu dans la gouvernance. Cet environnement opérationnel fragmenté et intensément concurrentiel crée également des conditions propices à des niveaux de violence extrêmement élevés, comme on a pu le constater dans le Nord-Ouest. Les comportements des bandits nigériens couvrent un éventail allant de la prédation au contrôle, à la coopération, voire à la gouvernance. L'analyse de la position des groupes armés vis-à-vis de cet éventail nécessite une approche nuancée qui distingue les activités « criminelles » des activités « politiques ».

Options de réponses communautaires : pactes de paix

Des groupes de bandits ont conclu des « pactes de paix » avec les communautés locales qui, pour certaines, se sont senties obligées de les accepter car les interventions menées pour préserver la sécurité n'avaient pas permis de mettre fin aux attaques. Par exemple, dans le village de Randagi/Kakangi à Birnin Gwari, les interventions des forces de sécurité ont temporairement repoussé les bandits hors du village, mais ces derniers ont par la suite exercé des représailles en guise de punition.¹⁷⁹

D'autres communautés ont conclu des accords de paix après avoir perdu la bataille contre les groupes de bandits. Un habitant de Tabanni, dans l'est de Birnin Gwari, a déclaré :

Avant, notre communauté avait l'habitude d'affronter les bandits, mais ces derniers ont identifié et tué tous les héros du village. Cela nous a affaiblis et nous ne comptons plus que sur l'intervention de Dieu. Nous avons entamé des négociations de paix avec les bandits, mais la situation n'a pas changé.¹⁸⁰

À la suite des accords de paix, les bandits cherchent souvent à recruter au sein des communautés. Le secrétaire d'une association pour le développement de Birnin Gwari, Birnin Gwari Emirate Progressives Union, un groupe qui se présente comme un groupe de pression, a déclaré :

Les bandits peuls de la région de Kakangi ont conclu un accord de paix avec la communauté qui leur donne accès aux marchés des villages où ils peuvent se mêler à la population locale. Ils peuvent ainsi recruter facilement davantage de membres car ils offrent beaucoup d'argent aux villageois.¹⁸¹

Dans certains cas, les chefs religieux et communautaires jouent un rôle de médiateur dans la conclusion d'accords de paix avec les groupes de bandits armés. Par exemple, en 2021, plus de 500 bandits armés de Kaduna et des dirigeants de l'État ont conclu un accord de paix facilité par un éminent chef religieux islamique, le sheikh Ahmad Gumi, à Sabon Garin Yadi, afin de mettre un terme à la violence dans la région. Gumi a demandé au gouvernement

d'accorder une amnistie aux bandits en échange de la paix.¹⁸² De même, en novembre 2021, un groupe de bandits armés de l'État de Zamfara a conclu un accord de paix avec l'émirat Dan Sadau à Maru, permettant aux agriculteurs de reprendre leurs activités et aux autres habitants de poursuivre leurs activités quotidiennes.¹⁸³

Toutefois, ces pactes de paix se sont souvent révélés non viables. Une des raisons réside dans la décentralisation des bandits armés : un pacte de paix passé avec un chef de bandits n'empêche pas un autre chef de bandits d'attaquer une communauté. Ces pactes n'empêchent pas non plus les soldats d'opérer à l'insu de leurs chefs, en bloquant les routes et en orchestrant éventuellement des vols de faible envergure. Bien que la littérature ait démontré que l'exclusion de certains groupes des pactes de paix ne voue pas nécessairement ces accords à l'échec et qu'une « paix partielle » est possible, les accords au coup par coup avec les groupes de bandits ont, dans la pratique, généralement conduit à une baisse des violences instable et limitée à certains secteurs géographiques.¹⁸⁴

Les bandits sont également revenus à maintes reprises sur des pactes de paix lorsqu'ils soupçonnaient les communautés de coopérer avec les forces de sécurité de l'État et ont rompu des accords sans raison précise. Par exemple, des bandits ont mis fin à un pacte avec une communauté de Birnin Gwari en 2022. Selon un habitant, « ils ont enlevé des villageois de Gagumi et de Sabon Layi et se sont rendus à Kakangi pour attendre le paiement de la rançon », alors même qu'un accord avec les communautés ciblées était en vigueur.¹⁸⁵

La fragmentation du paysage du banditisme armé constitue dans une certaine mesure un obstacle au pouvoir des groupes qui, distraits par leurs propres affrontements, ne mettent leurs ressources en commun qu'en de rares occasions. Cela complique également toute tentative de négociation avec les chefs de groupe, car ces derniers ne sont pas en mesure de contrôler l'ensemble des bandits armés. Bien que les pactes de paix ne durent généralement pas, les communautés sont contraintes d'y recourir en l'absence d'autres réponses plus efficaces.



CONCLUSION

Les bandits armés constituent actuellement la principale menace pour la sécurité dans le Nord-Ouest du Nigéria. Les approches des bandits en matière d'extraction de revenus ont considérablement évolué depuis leur apparition en 2011. Ils s'efforcent intelligemment de maximiser les flux de revenus et de pérenniser leurs activités. Ils ont ainsi pu résister aux interventions militarisées en cours. À l'avenir, l'agriculture et le secteur de l'extraction minière artisanale d'or devraient rester des sources de financement stables. Si la recrudescence des enlèvements massifs tels que ceux observés en février 2024 se confirme, ils pourraient également devenir une source considérable de revenus et d'instabilité.

En dépit de leur fragmentation interne et de luttes intestines, les groupes de bandits font preuve d'une grande capacité de collaboration, qui permet aux chefs de bandits de recruter et de mobiliser un grand nombre de combattants. Certaines attaques de bandits survenues récemment dans les États de Kaduna et de Zamfara étaient en effet le fruit d'une collaboration entre deux ou plusieurs gangs armés. Leurs zones géographiques d'opération se chevauchant de plus en plus, on note davantage de signes de collaboration et de compétition entre certains groupes de bandits et des groupes extrémistes violents comme JAS et Ansaru. Bien que ces alliances n'aient été que temporaires, les possibilités existantes de collaboration entre les bandits et les groupes extrémistes violents constituent une source d'inquiétude croissante.

Recommandations

Réponses en matière de sécurité

■ Perturber la communication et la collaboration entre les groupes de bandits

La communication entre les différents chefs de groupes de bandits est essentielle à la collaboration entre ces groupes, une collaboration qui à son tour renforce la résilience des bandits et leur capacité à lancer des attaques à grande échelle. L'interruption et l'interception de ces communications devraient donc être une priorité dans les réponses élaborées. Plutôt que de mettre en œuvre des mesures générales, telles que la suspension des services GSM et Internet dans toute la région, qui ont eu des répercussions importantes sur les communautés, les autorités devraient se concentrer sur l'interception des communications entre les chefs de bandits, afin

Si l'intensification des campagnes aériennes a permis de réduire la violence à court terme dans certaines régions, un renforcement durable de la sécurité dans le Nord-Ouest reste difficile à assurer. Les accalmies de courte durée, durement gagnées grâce aux opérations militaires, doivent être mises à profit pour assurer la sécurité à long terme et fournir des services aux communautés, afin d'empêcher les bandits de revenir rapidement et de mener des représailles contre les communautés soupçonnées d'avoir collaboré avec l'État. Dans ce cadre, les réponses doivent également prendre en compte la manière de démobiliser les informateurs infiltrés dans les communautés locales, qui jouent un rôle crucial dans la résilience et la résistance des groupes de bandits armés en leur fournissant des informations sur les cibles potentielles et les mouvements des forces de l'État et des milices.

Dans un contexte de prédation continue envers les communautés et d'un investissement limité des bandits dans la gouvernance pour renforcer leur légitimité, l'État peut proposer un système de gouvernance préférable aux ordres imposés dans les territoires sous l'influence de bandits. Cependant, il est essentiel de reconsidérer le positionnement de l'État là où les communautés préfèrent obéir aux ordres des bandits. Dans le Nord-Ouest du Nigéria, sont principalement concernées les zones minières, où il est jugé préférable de continuer l'exploitation minière sous l'autorité des bandits plutôt que de respecter les interdictions de l'État en matière d'activité minière.

de recueillir des informations cruciales pour anticiper les attaques futures et permettre la perturbation des lignes de communication essentielles.¹⁸⁶ Le Département des services d'État (agence de sécurité) peut collaborer avec les fournisseurs de services GSM pour repérer ces canaux et intercepter les communications en minimisant les dommages collatéraux et en évitant les réactions négatives des communautés. Certaines organisations extrémistes violentes, comme le JNIM, sont connues pour gérer les canaux de communication de manière sophistiquée, ce qui empêche le traçage. La collaboration croissante entre les bandits et ces groupes pourrait se traduire par un partage d'équipements et de techniques de communication, obstacle supplémentaire au traçage et à la perturbation des canaux de communication.

■ Prévenir l'extorsion pendant les saisons de plantation et de récolte

Les effectifs des forces de sécurité de l'État doivent être renforcés pendant la saison agricole, entre avril et juin, et pendant la récolte, entre octobre et novembre, afin d'empêcher les extorsions et l'imposition de taxes aux agriculteurs, qui financent le banditisme armé. La reconnaissance du caractère saisonnier de ces activités criminelles et la mise en œuvre de mesures de sécurité ciblées sont un moyen de perturber les systèmes de soutien économique du banditisme armé.

■ S'attaquer simultanément aux différentes économies licites et illicites dont les bandits tirent des rentes

Les réponses doivent s'appuyer sur une approche pluridimensionnelle, en s'attaquant simultanément à toutes les économies illicites auxquelles participent les bandits. Se contenter de cibler une source de revenus à la fois est inefficace, car les bandits peuvent facilement se tourner vers une autre source. En cherchant à cibler un plus large éventail d'économies illicites et licites dont les bandits armés tirent des rentes, les autorités pourraient perturber plus efficacement leurs sources de revenus sur le long terme, réduisant ainsi le caractère rentable du banditisme armé et affaiblissant in fine ses capacités.

Réponses de résilience communautaire

■ Fournir des moyens de subsistance alternatifs aux communautés et individus vulnérables

Des précédents montrent que les communautés privées de leurs moyens de subsistance en raison d'une instabilité accrue sont particulièrement exposées au recrutement dans les groupes de bandits et à l'adoption du rôle d'informateurs. Sont notamment pris pour cible les populations déplacées de force pour fuir la violence des bandits ainsi que les éleveurs dépouillés de leurs troupeaux. Il est essentiel de donner la priorité à ces communautés vulnérables en leur fournissant des moyens de subsistance alternatifs, notamment en les aidant à se lancer dans l'agriculture (dans la mesure où des terres sont disponibles), afin d'éviter qu'elles ne recourent au banditisme armé.

■ Lutter contre les informateurs

Reconnaître le rôle des informateurs dans le maintien du banditisme armé et mettre en œuvre des programmes de sensibilisation et des projets générateurs de revenus pour dissuader les groupes vulnérables de devenir des informateurs. Simultanément, démanteler les réseaux d'informateurs existants grâce à une collecte efficace de renseignements et à la mise en œuvre d'actions policières ciblées. La perturbation du recrutement d'informateurs et du soutien durable qu'ils apportent aux groupes de bandits ne devrait pas reposer uniquement sur des interventions de maintien de l'ordre, mais sur des programmes de résilience communautaire plus larges, tels que la sensibilisation aux préjudices causés par les informateurs et le ciblage des groupes vulnérables afin de leur offrir d'autres moyens de subsistance.

■ Intensifier la collecte de renseignements en menant des approches collaboratives avec les communautés locales

La collecte de renseignements doit viser à perturber les activités des bandits, y compris le prélèvement de taxes et le contrôle des

économies illicites, en se concentrant sur les domaines où les communautés subissent le plus de dommages. Les mesures prises actuellement sont surtout militaires et visent à contrer les actes violents commis par les bandits au sein des économies illicites. Les activités non violentes menées par ces bandits, telles que l'imposition de taxes et le contrôle de certaines parties des chaînes d'approvisionnement légales et illégales, sont cependant négligées. Il est essentiel que les méthodes de collecte de renseignements atténuent les risques de représailles, qui sont fréquentes lorsque les bandits ont identifié des communautés partageant des informations avec l'État. Les autorités publiques doivent en faire une priorité.

Réponses réglementaires

■ Formaliser le secteur de l'extraction minière artisanale d'or

Éviter d'imposer des interdictions au secteur minier, encourager et faciliter la formalisation des activités d'extraction minière artisanale d'or pour éviter d'aliéner les communautés minières et de les encourager à apporter leur soutien aux groupes de bandits. Cela peut passer par l'enregistrement des mineurs et la mise en place de mesures de sécurité dans les mines d'or, afin de réduire les sources de revenus des bandits armés et de minimiser les possibilités de recrutement. Comme le soulignent les recherches menées par la GI-TOC, la formalisation du secteur de l'extraction minière artisanale d'or passe par le renforcement des organismes nationaux de réglementation et l'amélioration de la coordination régionale de façon à assurer une surveillance cohérente et efficace du secteur.¹⁸⁷

■ Mettre en place un système de supervision des groupes d'autodéfense

Les actions non réglementées des justiciers locaux (les Yan Sakai) ont joué un rôle clé dans le recrutement des bandits. S'attaquer à ce cycle de représailles est essentiel. Tout engagement avec les groupes d'autodéfense devrait par conséquent passer par le respect de l'éthique des droits fondamentaux de l'homme et de l'État de droit, et les dirigeants des groupes d'autodéfense devraient prendre position contre les exécutions extrajudiciaires, afin d'atténuer le cycle des attaques en représailles. Il appartient à l'État de prendre des mesures pour mettre fin à l'impunité généralisée des groupes d'autodéfense, en publiant dans la presse les cas où ils ont dû rendre des comptes. Renforcer les mécanismes de contrôle des groupes d'auto-défense par la communauté et la société civile devrait être une priorité. Les organes de contrôle civil devraient s'appuyer sur différents canaux d'autorité. Les fonctions de gouvernance peuvent par exemple être réparties entre les chefs coutumiers (rôle de contrôle des recrues potentielles), la police locale (surveillance opérationnelle) et les gouvernements locaux (soutien financier). Ce serait un pas vers l'atténuation de la personnalisation du pouvoir, la régulation des groupes d'autodéfense et la limitation des risques de voir les mécanismes de contrôle devenir des extensions des réseaux clientélistes ou être politisés à l'excès par les représentants de l'État. Les chefs coutumiers et les autorités traditionnelles doivent jouer un rôle important dans les comités de surveillance des groupes d'autodéfense, en liant ces groupes aux structures de contrôle existantes.

NOTES

- 1 Dans le présent rapport, le terme « bandits armés » fait référence de manière générale aux groupes armés criminels basés en milieu rural qui opèrent principalement dans le Nord-Ouest du Nigéria, avec une présence croissante dans certaines parties des régions du Centre-Nord et du Sud-Ouest. Ces bandits se livrent à diverses activités illicites telles que le vol de bétail, les enlèvements contre rançon, le vol à main armée et l'extorsion des communautés agricoles et minières, la violence meurtrière étant leur principale tactique. Les groupes de bandits armés sont identifiés par le nom du chef de bande ou leur localisation géographique.
- 2 « D'une manière générale, les bandits du Nigéria sont des gangs ruraux qui se livrent à des activités criminelles telles que le vol de bétail, le pillage de villages, l'extorsion des communautés locales et les enlèvements contre rançon. Le banditisme est répandu dans tout le pays, mais c'est dans le Nord-Ouest, en particulier dans l'État de Zamfara, qu'il s'est le plus développé au cours de la dernière décennie. » Voir James Barnett, Murtala Ahmed Rufa'i et Abdulaziz Abdulaziz, *Northwestern Nigeria: A jihadization of banditry, or a "banditization" of Jihad?*, CTC Sentinel, 15, 1 (2022); « Le banditisme est une forme de criminalité organisée qui implique l'enlèvement, le vol à main armée, le vol de bétail, le meurtre, le viol et l'exploitation des ressources environnementales ». Voir Tope Shola Akinyetun, *Banditry in Nigeria: Insights from situational action and situational crime prevention theories*, ACCORD, 15 mars 2022.
- 3 Suivi et analyse des données ACLED.
- 4 Ibid.
- 5 Oluwole Ojewale, *The bandits' world: recruitment strategies, command structure and motivations for mass casualty attacks in northwest Nigeria*, Small Wars & Insurgencies, 35, 2 (2024).
- 6 Pour refléter ce chevauchement, l'ensemble des données enregistrées par l'ACLED sur la « violence politique » inclut désormais certains groupes traditionnellement qualifiés de criminels. Voir ACLED, *Gang violence: Concepts, benchmarks, and coding rules*, 2 novembre 2023 ; pour en savoir plus sur la distinction entre violence criminelle et politique, voir Nicholas Barnes, *Criminal politics: An integrated approach to the study of organized crime, politics, and violence*, Perspectives on Politics, 15, 4 (2017).
- 7 Kingsley L Madueke et al., « Ne venez pas voter » gangs, élections, violence politique et criminalité à Kano et Rivers (Nigéria), GI-TOC, octobre 2023.
- 8 Lucia Bird et Lyes Tagziria, Criminalité organisée et dynamiques d'instabilité : Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022.
- 9 Daily Trust, *How banditry started in Zamfara*, 10 septembre 2021.
- 10 Murtala Ahmed Rufa'i, "I am a bandit": A decade of research in Zamfara State bandit's den, série de séminaires de l'université Usmanu Danfodiyo de Sokoto, 9 septembre 2021.
- 11 Olayemi Akinwumi, *Princes as highway men: A consideration of the phenomenon of armed banditry in precolonial Borgu*, Cahiers d'études africaines, 162 (2001) 333-350.
- 12 Kingsley L Madueke, *Driving destruction: Cattle rustling and instability in Nigeria*, GI-TOC, janvier 2023.
- 13 Frederick Lugard établit le protectorat du Nigéria du Nord à Ida, Kogi, le 1^{er} janvier 1897, sur la base du traité de Berlin de 1885. Ce traité accorde à la Grande-Bretagne le contrôle du nord du Nigéria, étendant ainsi l'influence qu'elle exerce déjà sur le sud du pays. Un conflit s'ensuit avec le califat de Sokoto, conduisant à la conquête de régions clés telles que Kabba, Kotogora et Illorin. En février 1903, Kano, le bastion de l'émirat de Kano, est saisi, suivi de Sokoto et d'une grande partie du califat. Le 13 mars 1903, la Grande Choura du Califat de Sokoto cède aux exigences de Lugard, marquant ainsi le début de la domination coloniale dans le nord du Nigéria. Voir : Umar Zubairu, Mohammed Auwalu et Adamu Babayo Usman, *British colonial conquest and population movement in Northern Nigeria 1897-1903*, Wukari International Studies Journal, 6, 1 (2022).
- 14 John Sunday Ojo, Samuel Oyewole et Folahanmi Aina, "Forces of terror: Armed banditry and insecurity in North-west Nigeria", *Democracy and Security*, 19, 4 (2023); Abdulyakeen Abdulrasheed, *Armed banditry and human security in North Western Nigeria: The impacts and the way forward*, Journal of Humanities Social and Management Sciences, 1, 1 (2021).
- 15 Kingsley L Madueke, *Driving destruction: Cattle rustling and instability in Nigeria*, GI-TOC, janvier 2023.
- 16 Ibid.
- 17 Entretien avec un chef de milice à Maru, 23 juin 2023.
- 18 Alexandre Bish et al., *The crime paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria*, GI-TOC, avril 2022.
- 19 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Dans le nord-ouest du Nigéria, les violences perpétrées par les groupes de bandits se sont tellement amplifiées que les tueries rivalisent désormais avec celles qui ont lieu dans l'État de Borno, où les groupes extrémistes exercent leur emprise, bulletin de risque – numéro 1, GI-TOC, septembre 2021.
- 20 Alexandre Bish et al., *The crime paradox: Illicit markets, violence and instability in Nigeria*, GI-TOC, avril 2022.
- 21 Kingsley L Madueke, *Driving destruction: Cattle rustling and instability in Nigeria*, GI-TOC, janvier 2023.
- 22 Ibid.

- 23 Kingsley L Madueke, *Driving destruction: Cattle rustling and instability in Nigeria*, GI-TOC, janvier 2023 ; Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Dans le nord-ouest du Nigéria, les violences perpétrées par les groupes de bandits se sont tellement amplifiées que les tueries rivalisent désormais avec celles qui ont lieu dans l'État de Borno, où les groupes extrémistes exercent leur emprise, bulletin de risque – numéro 1, GI-TOC, septembre 2021.
- 24 Entretien avec des habitants de Wonaka et Mada, Zamfara, juin 2023.
- 25 Entretien avec le président d'une milice locale, Zamfara, 16 juin 2023.
- 26 Aliyu Dahiru, *Ansaru radicalising communities in Northwest Nigeria*, HumAngle, 21 juillet 2022.
- 27 Après la première attaque majeure à Dansadau en 2011, l'émir du district a attribué la détérioration de la situation en matière de sécurité à l'absence du moindre poste de police dans toute la ville de Dansadau.
- 28 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Dans le nord-ouest du Nigéria, les violences perpétrées par les groupes de bandits se sont tellement amplifiées que les tueries rivalisent désormais avec celles qui ont lieu dans l'État de Borno, où les groupes extrémistes exercent leur emprise, bulletin de risque – numéro 1, GI-TOC, septembre 2021.
- 29 Ibid.
- 30 Entretien avec un habitant du village de Tabanni, Birnin Gwari, 12 avril 2023.
- 31 Dogo Gide est l'un des principaux chefs de bandits du Nord-Ouest du Nigéria. Il aurait plus de 1 000 membres de gangs sous ses ordres. Voir aussi : Kingsley L Madueke, *Driving destruction: Cattle rustling and instability in Nigeria*, GI-TOC, janvier 2023.
- 32 Entretien avec un fonctionnaire de l'État de Kaduna, Kaduna, 10 juin 2023.
- 33 Entretien avec un journaliste, Kaduna, 26 mars 2024.
- 34 Yusha'u A Ibrahim, *Residents flee 10 Zamfara communities after bandits' threats*, Daily Trust, 18 janvier 2024.
- 35 ACLED et GI-TOC, Groupes armés non étatiques et économies illicites en Afrique de l'Ouest Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), octobre 2023 ; Therese Anders, *Territorial control in civil wars: Theory and measurement using machine learning*, *Journal of Peace Research*, 57, 6 (2020).
- 36 Lucia Bird et Lyes Tagziria, Criminalité organisée et dynamiques d'instabilité : Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, septembre 2022 ; Flore Berger, La menace silencieuse : Les enlèvements au Burkina Faso, GI-TOC, mars 2023 ; Kingsley L Madueke, *Driving destruction: Cattle rustling and instability in Nigeria*, GI-TOC, janvier 2023.
- 37 La violence non physique et les menaces de violence (y compris le recours au travail forcé) ne sont pas prises en compte dans l'ensemble des données de l'ACLED.
- 38 Kars de Bruijne et Clara Gehrling, *Dangerous liaisons: Exploring the risk of violent extremism along the border between Northern Benin and Nigeria*, Clingendael Institute (non publié).
- 39 Godwin Isenyo, *Security operatives feared killed by Kaduna terrorists*, Punch, 10 janvier 2023.
- 40 Adeniyi Salaudeen, *Seven soldiers feared dead as bandits attack Zamfara community*, Channels TV, 25 juillet 2023.
- 41 Ahmed Kingimi, *Armed gang attack military camp, village in Nigeria's northwest*, Reuters, 15 janvier 2024.
- 42 L'ACLED enregistre un total de 785 affrontements avec des groupes de bandits et 177 frappes aériennes et de drones entre 2018 et 2023.
- 43 Tous les chefs des forces de sécurité et de renseignement ont été remplacés. Les changements se sont également étendus à divers commandants d'unités militaires engagées dans des opérations contre des bandits armés et d'autres groupes armés. En outre, certains bandits armés auraient été engagés pour commettre des violences liées aux élections. Toutefois, des données pour étayer ces faits n'ont pas été recueillies dans le cadre de cette recherche.
- 44 Suivi et analyse des données ACLED.
- 45 Par exemple, en décembre 2021, le gouverneur de Sokoto a déclaré que les opérations militaires menées dans l'État de Zamfara avaient poussé des bandits armés vers Sokoto. Voir Egunoluwa Olafusi, *Tambuwal: Military operation in Zamfara making Sokoto vulnerable to bandits' attacks*, The Cable, 11 décembre 2021.
- 46 Suivi et analyse des données ACLED.
- 47 « Le parc national de Kamuku inclut cinq États du nord, Kaduna, Katsina, Niger, Zamfara et Kebbi, même si une grande partie de la forêt est située dans la LGA de Birnin Gwari à Kaduna. Avec une superficie totale d'environ 1 121 kilomètres carrés, Kamuku s'étendrait aux LGA de Chikun, Kajuru et Giwa dans l'État de Kaduna. Les forêts de Kuduru étant également situées à l'ouest de la LGA de Birnin Gwari, les communautés ont été confrontées au fil des ans à certaines des attaques les plus effroyables. » Voir Daily Trust, *Things you need to know about forests 'governed' by bandits, Boko Haram*, 27 février 2021.
- 48 Maryam Abdullahi, *Troops 'kill bandits behind abduction of Greenfield University students' in Kaduna*, The Cable, 22 février 2024.
- 49 Matthew Atungwu, *Notorious bandits' leader, Dogo Gide killed*, Daily Post, 27 mars 2024.
- 50 The Cable, *Is Dogo Gide dead? Here's what we know about how this story went viral*, 9 avril 2024.
- 51 Idayat Hassan, *Nigeria's rampant banditry, and some ideas on how to rein it in*, The New Humanitarian, 8 novembre 2021 ; Daily Trust, *120 bandit gangs operate with 60,000 AK47 rifles in 6 northern states - Study*, 10 septembre 2021 ; Oluwole Ojewale et Mahmud Malami Sadiq, *Why Nigeria's bandits are recruiting women for gunrunning*, Institut d'études de sécurité, 14 août 2023.
- 52 Entretien avec un chef de milice de la communauté de Wonaka, Maru, 17 juin 2023.
- 53 Murtala Ahmed Rufa'i, *"I am a bandit": A decade of research in Zamfara State bandit's den*, série de séminaires de l'université Usmanu Danfodiyo de Sokoto, 9 septembre 2021.
- 54 Entretien avec un échantillon représentatif de parties prenantes à Kaduna, juin 2023.
- 55 Ibid.
- 56 Entretien avec un bandit armé, Gusau, 30 décembre 2023.

- 57 Murtala Ahmed Rufa'i, *"I am a bandit": A decade of research in Zamfara State bandit's den*, série de séminaires de l'université Usmanu Danfodiyo de Sokoto, 9 septembre 2021.
- 58 Entretiens avec des miliciens, des chefs de communauté et des habitants, Birnin Gwari, avril à juillet 2023.
- 59 Entretien avec un bandit armé à Gusau, 30 décembre 2023.
- 60 Entretien avec un chef de milice à Maru, 23 juin 2023.
- 61 Kingsley L Madueke, *Driving destruction: Cattle rustling and instability in Nigeria*, GI-TOC, janvier 2023.
- 62 Entretiens avec un échantillon de miliciens, de chefs de communautés et de bandits armés, avril à juin et décembre 2023 ; voir également diverses analyses : James Barnett, Murtala Ahmed Rufa'i et Abdulaziz Abdulaziz, *Northwestern Nigeria: A jihadization of banditry, or a «banditization» of Jihad?*, CTC Sentinel, 15, 1 (2022) ; John Sunday Ojo, Samuel Oyewole et Folahanmi Aina, *Forces of terror: Armed banditry and insecurity in North-west Nigeria*, Democracy and Security, 19, 4 (2023).
- 63 Entretien avec un chercheur qui a mené des recherches approfondies sur le banditisme armé à Dansadua, Zamfara, 20 février 2024. Une source a indiqué que les groupes armés les plus importants comptent jusqu'à 2 500 membres, voir : Imrana Buba, *Bandits in Nigeria : how protection payments to militias escalate conflict in the north-west*, The Conversation, 15 août 2023.
- 64 Entretiens à Birnin Gwari, Maru et Gusau, avril à juin 2023.
- 65 Entretiens avec des bandits armés opérant à Zamfara et Kaduna, décembre 2023.
- 66 Brian McQuinn, *Armed-group proliferation: Origins and consequences*, Armed Conflict Survey, 6, 1 (2020).
- 67 Entretiens avec des mineurs locaux, des agriculteurs, des miliciens et des habitants des communautés de Birnin Gwari, Maru et Gusau, d'avril à juin 2023.
- 68 Entretien avec un bandit armé, Gusau, 30 décembre 2023.
- 69 Entretien avec un bandit armé, Birnin Gwari, 21 décembre 2023.
- 70 James Barnett et Murtala Ahmed Rufa'i, A *"Sahelian" or a "Littoral" crisis? Examining the widening of Nigeria's Boko Haram conflict*, Hudson Institute, avril 2023.
- 71 Entretien avec un agriculteur à Kanoma, Maru, 16 juin 2021.
- 72 Yusuf Anka, *'Banditry: Spotlighting gang leaders who turn against one another*, Human Angle, 19 avril 2020.
- 73 Entretien avec un bandit armé à Gusau, 30 décembre 2023.
- 74 Entretien avec un bandit armé qui opère entre les États de Zamfara et de Niger, 21 décembre 2023.
- 75 James Barnett, *The bandit warlords of Nigeria*, New Lines Magazine, 1^{er} décembre 2021.
- 76 Daily Trust, *Hundreds flee as bandits abduct 50, take over Kaduna communities*, 1^{er} août 2022 ; Daily Trust, *ISWAP establishing camps in Zamfara community, govt raises alarm*, 18 octobre 2022 ; Timothy Obiezu, *Nigerian authorities say terror groups are shifting to new bases*, Voice of America, 20 mai 2022.
- 77 Wale Odunsi, *Boko Haram sends bomb makers to Kaduna as ISIS visits ISWAP in Lake Chad*, Daily Post, 27 octobre 2021.
- 78 Musa Umar Bologi, *Niger, Kogi: Terrorists' new haven. What you need to know*, Human Angle, 6 septembre 2022.
- 79 Les interactions entre le groupe du chef de bandits Kachalla Na-Bello et JAS semblent par exemple limitées. Un membre du groupe a précisé que l'unique fois où il avait eu connaissance que son groupe était en contact avec JAS remonte à 2022, lorsque « certains membres de Boko Haram sont venus rencontrer nos dirigeants, notamment Alhaji Ado Aleru, Dan Nigeria et notre Kachalla Na-Bello. Notre Kachalla m'a rapporté qu'ils étaient venus lui demander, ainsi qu'à d'autres chefs opérant dans la région, l'autorisation de traverser nos villages. Nous les avons laissés passer à condition qu'ils ne commettent aucune attaque. » Entretien avec un bandit armé à Gusau, 30 décembre 2023.
- 80 Entretien avec un jeune leader à Birnin Gwari, 6 avril 2023.
- 81 James Barnett et Murtala Ahmed Rufa'i, A *"Sahelian" or a "Littoral" crisis? Examining the widening of Nigeria's Boko Haram conflict*, Hudson Institute, avril 2023.
- 82 Entretien avec un chef de milice, village de Gagumi, Birnin Gwari, 28 avril 2023.
- 83 Entretien avec un chef de communauté à Birnin Gwari, 6 avril 2023.
- 84 Godwin Isenyo, *Two die as bandits, terrorists clash in Kaduna*, Punch, 15 juillet 2022.
- 85 James Barnett et Murtala Ahmed Rufa'i, A *"Sahelian" or a "Littoral" crisis? Examining the widening of Nigeria's Boko Haram conflict*, Hudson Institute, avril 2023.
- 86 Entretien avec un chef de communauté à Birnin Gwari, 6 avril 2023.
- 87 Entretien avec un chef de communauté à Birnin Gwari, 6 avril 2023. Par exemple, des affrontements ont éclaté entre Ansaru et des bandits à Damari, où les insurgés ont tenté de s'imposer. Les combats ont forcé Ansaru à se déplacer vers les forêts autour de Kwasakwasa et Old Kuyello ; Abdulaziz Abdulaziz, *10 months after, 11 Yauri schoolgirls still in captivity*, 7 avril 2022 ; Umar Aminu Yandaki, *Timeline of the Birnin Yauri school kidnapping*, Human Angle, 22 novembre 2022.
- 88 Yakubu Mohammed, *Terrorists fight each other in Nigeria, decimate notorious Dogo Gide's group*, Premium Times, 16 janvier 2024.
- 89 Entretien avec un habitant de Dansadua, Zamfara, 20 octobre 2023 ; entretien avec un chef de communauté, Birnin Gwari, 6 avril 2023. Ceci est corroboré par un chercheur qui a mené des entretiens avec des bandits armés à Dansadua, 20 février 2024.
- 90 James Barnett et Murtala Ahmed Rufa'i, A *"Sahelian" or a "Littoral" crisis? Examining the widening of Nigeria's Boko Haram conflict*, Hudson Institute, avril 2023.
- 91 Ibid.
- 92 La relation entre les deux groupes reste contestée.
- 93 James Barnett et Murtala Ahmed Rufa'i, A *"Sahelian" or a "Littoral" crisis? Examining the widening of Nigeria's Boko Haram conflict*, Hudson Institute, avril 2023.
- 94 Ibid.
- 95 Ibid.
- 96 Entretiens avec des habitants et des miliciens, Maru, avril à juin 2023.
- 97 Entretiens avec des habitants et des miliciens à Birnin Gwari, avril 2023.

- 98 Yusuf Anka, *Are Nigeria's bandits a new Boko Haram cell or rival 'terrorists'?*, Al Jazeera, 19 avril 2022.
- 99 Suivi et analyse des données ACLED.
- 100 BBC News Pidgin, *Nigeria military confirm Islamic State of West Africa Province, ISWAP presence for Zamfara*, 12 juillet 2022 ; Aliyu Dahiru, *ISWAP rebrands, expands scope of operations*, Human Angle, 1^{er} octobre 2022 ; Yusuf Anka, *Military says it bombed ISWAP positions in Zamfara, 'It could be ANSARU'*, Human Angle, 12 juillet 2020. À la suite d'une série de frappes aériennes dans la forêt de Kuyanbana en juillet 2020, l'armée nigériane a déclaré avoir détruit une position opérationnelle d'ISWAP. Un officier militaire a toutefois déclaré aux journalistes qu'il s'agissait probablement d'une position d'Ansaru ; Abdulkareem Haruna, *Many killed as troops repel ISWAP attack on military base in North West Nigeria*, Human Angle, 27 septembre 2021.
- 101 James Barnett et Murtala Ahmed Rufa'i, *A "Sahelian" or a "Littoral" crisis? Examining the widening of Nigeria's Boko Haram conflict*, Hudson Institute, avril 2023.
- 102 Voir European Agency for Asylum, *Country guidance Nigeria 2021, Boko Haram, including JAS, ISWAP and Ansaru*, octobre 2021.
- 103 Voir US Office of Director of National Intelligence, *Foreign terrorist organizations: Ansaru*, mis à jour en septembre 2022 et consulté le 3 avril 2024 ; Passeint Ahmed, *Factional split inside Boko Haram: Evolving dynamics and future implications*, Centre international du Caire pour la résolution des conflits, le maintien et la consolidation de la paix, 15 janvier 2019.
- 104 Ibid.
- 105 Kingsley L. Madueke, Lawan Danjuma Adamu et Ladd Serwat, *What does the recent escalation of mass abductions in Nigeria tell us*, GI-TOC et ACLED, 15 mars 2024.
- 106 Voir Maryam Abdullahi, *Troops 'kill bandits behind abduction of Greenfield University students' in Kaduna*, The Cable, 22 février 2024 ; Matthew Atungwu, *Notorious bandits' leader, Dogo Gide killed*, Daily Post, 27 mars 2024 ; pour lire un article affirmant que Dogo Gide est vivant, voir : Shehu Olayinka, *Is Dogo Gide dead? Here's what we know about how this story went viral*, 9 avril 2024.
- 107 Truth Nigeria, *Dogo Gide fingered as kingpin behind mass kidnap of women in Kaduna*, 9 octobre 2023.
- 108 Kehinde Giwa, *Dogo Gide: The re-emergence of Nigeria's notorious bandit kingpin*, News Central, 18 août, 2023.
- 109 Entretien avec un journaliste basé à Zamfara, 25 novembre 2023.
- 110 Entretiens avec un échantillon d'habitants de Zamfara, novembre 2023.
- 111 Abubakar Ahmadu Maishanu et Mohammed Babangida, *Inside criminal enterprise of Dogo Gide, Ali Kachalla, suspected masterminds of Kaduna train attack*, Premium Times, 19 avril 2022 ; Umar Aminu Yandaki, *Timeline of the Birnin Yauri school kidnapping*, Human Angle, 22 novembre 2022 ; Olugbenga Adanikin, *Bandits release 28 out of 121 kidnapped Kaduna students*, International Centre for Investigative Reporting, 25 juillet 2021 ; Ahmed Kingimi, *Gunmen kill 14, kidnap 60 in attacks in northern Nigeria*, Reuters, 24 novembre 2023.
- 112 Mohammed Babangida, *Exclusive: Why I abducted FGC Yauri school girls – Dogo Gide*, Premium Times, 21 décembre 2021.
- Alors que cette source affirme que 90 étudiants ont été enlevés, d'autres sources déclarent qu'il y en a plus de 100. Par exemple, voir Umar Aminu Yandaki, *Timeline of the Birnin Yauri school kidnapping*, Human Angle, 22 novembre 2022.
- 113 Mohammed Babangida, *'Is notorious bandit Dogo Gide dead? What we know so far*, Premium Times, 3 novembre 2021.
- 114 Mohammed Babangida, *Ansaru-linked Dogo Gide claims responsibility for NAF helicopter crash*, Premium Times, 16 août 2023.
- 115 Al Jazeera, *Two dozen Nigerian troops die in air crash and evacuation mission gone away*, 17 août 2023.
- 116 Al Jazeera, *'Bandits' shoot down Nigerian fighter jet; pilot survives*, 19 juillet 2021.
- 117 Entretien avec un ancien responsable politique à Birnin Gwari, 6 avril 2023.
- 118 Kingsley L Madueke, *Driving destruction: Cattle rustling and instability in Nigeria*, GI-TOC, janvier 2023.
- 119 Entretiens avec un échantillon de résidents de Gusau, Maru et Birnin Gwari, juin et juillet 2023.
- 120 Kingsley L Madueke, *Driving destruction: Cattle rustling and instability in Nigeria*, GI-TOC, janvier 2023.
- 121 Ibid. Surveillance continue des dynamiques place dans le nord-ouest du Nigéria par la GI-TOC.
- 122 Les enlèvements contre rançon sont antérieurs à 2019, mais ils ne constituaient pas la principale source de revenus des bandits armés jusqu'à cette année-là. À partir de 2019, les enlèvements contre rançon ont remplacé le vol de bétail comme principale source de financement des bandits armés.
- 123 Entretien avec un leader de jeunes dans le village de Kuyello à Birnin Gwari, 4 avril 2023.
- 124 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *Armed bandits extort crop farmers amidining alternative illicit revenue sources in Zamfara, north-western Nigeria*, GI-TOC, Bulletin de risques, numéro 5, octobre 2022.
- 125 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *Dans le nord-ouest du Nigéria, les violences perpétrées par les groupes de bandits se sont tellement amplifiées que les tueries rivalisent désormais avec celles qui ont lieu dans l'État de Borno, où les groupes extrémistes exercent leur emprise*, bulletin de risque – numéro 1, GI-TOC, septembre 2021.
- 126 Suivi et analyse des données ACLED.
- 127 La pénurie de liquidités résultant de la mise en place de la politique de redéfinition du naira de l'ancien gouverneur de la Banque centrale, Godwin Emefiele, le 26 octobre 2022, a eu des conséquences importantes sur les paiements de rançons lors d'enlèvements. Les plus grosses coupures de naira, notamment les billets de 200, 500 et 1 000, devaient être redessinées, la date limite d'échange des anciens billets contre les nouveaux dans les banques étant fixée au 31 janvier 2023. Cette politique a été présentée comme une stratégie visant à lutter contre la menace croissante d'enlèvements contre rançon, entre autres objectifs, et à gérer la circulation excessive de devises. Il est donc devenu de plus en plus difficile d'obtenir le paiement des rançons. L'ACLED enregistre une baisse de près de 50 % des enlèvements au Nigéria entre octobre 2022 et mars 2023, la région du Nord-Ouest du pays connaissant une réduction de 69 % des cas d'enlèvement au cours de la même période.

- 128 Timothy Obiezu, *UN condemns mass abduction of displaced persons in Nigeria*, Voice of America, 7 mars 2024 ; Reuters, *Suspected insurgents kidnap 50 people in northeast Nigeria*, 6 mars 2024.
- 129 Israel Bulus, *Just in: Terrorists abduct scores in fresh Kaduna attack*, Punch, 12 mars 2024 ; Kingsley L. Madueke, Lawan Danjuma Adamu et Ladd Serwat, *What does the recent escalation of mass abductions in Nigeria tell us*, GI-TOC et ACLED, 15 mars 2024.
- 130 Kingsley L. Madueke, Lawan Danjuma Adamu et Ladd Serwat, *What does the recent escalation of mass abductions in Nigeria tell us*, GI-TOC et ACLED, 15 mars 2024.
- 131 Yakubu Mohammed, *Three bandit groups participated in Kuriga students abduction, received ransom - Sources*, Premium Times, 31 mars 2024 ; Stephen Angbulu, *No ransom paid for Kaduna school children's release - FG*, Punch, 24 mars 2024.
- 132 Ministry of Mines and Steel Development, *Gold deposits: Exploration opportunities in Nigeria*, 2010.
- 133 Entretien avec un universitaire qui a mené des recherches approfondies sur le banditisme armé et l'exploitation minière dans le Nord-Ouest du Nigéria, 14 octobre 2023.
- 134 Claire Mom, *Falana says Nigeria loses \$9bn to gold smuggling annually – but is this true?*, The Cable, 26 août 2023.
- 135 Associated Press, *Armed bandits attack gold miners, kill 36 in north Nigeria*, 8 novembre 2016.
- 136 Premium Times, *How gunmen killed over 40 people in Zamfara – Residents*, 8 novembre 2016.
- 137 Bukola Adebayo, *Gunmen kill 26 in Nigeria's Zamfara state*, CNN, 12 avril 2018.
- 138 Tony Ailemen, *FG bans mining activities in Zamfara*, Business Day, 7 avril 2019.
- 139 Marcena Hunter, *Par-delà le sang : Or, conflits et criminalité en Afrique de l'Ouest*, GI-TOC, novembre 2022 ; voir Lucia Bird Ruiz Benitez de Lugo et Marcena Hunter, *Will Burkina Faso's closure of artisanal gold mines work this time?*, ENACT, 28 octobre 2022.
- 140 Entretien avec un universitaire qui a mené des recherches approfondies sur le banditisme armé et l'extraction de l'or dans le Nord-Ouest du Nigéria et qui a rencontré des dirigeants, 14 octobre 2023.
- 141 Ibid.
- 142 Abdullahi Abubakar, *Terrorists threaten to attack miners if they refuse to pay enforced dues in Zamfara*, Human Angle, 29 novembre 2022.
- 143 Entretien avec un leader de jeunes dans le village de Kuyello à Birnin Gwari, 4 avril 2023.
- 144 Entretien avec un échantillon de mineurs à Kaduna et Zamfara, juin et juillet 2023.
- 145 Entretien avec un mineur local à Ahrawa, Maru, 18 juin 2023.
- 146 Entretien avec un ancien responsable politique à Birnin Gwari, 6 avril 2023.
- 147 Ibid, 24 octobre 2023.
- 148 Chinedu Ndigwe, *Chinese groups bribe militants to secure mineral resources in Nigeria*, Business Day, 16 avril 2023 ; Sahara Reporters, *Investigation: Secret details of how Chinese-affiliated miners bribed Dogo Gide terror group to access mining sites in Nigeria's Niger state*, 17 septembre 2023.
- 149 Sahara Reporters, *We lost six workers, our driver also abducted – Chinese mining company, Ming Xin denies conniving with bandits in Nigeria*, 22 septembre 2023.
- 150 Entretien avec un universitaire qui a mené des recherches approfondies sur le banditisme armé et l'extraction de l'or dans le Nord-Ouest du Nigéria et qui a rencontré certains dirigeants, 14 octobre 2023.
- 151 Ibid.
- 152 Entretien avec le secrétaire de l'Union Progressiste de l'émirat de Birnin-Gwari (BEPU), 27 avril 2023.
- 153 Par exemple, en décrivant la quantité de gisements d'or à Kaduna, l'ancien gouverneur El-Rufai a déclaré en 2016 qu'il y avait plus d'or à Kaduna qu'en Afrique du Sud. Voir Mayowa Tijani, *El-Rufai: Kaduna has more gold than S'Africa*, 6 avril 2016.
- 154 Entretien avec un membre d'une milice, Magami, octobre 2023.
- 155 Ibid.
- 156 Eleanor Beevor, *Voleurs de voitures au Sahel : Dynamiques du trafic de voitures volées*, GI-TOC, juin 2023.
- 157 Entretien avec l'imam en chef d'Udawa, Birnin Gwari, 17 avril 2023.
- 158 Entretien avec un bandit armé à Gusau, 30 décembre 2023.
- 159 Entretien avec un bandit armé à Gusau, décembre 2023.
- 160 Entretien avec un milicien à ArahwaLGA de Maru, 18 juin 2023.
- 161 Ibid.
- 162 Le taux de change est basé sur le convertisseur de devises OANDA.
- 163 Amos Tauna, *Bandits impose N10m levy on Kaduna farmers*, Daily Post, 1^{er} juin 2023.
- 164 Tosin Ajuwan, *Kaduna bandits levied N400 million taxes on Birnin-Gwari farmers*: Official, People's Gazette, 30 juin 2022.
- 165 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *Armed bandits extort crop farmers amidining alternative illicit revenue sources in Zamfara, north-western Nigeria*, GI-TOC, Bulletin de risques, numéro 5, octobre 2022.
- 166 Entretien avec un chef Yan Sakai de la communauté de Bingi, dans la zone de gouvernement local de Maru, 20 juillet 2023.
- 167 Natasja Rupesinghe, Mikael Hibergh Naghizadeh et Corentin Cohen, *Reviewing Jihadist Governance in the Sahel*, Norwegian Institute of International Affairs, 2021 ; Signe Marie Cold-Ravnkilde et Boubacar Ba, *Jihadist Ideological Conflict and Local Governance in Mali*, *Studies in Conflict & Terrorism*, 2022.
- 168 Benjamin Lessing, *Conceptualizing criminal governance, Perspectives on Politics*, 19, 3 (2021).
- 169 Entretiens à distance avec des habitants de Mada à Gusau et Maru, 1^{er} mars 2024.
- 170 Par exemple, le 6 mai 2022, des membres d'un groupe de bandits armés de Zamfara ont lancé une attaque contre des civils à Sabon Gari Damri et Kalahe à Zamfara. Entre 40 et 56 corps ont été retrouvés après l'attaque, qui serait liée à l'affrontement que le groupe a eu avec l'armée dans la région deux semaines plus tôt et qui a entraîné la mort de 10 miliciens.
- 171 Entretiens avec des chefs communautaires et des habitants de Birnin Gwari, Maru et Gusau, d'avril à juin 2023.

- 172 Daily Trust, *Dogo Gide, notorious bandit, 'bans' consumption of narcotics in Zamfara villages*, 28 octobre 2021.
- 173 Mustapha Usman, *Notorious bandit Kachalla Kawaje, who kidnapped Zamfara female students killed in Niger*, International Centre for Investigative Reporting, 12 décembre 2023.
- 174 Entretien avec un bandit armé à Birnin Gwari, 21 décembre 2023.
- 175 Entretien avec un dirigeant de la communauté d'Udawa à Birnin Gwari, 17 avril 2023.
- 176 Entretien avec un commandant de milice à Maru, Zamfara, 16 juin 2023.
- 177 En septembre 2021, Turji aurait quitté Zurmi, dans la région de Zamfara, et Sabon Birni, dans l'État de Sokoto, pour échapper aux forces de l'État. Mohammed Babangida, *Exclusive: Notorious banditry suspect, Turji, moves to new headquarters*, *Premium Times*, 30 septembre 2021.
- 178 Ana Arjona, *Rebelocracy: A theory of social order in civil war*, Kellogg Institute for International Studies, University of Notre Dame, juin 2017.
- 179 Entretien avec un habitant de Randagi/Kakangi, Birnin Gwari, 12 avril 2023.
- 180 Entretien avec un habitant de Tabanni, Birnin Gwari, 12 avril 2023.
- 181 Entretien avec le secrétaire de l'Union Progressiste de l'émirat de Birnin-Gwari, 27 avril 2023 ; voir Birnin Gwari Emirate Progressives' Union: <https://web.facebook.com/bepubng/about>.
- 182 Aishat Babatunde, *Islamic cleric wants 'blanket' amnesty for terrorists in Northwest Nigeria*, *Human Angle*, 19 février 2021.
- 183 Daily Trust, *Zamfara Emirate enters peace deal with terror kingpin*, Ali Kachalla, 26 novembre 2021.
- 184 Desirée Nilsson, *Partial peace: Rebel groups inside and outside civil war settlements*, Banque mondiale, 2008.
- 185 Entretien avec un agriculteur de Dansadau, Maru, 16 juin 2023 ; entretien avec un chef de justicier, village de Gagumi, 28 avril 2023.
- 186 Pour une analyse des avantages potentiels de ces approches, voir Peter Bell et Mitchell Congram, *Communication Interception Technology (CIT) and its use in the fight against Transnational Organised Crime (TOC) in Australia: A review of the literature*, *International Journal of Social Science Research*, 2, 1 (2014).
- 187 Marcena Hunter et al, *Learnings from West Africa's regional experiences in the gold sector*, OCWAR-T, novembre 2023.

À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de plus de 600 experts répartis aux quatre coins de la planète. Elle offre une plateforme pour promouvoir un débat plus approfondi et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

www.globalinitiative.net

À PROPOS DE L'ACLED

Le projet ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project) est un projet de collecte et d'analyse de données désagrégées et de cartographie des crises. L'ACLED est une organisation à but non lucratif qui recueille et analyse des informations en temps réel sur les lieux, les dates, les acteurs, les décès et tous types de violence politique et de protestation signalés dans le monde entier.

www.acleddata.com



Soutenu
par



Federal Foreign Office